

Un boycott légitime

Eyal Sivan
Armelle Laborie

Un boycott légitime

**Pour le BDS universitaire
et culturel de l'État d'Israël**

**La fabrique
éditions**

© **La Fabrique éditions, 2016**
www.lafabrique.fr
lafabrique@lafabrique.fr
Conception graphique :
Jérôme Saint-Loubert Bié
ISBN : 978-2-35872-087-8

La Fabrique éditions
64, rue Rébeval
75019 Paris
lafabrique@lafabrique.fr
Diffusion : Les Belles Lettres

*pour Jean B, ici,
et
pour Dima S, là-bas.*

Sommaire

I. LE BOYCOTT UNIVERSITAIRE ET CULTUREL : UNE MENACE STRATÉGIQUE MAJEURE — 13

La rhétorique de la Menace — 15

L'évolution de la Menace — 21

II. STRATÉGIES ET MOYENS POUR CONTRER LA MENACE — 25

**La propagande israélienne : explication et
séduction — 27**

« Sache quoi répondre » — 27

Une question d'image (de marque) — 32

Opération *Brand Israel* — 35

**Mesures et moyens de lutte : persuasion et
répression — 39**

Cyber-guerre — 39

Délégitimer les délégitimateurs — 42

Lawfare, la guerre juridique — 46

Ripostes au boycott universitaire et culturel — 53

Tel-Aviv, l'icône profane de l'Énergie créative — 54

Start-Up Nation — 57

La bataille des universités, à la conquête des
(futures) élites — 60

Tikkun Olam, Israël comme modèle de
compassion — 68

Du bon usage de la liberté d'expression — 70

III. UNIVERSITÉ, CULTURE ET PROPAGANDE — 73

L'université israélienne, entre silence et collaboration — 75

Les auxiliaires de la recherche militaire — 75

Silence et collaboration institutionnelle — 80

Recherches et priorités nationales — 84

La fabrique des discriminations — 86

La culture israélienne à l'export, la barrière de protection — 93

Vitrine culturelle et exportations stratégiques — 93

La littérature et le cinéma, une dissidence officielle — 99

Loyauté et liberté d'expression — 104

La gauche, le Camp de la paix et le dialogue — 109

Les garde-frontières de la critique légitime — 110

Privilèges ashkénazes dans l'université et la culture — 117

Boycott et dialogue — 118

IV. BOYCOTTER ISRAËL, UNE CAMPAGNE DISCRIMINATOIRE ? — 125

Antisionisme et antisémitisme — 127

La seule démocratie... ou pourquoi pas les autres ? — 131

Boycotter l'exception — 137

UN BOYCOTT LÉGITIME — 141

ANNEXES — 145

1. Appel palestinien au boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI) — 147

2. Directives PACBI pour le boycott académique international d'Israël — 153

3. Directives PACBI pour le boycott culturel international d'Israël — 169

4. Autres sources d'information — 183

Avant-propos

L'idée même d'utiliser le boycott de la culture et du savoir comme moyen de pression politique provoque la perplexité, la réticence ou même le rejet. L'université et la culture seraient par nature situées au-delà des querelles politiques. Leur boycott constituerait une atteinte à la liberté universitaire et à la liberté d'expression, libertés fondamentales de la recherche et de la création. Il démolirait les ponts de dialogue et les échanges pacifiques que sont l'université et la culture. Et finalement, un tel boycott s'attaquerait à des individus qui se trouveraient injustement stigmatisés.

Composant essentiel de la campagne mondiale Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS), le boycott des institutions universitaires et culturelles israéliennes, malgré un nombre croissant de soutiens partout dans le monde, reste méconnu voire ignoré en France. Il est sujet à de fausses interprétations et donne lieu à des polémiques, y compris parmi les partisans sincères de la paix en Israël-Palestine qui sont sensibles aux arguments d'un boycott économique d'Israël. Selon les opposants au boycott culturel et universitaire, celui-ci risquerait d'affaiblir les rangs de l'opposition israélienne et même de provoquer la crispation des *faucons*. Il aurait d'autre part l'effet de priver l'humanité de l'importante contribution du pays à la recherche mondiale.

Ces interrogations et objections sont dues à une ignorance des termes de l'appel palestinien au boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI), et se nourrissent aussi de la méconnaissance, de la perception déformée et des idées fausses qui sont diffusées à l'étranger au sujet des universités et de la culture israéliennes. C'est pourquoi nous avons choisi de décrire leur réalité et le contexte dans lequel leur image idéalisée est produite.

Dans ce qu'il est convenu d'appeler le *monde néolibéral d'économie globalisée*, les productions culturelles et les institutions de savoir sont (avec les sports) les derniers « produits » à être identifiés comme nationaux ou assimilés à des États. Utilisés comme des porte-drapeaux, ils représentent un levier pour exercer des pressions sur le gouvernement de leur pays. Il peut paraître étrange que l'appel au boycott universitaire et culturel soit relayé par des gens qui, comme nous, travaillent précisément dans les domaines universitaire et culturel, et principalement en collaboration avec des partenaires israéliens et palestiniens. Nous avons décidé de rédiger cet essai parce que nous sommes convaincus que seules des contraintes venant de l'extérieur peuvent ébranler les dangereuses certitudes de la politique israélienne et rendre espoir à ceux qui la subissent. Mais aussi parce que la liberté critique et l'élargissement des espaces d'expression sont au cœur de la création artistique et des travaux universitaires. Défendre la liberté d'appeler au boycott ne va pas à l'encontre de la liberté critique ou de la liberté d'expression, il en fait partie.

À travers ce court essai, nous défendons non seulement la liberté de création et de recherche, mais aussi une circulation de l'art et du savoir émancipée du joug du pouvoir.

Nous sommes conscients que notre prise de position risque de provoquer non seulement les foudres de nos adversaires, mais aussi l'incompréhension de certains de nos proches, collègues et connaissances, ici comme là-bas.

En rédigeant ce livre, nous souhaitons apporter soutien et encouragements à nos amis et confrères palestiniens vivant sous occupation militaire, à ces cinéastes, artistes, architectes, universitaires et chercheurs vivant un calvaire quotidien même hors des moments de crise qui font la une des médias – comme à nos nombreux partenaires palestiniens de la diaspora qui n'ont pas le droit de se rendre dans leur patrie.

Mais nous pensons aussi à nos amis et collègues israéliens, dont beaucoup sont acteurs dans les milieux culturels et universitaires. Ceux qui croient encore à la possibilité d'un changement politique reconnaissent que seules des pressions venant de l'étranger peuvent peser sur le gouvernement et réveiller la société israélienne. Mais, vivant et travaillant à l'intérieur du pays, ils craignent d'appeler publiquement au boycott. Nous souhaitons aussi porter dans ces pages la voix de ces Israéliens souffrant d'un isolement croissant, leur inspirer confiance et courage.

Nous tenons à remercier Eric Hazan pour la confiance qu'il nous a accordée en nous proposant la rédaction de ce livre, ainsi que Kawthar Guediri et Jean Stern pour leurs conseils bienveillants sur notre manuscrit; Valérie Thouard pour sa relecture attentive; et Sylvia E. et Cécile P. pour nous avoir éclairés sur les subtilités du vocabulaire du marketing.

I. Le boycott universitaire et culturel : une menace stratégique majeure

La rhétorique de la Menace

Le 28 mai 2015, le président israélien Reuven Rivlin, entouré des représentants de toutes les institutions de l'enseignement supérieur, déclare au sujet de la campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions): « Je ne pensais pas qu'il y aurait de véritable danger pour les universités israéliennes. Mais le climat mondial évolue, il est donc impossible de ne pas considérer ce problème comme une menace stratégique de premier ordre. » Cette déclaration fracassante est d'autant plus remarquable que, depuis le premier appel palestinien au boycott universitaire et culturel d'Israël en 2004, le pouvoir israélien avait choisi de ne pas l'évoquer, pour ne pas lui donner trop de publicité. Au-delà des succès de la campagne BDS économique¹, les ralliements et les soutiens publics à la campagne de boycott universitaire et culturel se sont accélérés après l'attaque israélienne sur Gaza de l'été 2014, incitant

1. Parmi lesquels on peut citer, pour l'année 2015, la campagne contre la société Sodastream, implantée dans les territoires palestiniens occupés, et l'annonce du départ d'Israël de la société Orange, ainsi que les fonds de pension néerlandais (PGGM) et luxembourgeois (FSL) qui ont retiré leurs investissements d'Israël. En septembre 2015, Veolia a vendu ses activités en Israël. En janvier

2016, le fonds de pension de l'église méthodiste (7 millions d'adhérents aux États-Unis, représentant 20 milliards de dollars) a retiré ses investissements dans des sociétés israéliennes, dont cinq banques. En mars 2016, G4S, la plus grande société privée de sécurité au monde, a décidé de vendre toutes ses activités en Israël.

le gouvernement israélien à modifier son attitude vis-à-vis du BDS.

Dans son discours, le président israélien affirmait : « Les universités sont des forteresses du libéralisme et de la pensée critique [...]. Il ne fait aucun doute que le boycott universitaire et culturel fait partie d'une volonté de destruction. » Si cette forme de boycott représente en effet une *menace stratégique de premier ordre*, c'est parce que les institutions universitaires et culturelles forment non pas une *forteresse* mais plutôt une vitrine dans laquelle Israël présente d'elle-même une image démocratique, libérale et critique. L'appel au boycott universitaire et culturel est un pavé lancé dans cette vitrine. En s'en prenant à sa façade occidentale-libérale, il entame les emblèmes de la normalité israélienne, dévoile sa réalité et représente à ce titre une *menace de premier ordre*.

Au début de 2015, l'ex-général Amos Yadlin², directeur de l'institut des études de sécurité nationale (INSS) de l'université de Tel-Aviv, affirmait dans ses prévisions stratégiques qu'Israël était l'objet de menaces militaires « [...] qui sont des défis, mais qui ne constituent pas de menaces existentielles pour le pays ». Tout en précisant : « Il n'y a pas de menace existentielle militaire, mais il y a le BDS³. » La *menace* fait depuis toujours partie du lexique politique israélien. La *menace potentielle* qui pèserait sur les Juifs du monde est la raison d'être de l'État d'Israël, tout comme la *menace existentielle* qui pèserait sur les Juifs israéliens justifie ses politiques et ses actions. Cette posture victimaire induit une pression implicite sur les dirigeants européens : elle les rappelle

2. Amos Yadlin, ancien chef du renseignement militaire israélien et membre du parti travailliste.

3. « Sécurité dans un environnement agité », article du général Amos

Yadlin, directeur de l'INSS, et de Karmit Velinci, chercheuse à l'INSS, *Israel Defense*, 21 janvier 2015 (en hébreu).

à l'obligation morale qu'ils ont de défendre l'État des descendants de la grande catastrophe dont ils seraient coupables. En Israël, l'évocation constante d'une *menace*, qu'elle soit réelle ou imaginaire, potentielle ou existentielle, est un éternel appel au drapeau : elle oblige à l'union nationale et mobilise la société juive israélienne, mais aussi les « amis d'Israël » et les organisations sionistes à travers le monde. Elle permet de relativiser les divisions ainsi que les divergences, débats et contestations internes, et de resserrer les rangs autour de l'impératif vital. La *menace* justifie l'état d'urgence provisoire renouvelé chaque année par le parlement israélien depuis la création de l'État, et grâce auquel les gouvernements successifs ont pu légitimer les pratiques de discrimination, de ségrégation et de colonisation qu'ils appliquaient.

La guerre déclarée par Reuven Rivlin au BDS et plus spécialement au boycott universitaire et culturel a entraîné un ralliement en bloc, y compris des opposants au gouvernement. Quelques jours après la déclaration présidentielle, le plus grand quotidien du pays, *Yedioth Aharonot*, a consacré un supplément spécial au BDS, annonçant en une : « Combattons le boycott » ; il a également organisé une conférence internationale à Jérusalem pour coordonner ce combat⁴. Isaac Herzog, secrétaire général du parti travailliste, a surenchéri en déclarant que l'appel au boycott « relève de la terreur antisémite dangereuse d'un nouveau genre que nous combattons avec tous

4. « Combattons le boycott », conférence organisée le 28 mars 2016, en collaboration avec le site d'information en ligne israélien *Ynet*, avec les soutiens de la banque israélienne Hapoalim, de la société

Afek, spécialisée dans la prospection pétrolière sur le Golan syrien occupé et en Afrique, de l'organisation américaine pro-israélienne StandWithUs, de SodaStream et du Congrès juif mondial (WJC).

nos moyens et de toutes nos forces⁵». Un autre adversaire du gouvernement Netanyahu, Yaïr Lapid, chef du parti centriste *Yesh Atid*⁶, a expliqué à l'ONU, quelques jours après la déclaration du président : « Nous devons passer de la défense à l'attaque et expliquer au monde que les gens derrière le boycott sont ceux qui oppriment des populations entières et tuent des enfants du Niger à la Syrie⁷. » Et il concluait : « Nous pouvons ne pas être d'accord avec la politique du gouvernement. Mais face à un ennemi extérieur, il faut être unis⁸. » Ram Ben-Barak, directeur général du ministère des Renseignements et candidat au poste de directeur du Mossad⁹, affirmait pour sa part que « si l'État d'Israël a des difficultés à mener ce combat, c'est parce que les Palestiniens emploient des militants salariés pour faire de la propagande contre Israël dans chaque université du monde¹⁰ ».

Puis, quelques jours après que la fédération israélienne de football eut évité de justesse d'être exclue de la FIFA et que le NUS (*National Union of Students*), syndicat britannique représentant 7 millions d'étudiants, eut voté son adhésion au BDS¹¹, le parlement israélien s'est réuni en urgence pour une séance spéciale consacrée à cette nouvelle menace stratégique. À l'exception de la Liste unie¹², l'ensemble des

5. Discours de Isaac Herzog devant le barreau national des avocats israéliens, le 4 juin 2015.

6. *Il y a un avenir*, en hébreu.

7. Discours de Yaïr Lapid à l'ONU, le 6 juin 2015.

8. Voir aussi la page Facebook de Yaïr Lapid (<https://www.facebook.com/YairLapid/>).

9. Le Mossad, institut pour les renseignements et les affaires spéciales, fait partie, avec le *Shin Beth* (pour la sécurité intérieure) et *Aman* (les renseignements militaires), des trois agences de renseignement israéliennes.

10. « Le candidat pour la direction du Mossad : "l'Iran est sur le point de gouverner la région" », interview donnée par Ram Ben-Barak à Amir Rapoport, pour *nrg.com* et *Makor Rishon* (journal israélien proche des nationaux-religieux colons), le 3 juillet 2015 (en hébreu).

11. Le NUS (*National Union of Students*) a voté son adhésion aux directives du boycott universitaire le 2 juin 2015.

12. La Liste unie regroupe les partis politiques arabes.

partis politiques israéliens s'est accordé pour agir contre ce qu'ils désignent comme une campagne de *dé légitimation* d'Israël¹³. Ayelet Shaked, ministre de la Justice et membre du Foyer juif, parti national-religieux d'extrême droite, donnait le ton à la tribune de la Knesset :

Le but de cette campagne n'est pas d'influencer une politique israélienne en particulier, il est de salir le nom d'Israël, de nuire à ses intérêts vitaux et à sa capacité à se défendre [...]. [II] vise à dépeindre Israël comme la source de tous les maux du monde, tout comme l'antisémitisme dont ont été victimes les Juifs dans le passé¹⁴.

Ainsi le BDS, et en particulier le boycott universitaire et culturel, est mis désormais sur le même plan que « la menace iranienne » : un ennemi plus diffus, non-violent mais tout aussi dangereux.

13. Le parti sioniste de gauche *Meretz* soutient toutefois le droit de boycotter les produits en provenance des colonies de peuplement des territoires occupés.

14. « BDS : Israël parle mais n'agit pas », Haviv Rettig Gur, *The Times of Israel*, 13 juin 2015.

L'évolution de la Menace

L'expansion du boycott culturel et universitaire suit l'évolution de la colonisation et des opérations militaires, des bombardements, des confiscations de terres, des arrestations massives et des votes de lois racistes entrepris par les gouvernements israéliens successifs. Les dirigeants israéliens persistent cependant à nier tout lien entre leur politique et les succès du BDS, convaincus, comme le dit Benjamin Netanyahu, que le pays serait victime d'« une offensive lancée contre l'État d'Israël, une campagne internationale qui veut salir son nom¹⁵ ».

Depuis le déclenchement de la deuxième intifada au début du xxi^e siècle, les vagues successives de ralliements au boycott des institutions universitaires et culturelles ont progressé au même rythme et avec la même intensité que les agressions militaires israéliennes. Une première fois au printemps 2002, alors que l'opération militaire « Rempart » est lancée en Cisjordanie par *Tsahal*¹⁶, puis à l'été 2006 quand l'armée israélienne attaque le Liban¹⁷, en janvier 2009 avec l'opération « Plomb durci »¹⁸ menée à Gaza, en

15. « Israeli premier warns of Palestinian boycott campaign », *Ynet*, 6 janvier 2015.

16. *Tsahal* (*Tsva Hagana LeIsrael*) est l'acronyme de l'armée de défense d'Israël (IDF, *Israel Defense Forces*).

17. La guerre du Liban de 2006 a

fait 44 morts et 1 489 blessés côté israélien, et 1 086 morts et 4 400 blessés côté libanais.

18. L'opération « Plomb durci » a fait 13 morts (dont 3 civils) côté israélien, et 1 330 morts (dont 895 civils) et plus de 5 000 blessés côté palestinien.

Un boycott légitime

mai 2010 après l'attaque du *Mavi Marmara*¹⁹, et enfin à l'automne 2012 et à l'été 2014 avec les offensives militaires « Pilier de défense »²⁰ et « Bordure protectrice »²¹ menées sur Gaza. Chacune de ces offensives militaires est une surenchère de violence par rapport à la précédente, et provoque un nouvel afflux de soutiens à la campagne BDS.

La première initiative internationale d'appel au boycott des institutions universitaires israéliennes remonte à avril 2002. Le *Guardian* publie une lettre ouverte cosignée par plus de 120 universitaires, artistes et écrivains, appelant les organismes universitaires européens à suspendre leur collaboration avec les universités et instituts de recherche israéliens²². Cette tribune obtient rapidement le soutien de 700 universitaires (dont 10 Israéliens), et est relayée dans vingt pays²³. Elle est suivie de plusieurs initiatives de boycott universitaire et culturel qui se multiplient à travers le monde, encourageant un groupe de chercheurs et d'enseignants palestiniens de Cisjordanie occupée – soutenu par une soixantaine de fédérations, unions et organisations universitaires et culturelles de la société civile palestinienne – à publier le premier *appel international pour le boycott universitaire et culturel*

19. Le *Mavi Marmara* est l'un des bateaux d'une flottille civile chargée de pacifistes en route vers Gaza sous blocus. Il fut arraisonné avec une extrême violence par un commando de l'armée israélienne qui exécuta neuf des militants à son bord.

20. L'opération « Pilier de défense » a fait 6 morts (dont 4 civils) et 50 blessés côté israélien, et 163 morts (dont 71 civils) et plus de 1 200 blessés côté palestinien.

21. L'opération « Bordure protectrice » a fait 72 morts (dont 6 civils) et 469

blessés côté israélien, et 2 310 morts (dont 1 483 civils) et 10 626 blessés côté palestinien.

22. « More Pressure For Mid East Peace », Hilary and Steven Rose, *The Guardian*, 6 avril 2002 (<http://www.guardian.co.uk/Archive/Article/0,4273,4388633,00.html>).

23. En France, *Libération* publie cette lettre ouverte le 15 avril 2002 sous le titre « Appel pour un moratoire sur les relations scientifiques et culturelles avec Israël ».

d'Israël (PACBI²⁴). En 2005, pour marquer le premier anniversaire de la décision de la Cour internationale de justice condamnant le « mur de séparation » construit par Israël, 170 organisations de la société civile palestinienne (sous occupation, en Israël ou en diaspora), partis politiques, syndicats, associations et ONG lancent l'appel au BDS, invitant à un boycott des institutions israéliennes élargi aux domaines économique, universitaire, culturel et sportif. C'est le début de la campagne mondiale du BDS. Dès lors, les soutiens au boycott se multiplient, en particulier dans les domaines universitaire et culturel.

Des artistes célèbres affichent leur soutien au boycott en prenant publiquement position à l'occasion de rencontres, de colloques, de festivals ou dans des pétitions, comme par exemple les cinéastes Ken Loach, Mike Leigh, Jean-Luc Godard ou Mira Naïr, le metteur en scène Peter Brook, les comédiens Viggo Mortensen, Meg Ryan ou Dustin Hoffman, les musiciens Roger Waters, Eric Clapton, Brian Eno, Demis Roussos, Elvis Costello, Thomas Quasthoff, Sinéad O'Connor, Vanessa Paradis, Björk, Bruce Springsteen ou Richard Ashcroft, les groupes Massive Attack, Gorillaz, Faithless, Coldplay ou The Pixies. Ainsi que le physicien Stephen Hawking, des auteurs parmi lesquels John Berger, Breyten Breytenbach, Arundhati Roy, Eduardo Galeano, Vikas Swarup, Richard Ford, Junot Diaz, Alice Walker ou Viet Thanh Nguyen, ou encore les intellectuels Judith Butler, Jacques Rancière, Ella Shohat, Daniel Bensaïd, Naomi Klein, Gérard Toulouse ou Slavoj Žižek. Mais aussi des manifestations culturelles, festivals de cinéma et expositions d'art qui affichent leur appui au boycott en refusant le soutien des institutions israéliennes, et

24. PACBI: *Palestinian Academic and Cultural Boycott of Israel*.

Un boycott légitime

des centaines de milliers d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs qui, à travers les directions de leurs universités, leurs organisations professionnelles, leurs fédérations ou leurs syndicats, soutiennent, sur tous les continents, la campagne de boycott des institutions universitaires et culturelles israéliennes.

La puissance militaire et matérielle d'Israël paraît désemparée face à l'étendue de cette campagne internationale non-violente que les autorités israéliennes ont choisi de désigner par le terme de *menace stratégique* : il permet en effet de justifier une *guerre préventive*, pour l'empêcher de devenir une *menace existentielle*. Le chapitre suivant décrit la stratégie mise au point par le pouvoir israélien pour lutter contre le BDS et en particulier contre le boycott des institutions universitaires et culturelles.

II. Stratégies et moyens pour contrer la Menace

La propagande israélienne : explication et séduction

«*Sache quoi répondre*»

En hébreu *hasbara* signifie *explication*. C'est le nom donné à la propagande israélienne destinée à l'étranger, et celui du dispositif interministériel qui pilote cette propagande d'État. L'utilisation du terme *hasbara* plutôt que celui de propagande (*ta'amula*) n'est pas une tentative de camouflage, c'est un choix éthique, expliquent les spécialistes israéliens :

Ce sont les méchants qui font de la propagande, pour promouvoir leurs objectifs et leurs récits en fabriquant des faits, en manipulant les médias et en trompant ceux qui les prennent pour des bons. La *hasbara*, c'est ce que nous – les bons – nous faisons pour expliquer à quel point nous sommes vraiment bons et à quel point les méchants sont vraiment méchants²⁵.

Ceci témoigne d'une opinion largement répandue en Israël et parmi ses *amis* selon laquelle la politique israélienne serait mal comprise à l'étranger. La perception d'Israël comme un État agressif et injuste relèverait du malentendu ; il suffirait donc d'intensifier les efforts pour expliquer « à quel point nous sommes vraiment bons » pour que les politiques

25. «*Hasbara*, public diplomacy and propaganda », Reuven Benshalom,

The Jerusalem Post, 6 décembre 2014.

israéliennes soient acceptées et bénéficient du soutien international. Mais la *hasbara* est aussi – et surtout – un dispositif chargé d’expliquer les politiques israéliennes, de fournir des éléments pour convaincre les adversaires et pour aider les hésitants à discerner «les méchants» dans le conflit israélo-palestinien. Il a aussi pour fonction de faire taire les critiques d’Israël dans le monde. L’état-major du *dispositif de la hasbara* dépend directement du Premier ministre israélien. Il coordonne les différents appareils du Forum national de la *hasbara*, qui regroupe des représentants des forces de sécurité et du renseignement, des ministères des Affaires étrangères, des Relations avec la diaspora, des Affaires stratégiques et de la *hasbara*. La décision gouvernementale qui a établi ce Forum en 2007 précise que «ses messages ne seront pas forcément modifiés avec les changements de gouvernement²⁶». Il est donc à l’origine des discours que les porte-parole officiels et officieux de l’État d’Israël doivent transmettre au monde. Mais il a également pour mandat d’élaborer et de piloter une stratégie combinée de défense et d’attaque à l’usage de dizaines d’organisations gouvernementales et non gouvernementales²⁷ en Israël et dans le monde. Depuis quinze ans, les moyens alloués à la *hasbara* ne cessent de croître. Au printemps 2015,

26. Décision du gouvernement israélien n° 1936 du 8 juillet 2007 sur «l’établissement du dispositif national de la *hasbara*» (en hébreu).

27. Il faut distinguer les organisations culturelles juives des organisations sionistes, telles que le Congrès juif mondial, la Conférence juive européenne, l’Organisation sioniste mondiale, WIZO (l’Organisation sioniste internationale des femmes) ou les organisations communautaires sionistes, comme le CRIF (Conseil

représentatif des institutions juives de France). Il faut les distinguer également des organisations israéliennes qui agissent à l’échelle internationale et dominent l’ensemble des organisations sionistes, comme l’Agence juive pour Israël, le Fonds national juif ou l’Appel unifié pour Israël. Un de leurs objectifs est de mobiliser les organisations juives culturelles à la cause de la *hasbara*, c’est-à-dire de les convertir au sionisme.

Benjamin Netanyahu a créé pour le ministre de la Sécurité intérieure, Gilad Erdan²⁸, le poste supplémentaire de ministre des Affaires stratégiques et de la Diplomatie publique, chargé de la lutte contre le BDS. Doté d'un confortable budget de 30 millions d'euros pour 2016²⁹, Gilad Erdan s'est alors engagé à mener contre le BDS une « stratégie de défense et d'attaque ». Face à la « menace stratégique de premier ordre », la lutte contre le boycott, qui fut longtemps un point mineur dans les réunions ministérielles israéliennes, est devenue centrale dans l'ordre du jour des sessions du parlement et dans le plan de travail gouvernemental.

À l'étranger, la *hasbara* cible simultanément les élites politiques, l'intelligentsia, les faiseurs d'opinion et le grand public. Elle produit sans relâche des documents d'information et d'explication à l'usage des représentations diplomatiques israéliennes et des nombreuses institutions sionistes et pro-israéliennes à travers le monde³⁰. Ces documents sont également diffusés à des journalistes ou autres personnalités influentes, identifiées par les diverses ambassades comme capables de transmettre les messages du gouvernement israélien sans en porter l'empreinte³¹.

À l'étranger, les unités du réseau pro-israélien ont une meilleure sensibilité des contextes et des nuances, ce qui leur permet d'être plus efficaces. Elles font partie de la société et de la

28. Appartenant à l'aile droite du *Likoud*.

29. Déclaration du ministre de l'Économie, Moshe Kachlon, lors de la conférence « Combattons le boycott » qui s'est tenue le 28 mars 2016, à Jérusalem. <http://www.ynet.co.il/articles/0,7340,L-4784145,00.html> (en

hébreu).

30. Voir note 27.

31. « Foreign Ministry to use front groups for PR efforts in Europe », Barak Ravid, *Haaretz*, 31 mai 2010, et « Israel recruits citizen advocates in Europe », Harriet Sherwood, *The Guardian*, 28 novembre 2010.

culture, et sont plus susceptibles que la délégation israélienne locale de connaître les élites des affaires, artistiques, culturelles, politiques ou universitaires³².

Si la rhétorique de ces documents est ajustée selon leur public cible, les argumentaires ne varient guère. Les livrets de la *hasbara* ont des titres tels que « Mythes et réalités du conflit israélo-palestinien », « Israël : les faits », « Le Projet Israël, Dictionnaire de langage global », « Manuel de la *Hasbara*, Promouvoir Israël sur les campus », etc. D'autres brochures intitulées « Comment combattre les mensonges du BDS », « Nous sommes tous des ambassadeurs » ou « Sache quoi répondre » sont rédigées à l'attention des Israéliens qui voyagent. Depuis toujours en effet, la *hasbara* encourage les citoyens israéliens à s'engager activement dans les efforts d'explication et à agir en tant qu'ambassadeurs lorsqu'ils sont à l'étranger. De fait, la grande majorité des Juifs israéliens sont volontaires pour participer à l'amélioration de l'image d'Israël dans le monde. Selon un sondage mené en 2010 par le gouvernement, 91 % des Juifs israéliens pensent que les étrangers ont une vision fortement négative d'Israël, et 85 % se disent prêts à utiliser leurs vacances ou leurs voyages d'affaires à l'étranger pour servir la *hasbara*³³. Ces ambassadeurs de bonne volonté ont à leur disposition le site gouvernemental *Les explicateurs* (www.masbirim.gov.il) qui fournit les éléments de langage nécessaires pour « affiner leurs compétences rhétoriques » lors

32. « Building a Political Firewall against Israel Delegitimization », REUT Institute, Herzliya Conference, mars 2010, p. 74.

33. « Israel to use 'ordinary' people for PR », Gil Hoffman, *The Jerusalem Post*, 17 février 2010.

34. *Idem*.

d'une conversation en milieu hostile³⁴. Les relais de la *hasbara* dans des sphères publiques occidentales variées (des colonnes des journaux féminins aux hémicycles des parlements, en passant par les émissions de divertissement) permettent de diffuser les messages qu'elle produit en continu. C'est ainsi qu'un petit nombre d'organisations et de personnalités bénéficiant d'une large visibilité transmet les mêmes explications, clichés, éléments de langage et messages clés et en démultiplie l'effet. La répétition des formules de la *hasbara* par les supporters de la politique israélienne, par les supposés *amis d'Israël* et par les opposants au BDS a pour objectif de remporter des «victoires synchronisées³⁵», c'est-à-dire d'obtenir que ces formules toutes faites finissent par imprégner la population occidentale.

Cette stratégie d'explication et de justification s'est cependant montrée insuffisante face à la médiatisation croissante des diverses agressions militaires israéliennes, en particulier à Gaza. Israël et sa politique sont de plus en plus difficiles à défendre. Les experts israéliens affirment que

Les récits des victimes et des survivants, utilisés par Israël pendant des années, ne sont plus adaptés à ses relations avec l'Occident. Aujourd'hui, nos opposants utilisent le même genre de récits pour motiver et mobiliser leurs soutiens. Les médias d'information, principaux outils de transformation de l'opinion publique, sont inadaptés pour transmettre le message d'Israël. Largement basés sur les images, ils jouent en faveur des opposants à Israël. Cette guerre médiatique est

35. «Building a Political Firewall against Israel Delegitimization»,

REUT Institute, Herzliya Conference, mars 2010, p. 68.

Un boycott légitime

asymétrique car, face aux caméras, l'avantage va toujours aux plus faibles³⁶.

Selon la formule de Benjamin Netanyahu, la *guerre des images* a provoqué un changement dans l'opinion publique mondiale pour laquelle «le Goliath arabe est devenu le David palestinien; et le David israélien est devenu le Goliath sioniste³⁷».

Une question d'image (de marque)

Avec la deuxième intifada et la surabondance de représentations aussi violentes et symboliques que la mort de l'enfant Mohamed El-Durah³⁸, l'image d'Israël devient une préoccupation pour les commentateurs et spécialistes des médias à travers le monde. À en croire les titres de la presse des premières années du XXI^e siècle, «la guerre des images est meurtrière pour Israël³⁹». Le gouvernement israélien prend conscience que l'*image d'Israël* pourrait être difficile à redresser. La ministre israélienne de l'Industrie et du Commerce estime alors que le ministre des Affaires étrangères Shimon Peres «représente le fil ténu qui sépare encore dans l'opinion publique mondiale la perception d'Israël comme État sensé de sa perception comme État déraisonnable⁴⁰». Pour rétablir l'image d'Israël, ses amis fidèles proposent des solutions créatives. En France, le président du

36. « Winning the Battle of the Narratives », Vera Michlin, Herzliya Conference, février 2010, p. 5.

37. « A Place Among the Nations », Benjamin Netanyahu, Bantam Books, New York, 1993.

38. La mort de Mohamed El-Durah, un enfant palestinien de 12 ans tué par balles dans les bras de son père, lors d'échanges de tirs entre les forces de sécurité palestiniennes et l'armée

israélienne, le 30 septembre 2000 à Gaza, fut filmée et diffusée par France 2, dans un reportage de Charles Enderlin.

39. *Marianne*, 10 décembre 2001.

40. Dalia Itzik, citée dans « Sharon appelle les ministres à cesser les attaques personnelles », Dalia Shrori, *Haaretz*, 1^{er} octobre 2001 (en hébreu) (<http://news.walla.co.il/item/121362>).

CRIF, Roger Cukierman, suggère au Premier ministre Ariel Sharon de «mettre en place un ministère de la Propagande, comme Goebbels. Il faut investir de l'argent et inviter des journalistes dans de beaux hôtels. C'est ce qu'a fait le roi Hassan du Maroc, qui avait lui aussi une réputation abominable et devait la modifier⁴¹». À New York, une poignée de diplomates et de professionnels israélo-américains du marketing s'est réunie pour apporter des solutions au problème de la dégradation de l'image d'Israël. Le diplomate israélien Ido Aharoni est l'un des fondateurs de ce groupe surnommé BIG (*Brand Israel Group*⁴²). Il explique que

Malheureusement, pendant des années, Israël n'a pas eu d'approche proactive. Nous voulions remporter les débats contre nos adversaires et nos détracteurs, et nous étions engagés de tout cœur dans ces débats. Mais nous avons oublié qu'aucune marque ne peut prospérer sur la seule gestion de crise. Vous ne pouvez pas réussir une campagne de marketing en parlant de vos problèmes. C'est pourtant ce que nous faisions. Alors nous avons décidé de nous faire aider [...], il était temps de retourner aux fondamentaux du marketing: parler des atouts du produit, et pas de ses défauts. Nous avons donc mis en œuvre une toute nouvelle approche pour la diplomatie israélienne, en la couplant avec le marketing et le branding⁴³.

41. «Powell settles a score», Akiva Eldar, *Haaretz*, 26 septembre 2001.

42. *To brand* signifie promouvoir, mettre en valeur, le plus souvent une marque.

43. «Why Brand Capital Is Part of

National Security», interview d'Ido Aharoni, Wharton University of Pennsylvania, 1^{er} mai 2015 – <http://knowledge.wharton.upenn.edu/article/why-brand-capital-is-part-of-national-security>

Un boycott légitime

Alors que la *hasbara* s'applique depuis des années à convaincre qu'Israël a raison et que ses opposants ont tort, le groupe BIG vient éclairer les décisionnaires israéliens d'un nouveau point de vue : peu importe qu'on réussisse à remporter un débat en utilisant des arguments ; ce qu'il faut, c'est considérer le pays comme une marque et séduire les consommateurs. Le projet de marketing, intitulé alors «Projet national de branding d'Israël» (*The Israel National Branding Project*), recommande «de construire des relations», «d'élargir les sujets de conversation» au-delà du conflit et «de communiquer sur toute la réalité» israélienne. Mandat lui est donné et renouvelé par les ministres des Affaires étrangères successifs – de Shimon Peres, au début des années 2000, jusqu'à Avigdor Lieberman – dans la perspective d'accroître le tourisme, d'attirer des investissements étrangers, d'exporter la culture, d'améliorer l'image et de gagner des soutiens politiques.

Ces deux stratégies de *hasbara* (l'explication et le marketing) ne se contredisent pas mais peuvent au contraire se compléter l'une l'autre.

Israël doit communiquer sur le conflit et sur son droit à l'auto-défense, mais aussi transmettre des messages de normalité pour séduire ceux qui s'intéressent à son style de vie, au tourisme ou à l'investissement. [...] Il ne s'agit pas de se substituer à la *hasbara* traditionnelle, mais de diversifier les méthodes et de proposer un concept large à long terme pour positionner Israël dans l'arène internationale. Plus que jamais, ne se référer qu'à des sujets liés au conflit est néfaste. Surtout auprès des publics qui ne se sentent pas directement concernés⁴⁴.

Ido Aharoni est un expert du *nation branding*. Il constate que « même ceux qui pensent qu'Israël a raison ne se sentent pas attirés par le pays. Pour eux, Israël, c'est toujours des mauvaises nouvelles. Ma conclusion, c'est que le plus important ce n'est pas d'avoir raison, mais d'être attractif⁴⁵. » Alors que la *hasbara*-explication s'adresse surtout aux Occidentaux qui soutiennent déjà Israël ou au contraire à ceux qui la critiquent, le *nation branding* cible les 75 % de la population occidentale qui ne se sentiraient pas concernés par le conflit et qui n'auraient pas d'opinion sur Israël, pour susciter chez eux une attirance vers la marque Israël. Il propose donc de s'affranchir des limites de la *hasbara*-explication et de rendre l'image du pays attractive malgré « les circonstances malheureuses de la région⁴⁶ ». Bien que différentes, ces deux stratégies – explication et marketing – s'accordent sur la nature du problème à résoudre : la détérioration de l'image d'Israël. Toute remarque faisant valoir que celle-ci dépendrait de la politique menée par les gouvernants du pays n'est pas prise en considération ou est jugée comme l'insinuation malveillante qu'Israël serait responsable de sa mauvaise réputation.

Opération Brand Israel

Depuis plus d'une décennie et de manière constante, les études qualitatives et enquêtes d'opinion menées dans le monde affirment sans grande surprise que

44. « Winning the Battle of the Narratives », Vera Michlin, Herzliya Conference, février 2010, p. 5.

45. « Foreign Ministry, PR Firm Rebrand Israel as Land of

Achievements », Anshel Pfeffer, *Haaretz*, 6 octobre 2008.

46. « Why Brand Capital Is Part of National Security », *op. cit.*

la perception d'Israël est spontanément associée au conflit, à l'agression, au danger et à la confrontation. En 2003, une enquête menée pour l'Union européenne révèle que, malgré un contexte international très chargé au Moyen-Orient, les Européens considèrent qu'Israël est un État-voyou⁴⁷. Ils sont 59 % à penser qu'Israël représente la menace n° 1 pour la sécurité du monde⁴⁸. Quant aux études d'opinion commandées par le ministère israélien des Affaires étrangères, elles indiquent qu'« Israël est connu, mais n'est pas particulièrement aimé », et que le pays est associé à l'Afrique du Sud, la Chine, l'Inde, Cuba, et la police⁴⁹. Israël est perçu comme un État militariste, macho, religieux, intransigeant, dangereux, provocant, anxio-gène, inamical, isolé, déprimant, sans aucun fun, ni rien de féminin, d'enfantin ou de doux⁵⁰. Les experts israéliens du *branding* en concluent que les consommateurs (les Occidentaux) ne connaissent pas suffisamment la marque (Israël). Leur solution consiste à repositionner cette marque. Le positionnement est un procédé de marketing qui « ne consiste pas à changer le produit, mais à modifier la manière avec laquelle les consommateurs le perçoivent⁵¹ ». Si ça marche pour

47. « The Israel Brand, Nation Marketing under Constant Conflict », Rommey Hassman, Harold Hartog School of Government and Policy, Tel Aviv University, avril 2008, p. 20

48. Sondage réalisé fin 2003 auprès de 7 500 Européens par l'institut Gallup, cité dans « Un sondage européen scandalise Israël », *Le Nouvel Observateur*, 10 novembre 2003

49. Étude *Brand Asset Valuator* (évaluateur des atouts de marque) de 2005, citée dans « The Israel Brand, Nation Marketing under Constant Conflict », Rommey Hassman, Harold Hartog School of Government and Policy, Tel Aviv University, avril 2008,

p. 23.

50. Boaz Morad, « Israel's brand image in the US », Brand Israel Group – BIG, juillet 2005, cb1501; Handworker H. (2005), « Israel is militaristic, fanatic and no fun at all: how to turn Israel into a lighthearted place? », *Haaretz*, 21 décembre 2005, cb 1009 (en hébreu), cité dans « The Israel Brand, Nation Marketing under Constant Conflict », Rommey Hassman, Harold Hartog School of Government and Policy, Tel Aviv University, avril 2008, p. 23.

51. « Positioning: the Battle for your Mind », Jack Trout & Al Ries, McGraw-Hill Inc., New York, 1981.

les lessives, ça marche pour les pays. Leur stratégie de repositionnement tient en trois points : supprimer toute référence au conflit, associer des images positives à Israël et souligner « les morales convergentes et les valeurs similaires⁵² » des Israéliens et des Occidentaux. En réduisant Israël à ses points communs avec l'Occident et en dissociant la marque Israël non seulement de toute référence au conflit, mais aussi de toute référence à ce qui fait les spécificités israéliennes, l'identité nationale vendue par le *nation branding* ne renvoie pas à la nation israélienne. Il s'applique à ne mentionner ni l'histoire, ni la religion, ni l'idéologie, ni la réalité politique d'Israël. Bref, la *hasbara*-marketing, c'est vendre le sionisme sans parler du sionisme. Selon les communicants israéliens, il faut contourner le *malheureux désavantage* du conflit et capitaliser sur les atouts d'Israël – son économie solide, son mode de vie vibrant et sa culture⁵³. Pour Ido Aharoni, c'est grâce à des valeurs et des idéaux positifs, tels que « construire le futur », « vivante diversité » ou « zèle entrepreneurial », qu'on pourra repositionner Israël loin de l'image d'un pays en guerre, et faire enfin pencher la balance « de ce qu'Israël veut dire vers ce que le public étranger veut consommer⁵⁴ ». Après l'attaque israélienne sur le Liban en 2006, alors que les études sur l'image d'Israël commandées par son ministère des Affaires étrangères concluent que « la marque Israël est, avec un écart considérable, la plus négative jamais mesurée, et se range en bas du classement pour presque tous les critères⁵⁵ », *Brand*

52. « Winning the Battle of the Narratives », Vera Michlin, Herzliya Conference, février 2010, p. 6. [op. cit.]

53. *Idem*, p. 5.

54. « Winning the Battle of the Narratives », Vera Michlin, Herzliya Conference, février 2010, p. 5.

55. Étude menée par Simon Anholt (NBI, National Brand Index), commandée par le gouvernement en 2006 et menée à travers 35 pays auprès de 25 000 personnes, citée dans « Enquête : Israël, la pire "marque déposée" au monde », *Israel Today Magazine*, 22 novembre 2006.

Un boycott légitime

Israel devient un projet gouvernemental à part entière. La ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni s'engage alors à allouer des budgets, des outils et une juridiction ministérielle au projet d'identité de marque nationale. Un an après qu'a été lancé cet ambitieux projet, une étude internationale conclut qu'Israël et l'Iran sont considérés comme les deux pays ayant la pire influence sur le monde⁵⁶.

56. Notation 2007 des pays, réalisée pour la BBC par l'Institut GlobeScan à Londres et l'Institut PIPA (*Program on International Policy Attitudes*) à

Washington, entre 2005 et 2007, sur 28 000 personnes, dans 27 pays, BBC World Service, mars 2007.

Mesures et moyens de lutte : persuasion et répression

Cyber-guerre

Le repositionnement du pays doit communiquer sur un éventail d'atouts s'adressant chacun à une cible de consommateurs. Mais les professionnels du marketing soutiennent que les consommateurs de médias d'aujourd'hui seraient peu réceptifs, voire méfiants, vis-à-vis des messages identifiés comme gouvernementaux et diffusés par les médias classiques. C'est pourquoi la communication digitale, qui permet de brouiller l'origine institutionnelle de ces messages, est un axe important de la campagne de marketing *multi-canal* initiée par le gouvernement israélien. Convaincu par les experts de la propagande contemporaine que «les guerres du xxi^e siècle se mènent dans le monde virtuel, le monde réel n'étant qu'un décor⁵⁷», le gouvernement israélien décide, en 2010, d'allouer un budget exceptionnel de plus de 20 millions d'euros (100 millions de shekels) au dispositif *hasbara*-marketing, pour élargir de façon massive les initiatives de la *hasbara* en ligne⁵⁸. Depuis, tous

57. «The Israel Brand, Nation Marketing under Constant Conflict», Rommey Hassman, Harold Hartog School of Government and Policy, Tel Aviv University, avril 2008, p. 33.

58. Le ministère a précisé que son action devait se concentrer dans les six domaines suivants : l'environnement (en mettant l'accent sur l'agriculture dans le désert), les

sciences et la technologie (médecine, internet et high-tech), les arts et la culture, la diversité culturelle, les modes de vie et la culture du divertissement, et le «*tikkun olam*» (le soutien apporté aux populations dans le besoin), cité dans «Israeli *hasbara*, Myths and Facts», *Molad Center for the renewal of Israeli democracy*, 2012.

les plans de travail gouvernementaux insistent sur la nécessité d'attribuer des moyens importants à la diffusion de la *hasbara* via les réseaux sociaux. Selon le porte-parole de l'armée Avi Benayahu, «les Forces de défense israéliennes sont désormais présentes sur internet pour gagner les cœurs et les esprits⁵⁹». C'est ainsi que le web et les réseaux sociaux sont devenus un des champs de bataille israéliens.

Plusieurs millions d'euros sont investis pour mobiliser des combattants numériques (*media warriors*) et organiser leur formation par l'armée israélienne. La mission de ces citoyens israéliens bénévoles prêts à intervenir dans la blogosphère consiste, selon Avi Benayahu, à «utiliser les réseaux sociaux pour diffuser la propagande israélienne en direction des publics partout dans le monde». Les *Ambassadeurs en ligne* sont des étudiants israéliens ou étrangers formés et rémunérés⁶⁰ pour diffuser une «*hasbara* correcte et équilibrée⁶¹» sur les réseaux sociaux. Ils ne sont pas les seuls, loin de là : plusieurs organisations de soutien à Israël, comme StandWithUs⁶² en Amérique du Nord, forment chaque année des centaines de personnes à l'activisme pro-israélien en ligne. Pour assurer une présence sur l'ensemble de la blogosphère sans limite linguistique, l'association Masa enseigne à des bénévoles juifs sionistes du monde entier comment agir sur les réseaux sociaux et comment rédiger des commentaires sur les sites de leurs pays d'origine, en

59. «Spokesman's Unit hails fair coverage. Avi Benayahu says IDF has moved on-line in struggle for hearts and minds», *Jerusalem Post*, 2 janvier 2009.

60. Ils participent aux programmes communs menés par le NUIS (*National Union of Israeli Students*) et de l'Agence juive d'Israël.

61. *Ambassadors Online*, University

of Haifa, 29 février 2012, <http://shagririm.haifa.ac.il>

62. StandWithUs est une association dédiée à l'information du public sur Israël et au combat contre l'extrémisme et l'antisémitisme, basée à Los Angeles et disposant de bureaux à travers les États-Unis, le Canada, Israël et le Royaume-Uni (<http://www.standwithus.com>).

coordination avec le ministère des Affaires étrangères et le bureau du porte-parole de l'armée d'Israël⁶³.

En dehors des frontières israéliennes, un grand nombre de *citoyens avocats volontaires d'Israël* sont sollicités par le ministère des Affaires étrangères pour intervenir, à titre individuel, sur des «sites d'information cibles». Ils doivent réagir aux articles des journaux en ligne et indiquer à l'occasion des liens renvoyant vers des sites pro-israéliens. Ces militants bénévoles du web sont en contact suivi avec les autorités de la *hasbara*. Tenus régulièrement informés, ils reçoivent ponctuellement des demandes précises pour intervenir sur un site ou sur un sujet particulier, complétées d'un argumentaire détaillé et d'instructions sur la meilleure manière de procéder⁶⁴. Les autorités israéliennes et les organisations pro-israéliennes dans le monde disposent de dizaines de canaux, YouTube, Instagram, etc. à travers lesquels sont diffusés les messages officiels, mais aussi des films et des clips vidéo produits par leurs *ambassadeurs volontaires* pour détourner les regards des images du conflit israélo-palestinien et mettre en avant l'art de vivre, l'humour et la créativité des Israéliens. La chaîne YouTube de l'armée israélienne⁶⁵, sur laquelle on trouve aussi bien la diffusion d'opérations militaires, de bombardements ou de tirs de missiles, que des feuilletons satiriques ou des vidéos personnelles réalisées et mises en ligne par des soldats, serait, selon l'officier Aliza Landes qui commande l'unité nouveaux médias, un des «grands succès» de l'armée israélienne⁶⁶.

63. «Masa Israel Volunteers Get Involved With Israel's Public Diplomacy», *Jewish Philanthropy*, 19 novembre 2012.

64. «Hasbara Spam Alert», Richard Silverstein, *The Guardian*,

9 janvier 2009.

65. www.youtube.com/user/idfnadesk

66. «New Media as a Strategic Weapon», Herzliya Conference, 8 février 2011 (<https://www.youtube.com/watch?v=nwcM2gQmH0A>)

Délégitimer les délégitimateurs

Malgré cette mobilisation intense, Gilad Erdan, ministre de la Sécurité intérieure, des Affaires stratégiques et de la *hasbara*, chargé de la lutte contre le BDS, s'inquiète de l'étendue de la tâche :

Facebook, Twitter et YouTube doivent [...] combattre les messages de haine et ne pas hésiter à bloquer des commentaires ou des utilisateurs. Israël ne peut pas surveiller tout le monde. Ces entreprises disposent de la technologie et des plateformes appropriées pour lutter contre le terrorisme. S'ils ne collaborent pas, nous agirons, avec d'autres États démocratiques, pour imposer de nouvelles normes de liberté d'expression⁶⁷.

À défaut de réussir à convaincre par des arguments ou par des effets de *packaging*, il faut donc faire taire ceux qui mettent en cause les communiqués officiels et non officiels de la *hasbara*. Il faut bloquer les informations contradictoires et réduire au silence ceux qui contestent l'image d'Israël présenté comme une démocratie libérale. Et en premier lieu, ceux qui participent à la campagne BDS. Contrairement aux pays démocratiques qui ont travaillé sur leur image de marque à partir de leurs seuls aspects positifs (utilisant ce que les professionnels de la diplomatie publique à l'ère globale appellent le *soft power*), la *hasbara* a développé une autre dimension : la répression (ce que ces professionnels définissent, au même titre que les actions militaires, comme le *hard power*). Le dispositif de la *hasbara* se voit donc épaulé par les services de renseignements et par les appareils

67. Quatorzième forum des ambassadeurs étrangers, consacré à

la « Menace » du BDS, Université de Bar-Ilan, 22 mars 2016.

sécuritaire et judiciaire israéliens. Ensemble, ils forment la force de frappe déployée dans la guerre contre le mouvement BDS. Cette force de frappe utilise une double tactique : d'une part, continuer de promouvoir Israël comme une démocratie libérale, diverse, vivante et créative ; d'autre part intimider, délégitimer, censurer, criminaliser et éliminer ceux qui contestent cette image.

L'utilisation par les autorités israéliennes du terme « campagne de délégitimation » pour désigner le mouvement BDS remonte au Forum global de lutte contre l'antisémitisme qui s'est tenu à Jérusalem en 2009⁶⁸. Dans le cadre de ce colloque international initié par le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman et le ministre de la *hasbara* et de la diaspora Yuli Edelstein (tous deux colons d'extrême droite, installés dans les territoires palestiniens occupés), la conférence intitulée « Délégitimation d'Israël : Boycott, désinvestissement, sanctions » (*Delegitimization of Israel: Boycott, Divestment and Sanctions*) avait pour objet de « parvenir à des solutions imaginatives, efficaces et fructueuses pour contrer ce mal [le BDS] en utilisant des méthodes de défense et d'attaque ». Avoir intégré un exposé stratégique de lutte contre le BDS dans un forum international consacré au combat contre l'antisémitisme est bien révélateur. Pour les organisateurs de cette rencontre, destinée aux élites politiques étrangères, c'est la haine antisémite qui motive le mouvement BDS. Le ministre Lieberman l'affirme : « Ils cherchent à détruire l'État juif pièce par pièce. Ils nient le droit du peuple juif à l'autodétermination. Ils

68. Troisième *Global Forum for Combating Antisemitism*, Jérusalem, 2009.

Un boycott légitime

appellent à des boycotts universitaires, à des sanctions économiques et ils obtiennent de plus en plus de soutiens politiques⁶⁹. » Le ministre Edelstein le certifie : « Boycotter Israël, boycotter les professeurs israéliens et le business israélien, ce ne sont pas des actes politiques, ce sont des actes de haine, ce sont des actes antisémites⁷⁰. »

Les participants à la conférence pour la sécurité nationale Herzliya 2010 n'ignorent rien de la progression des positions pro-palestiniennes dans les sociétés civiles à l'étranger ni du développement exponentiel de la campagne BDS lancée cinq ans auparavant. Même si les spécialistes israéliens considèrent que le BDS est « une force politique et sociale relativement marginale en Europe et en Amérique du Nord⁷¹ », ils alertent les responsables politiques : « La menace existentielle sur Israël n'est peut-être pas imminente, mais l'histoire nous a appris que les paradigmes d'État s'effondrent brutalement. Des événements peuvent survenir soudainement et créer une dynamique irrépressible, comme ce fut le cas en Union soviétique ou en Afrique du Sud⁷². » L'institut israélien REUT (*amitiés*, en hébreu) présente alors sa vision et ses recommandations sous un titre clair : « Construire un pare-feu politique contre la délégitimation d'Israël⁷³. » Mais son invention sémantique

69. Discours du ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Liberman au *Global Forum for combating Antisemitism*, Jérusalem, 16 décembre 2009.

70. Discours d'ouverture du ministre israélien de la Diplomatie publique et de la Diaspora, Yuli Edelstein, au *Global Forum for combating Antisemitism*, Jérusalem, 16 décembre 2009.

71. « Building a Political Firewall

against Israel Delegitimization », REUT Institute, Herzliya Conference, mars 2010, p. 14. [op. cit.]

72. Eyran Shayshon, de l'institut REUT, cité dans « As Israel's image sinks, whither Israeli PR? », Leslie Susser, *Jewish Telegraphic Agency*, 6 juillet 2010.

73. « Building a Political Firewall against Israel Delegitimization », REUT Institute, Herzliya Conference, mars 2010.

concerne plus précisément le mouvement BDS lui-même, qu'il renomme «réseau de délégitimation». Il faut rendre hommage à ce think-tank israélien d'avoir réussi à imposer un terme aussi obscur – désormais repris par le Premier ministre de la République française⁷⁴ et même par le président des États-Unis d'Amérique⁷⁵. L'appellation *réseau de délégitimation* réduit ainsi les centaines de milliers d'hommes et de femmes à travers le monde qui soutiennent l'appel au boycott à une masse abstraite, monolithique et dangereuse.

Selon REUT, trois indicateurs permettent d'identifier ces *délégitimateurs* : refuser à Israël le droit d'exister, employer un système de deux poids deux mesures pour attaquer Israël, et diaboliser Israël. Le réseau de délégitimation, tel qu'il est vu par REUT, fonctionnerait en lien avec le «réseau de résistance» arabe du Moyen-Orient et serait composé d'«organisations et d'individus situés en Occident – principalement issus de la gauche radicale européenne, de groupes arabes et islamiques et de Juifs et Israéliens [...] antisionistes qui nient le droit d'Israël d'exister en se basant sur une variété d'arguments politiques et philosophiques». En somme, en ce qui concerne Israël, l'application des résolutions et conventions internationales, l'anticolonialisme, le droit des populations sous occupation à se défendre et la protection des droits de l'homme se réduiraient à «une variété d'arguments politiques et philosophiques». REUT conclut son exposé par une formule

74. « Le boycott d'Israël est une arme indigne », article collectif signé entre autres par François Hollande (alors député de Corrèze) et Manuel Valls (député-maire d'Évry), *Le Monde*, 1^{er} novembre 2010, et « Au dîner du CRIF, Manuel Valls associe antisionisme et antisémitisme », Cécile Chambraud, *Le*

Monde, 8 mars 2016.

75. Discours de Barack Obama au Département d'État américain, le 19 mai 2011 (« For the Palestinians, efforts to delegitimize Israel will end in failure »), <https://www.theguardian.com/world/2011/may/19/barack-obama-speech-middle-east>

choc (et imprononçable) : il faut «délégitimer les délégitimateurs⁷⁶».

Lawfare, la guerre juridique

La première étape de la stratégie adoptée par le gouvernement israélien, qui fait suite aux propositions de REUT en 2010, consiste à «nommer et déshonorer» (*name and shame*) ces délégitimateurs, c'est-à-dire à les identifier et les désigner publiquement comme des racistes antisémites susceptibles de collaborer avec des groupes terroristes⁷⁷. REUT propose d'«identifier tous les acteurs clés qui initient et génèrent la haine [...], selon une répartition par pays, par religion et par appartenance ethnique, pour analyser leurs motivations et leurs objectifs, évaluer la menace et rechercher les moyens de traiter chacun d'eux» ; il s'agit pour cela de mobiliser «différentes organisations en Israël et à l'étranger contre les médias, les publications, les ONG et les individus qui publient des documents diffamatoires», pour «accroître la pression sur ceux qui soutiennent les incitateurs». L'identification et la collecte de renseignements sont confiées à une unité militaire baptisée «département de la délégitimation⁷⁸». Des organisations comme *NGO Monitor*, *Im Tirtzu*, *Campus Watch* ou *MEMRI* ont pour mission «la recherche continue et systématique de toutes les publications anti-israéliennes, y compris les analyses journalistiques, les rapports, les

76. «Delegitimization of Israel: "Boycotts, Divestment and Sanctions"», MFA's Global Forum for Combating Antisemitism, 2009, cité dans «Behind Brand Israel: Israel's recent propaganda efforts», Ben White, *The Electronic Intifada*, 23 février 2010.

77. «Building a Political Firewall

against Israel Delegitimization», REUT Institute, Herzliya Conference, mars 2010, p. 69, et «The Assault on the Legitimacy of Israel: London as a Case Study», REUT Institute, 19 décembre 2010.

78. «Military Intelligence Monitoring Foreign Left-wing Organizations», Barak Ravid, *Haaretz*, 21 mars 2011.

appels au boycott et les activités sur les campus⁷⁹ ». Et comme, selon REUT, il faut « utiliser un réseau pour combattre un réseau⁸⁰ », les relais pro-israéliens à l'étranger sont incités à faire remonter toute information qui permettrait d'identifier et de combattre les dangereux militants délégitimateurs du BDS. Les recommandations de REUT apparaissent dans la liste des objectifs du ministère israélien des Affaires étrangères pour 2012 :

Entraver les efforts des éléments étrangers qui essaient d'ébranler la légitimité d'Israël en tant qu'État nation du peuple juif et qui essaient de faire progresser le boycott ; établir des coalitions avec différents États pour réduire les champs d'opération des éléments BDS ; positionner Israël comme un État leader dans l'innovation, pluraliste et avide de paix ; élargir la coopération avec des organisations pro-israéliennes sur le continent latino-américain et en priorité auprès des communautés évangélistes ; positionner Israël comme un élément stabilisateur.

En Israël, où le soutien à l'appel du BDS est passible de poursuites civiles depuis 2011⁸¹, un axe important de la lutte contre la délégitimation consiste à attaquer les organisations de défense des droits de l'homme et de la gauche anticoloniale. Ces associations et ONG

79. « Brand Israel. What Justice Goldstone Learned the Hard Way », Neve Gordon, *Counterpunch*, 21 mai 2010.

80. « Building a Political Firewall Against Israel's Deligitimization, Conceptual Framework », REUT Institute, mars 2010, p. 16.

81. La loi civile destinée à empêcher l'atteinte à Israël à travers un boycott, votée au parlement israélien le

11 juillet 2011, interdit l'appel au boycott économique. La seule sanction qu'elle prévoit est le paiement de dommages et intérêts aux entreprises éventuellement atteintes par le boycott, la charge de la preuve leur incombant. Contrairement à ce qui s'est produit en France, aucune plainte n'a été enregistrée à ce jour dans le cadre de cette loi.

israéliennes sont accusées de ternir l'image du pays et de collaborer avec l'ennemi en lui fournissant des informations diffamatoires et de fausses preuves qui nourrissent les critiques d'Israël et les arguments du BDS. L'objectif affiché est de renforcer la législation contre les soutiens au BDS jusqu'à les rendre illégaux du point de vue pénal. Et puisque le droit international humanitaire et les droits de l'homme sont utilisés pour dénoncer la politique israélienne, ils devraient donc être remis en question :

Les lois internationales contre le terrorisme devraient être actualisées et ajustées pour permettre aux nations occidentales, y compris Israël, de disposer d'une plus grande liberté dans leur guerre contre la terreur, de façon à ce que leurs nécessaires initiatives ne soient pas considérées comme des violations des droits de l'homme, ou même des crimes de guerre⁸².

Pour répondre aux accusations portées par les organisations de défense des droits de l'homme devant les tribunaux internationaux contre l'État d'Israël, le ministère de la Justice a mis en place un cabinet interministériel spécialisé dans cette guerre juridique globale (*lawfare*), qui travaille avec des cabinets d'avocats spécialisés en Israël et à l'étranger⁸³. C'est ainsi que plusieurs organisations de juristes collaborent activement avec les autorités israéliennes pour combattre le BDS dans les tribunaux du monde entier. Chacune d'elles s'affirme comme

82. « The "Soft Warfare" against Israel: Motives and Solution Levers », Shmuel Bachar, Shmuel Bar et Rachel Machtiger, Herzliya Conference, 2010, p. 3.

83. « BDS, a Strategic Threat or an

irritating Nuisance ? », Dr Shavit Matias, IPS Institute for Policy and Strategy, Lauder School of Government, Diplomacy and Strategy, Herzliya Conference, 8-10 juin 2014, p. 5.

faisant partie d'un réseau international de juristes prêts à saisir les cours de justice compétentes partout dans le monde au moindre soupçon de délégitimation. Le *Legal Forum for the Land of Israel*⁸⁴, par exemple, s'enorgueillit de compter un réseau de 1 300 juristes spécialisés dans les actions contre le BDS⁸⁵. Le *Israel Law Center*⁸⁶ a pour sa part constitué un groupe d'une cinquantaine de juristes internationaux instruits par les autorités juridiques et sécuritaires israéliennes, formant le noyau d'« un réseau international qui va agir pour combattre en faveur de l'État d'Israël à travers les tribunaux du monde entier ». Quant au *Lawfare Project*, basé aux États-Unis, il conseille, pour retourner contre les « ennemis d'Israël » les accusations de discriminations, de constituer des « groupes professionnels pro-israéliens, juifs ou non, dans des associations, organisations et syndicats, nationaux et internationaux, afin d'y faire adopter, sans faire référence à Israël, des réglementations contre toutes discriminations sur des bases raciales, religieuses et nationales⁸⁷ ».

Le rapport « Le boycott d'Israël : que dit le droit ? » publié par le CRIF en 2011 affirme qu'

en France, nous avons la chance de pouvoir faire réprimer ces actes car nous bénéficions des dispositions législatives sévères [...]. Nous devons mesurer à quel point cette chance est d'ailleurs exceptionnelle puisque nous savons que les législations de nos voisins européens ne sont pas aussi développées. Un travail doit donc être désormais effectué, tant vers nos vingt-six

84. Site web du *Legal Forum for Israel* (<http://www.haforum.org>).

85. Conférence « Combattre le boycott », du 28 mars 2016.

86. Site web du *Israel Law Center*, *Shurat Ha'din* (israellawcenter.org).

87. Programme du *Lawfare Project*, mars 2010.

voisins européens qu'au niveau des instances européennes elles-mêmes, pour qu'une législation similaire à celle en vigueur en France soit applicable sur tout le territoire européen⁸⁸.

Dans un discours devant l'AIPAC⁸⁹ (au cours duquel il ne peut s'empêcher de prononcer plus de quinze fois le terme BDS), Benjamin Netanyahu déclare : « Ceux qui portent le label BDS doivent recevoir le même traitement que celui réservé à n'importe quel antisémite ou fanatique⁹⁰. » C'est dans la guerre juridique internationale menée par le gouvernement israélien contre le BDS que s'inscrivent les déclarations répétées de plusieurs responsables politiques européens et nord-américains, comme celles du Premier ministre français Manuel Valls et du Premier ministre canadien Justin Trudeau appelant à légiférer contre le BDS – de même que le « souhait » du Conseil de Paris de le voir interdire, les décisions du gouvernement britannique et de la mairie de Londres pour empêcher tout boycott par des organismes publics, ainsi que l'interdiction du BDS votée par différentes institutions dans plusieurs États américains ou canadiens. En Israël, le gouvernement n'entend pas se limiter à la guerre juridique. Gilad Erdan, ministre responsable de la lutte contre le BDS, assure que « très bientôt, chaque militant du BDS saura qu'il devra en payer le prix. [...] C'est le combat sur la légitimité et le droit pour l'État d'Israël à exister en tant qu'État du peuple juif⁹¹. » Et le ministre des Transports, de

88. « Le boycott d'Israël : que dit le droit ? », Michaël Ghnassia, CRIF, 2011.

89. AIPAC : *American Israel Public Affairs Committee*, lobby américain de droite pro-israélien.

90. « Prime Minister Netanyahu's Speech at AIPAC Policy Conference

2014 », *The Algemeiner*, 4 mars 2014. <http://www.algemeiner.com/2014/03/04/full-transcript-prime-minister-netanyahu-s-speech-at-2014-aipac-policy-conference/#>

91. Discours du ministre Gilad Erdan, Conférence Herzliya, 16 juin 2016, cité dans « There will be

l'Énergie atomique et des Renseignements Israel Katz annonce «l'élimination civile ciblée» des principaux militants du BDS⁹².

consequences against Israeli BDS-supporters», Shoshana Miskin Perez, *Arutz Sheva*, 16 juin 2016. <http://www.israelnationalnews.com/News/News.aspx/213723>

92. Annonce faite par Israel Katz, ministre des Transports, de l'Énergie atomique et des Renseignements, lors de la conférence «Combattre le boycott» du 28 mars 2016.

Les communicants israéliens de la *hasbara*-marketing le savent bien, «si vous n'êtes pas attractif, ça devient très difficile d'être compétitif⁹³». Pour renforcer le pouvoir d'attraction de la marque Israël, les experts de la *hasbara* tablent sur «l'esprit unique de la créativité israélienne, celui de l'innovation et de la flexibilité⁹⁴». La promotion des avantages concurrentiels de la marque, affublés des qualificatifs «créatif» et «innovateur», s'oppose à la menace que représente l'appel à boycotter les institutions culturelles et universitaires israéliennes. «Les produits israéliens comme la littérature, la musique, la danse, le cinéma, l'art, la gastronomie, la science et les technologies, l'architecture et l'histoire (si l'on évite la Terre sainte et les pionniers qui dansent) sont des domaines culturels susceptibles de toucher les publics cibles, particulièrement en Europe⁹⁵.» Dans un monde médiatique saturé, la diplomatie

93. « Nation branding: some lessons from Israel », entretien avec Ido Aharoni, Wharton University of Pennsylvania, 1^{er} mars 2012 (<http://knowledge.wharton.upenn.edu/article/nation-branding-some-lessons-from-israel/>)

94. *Idem*.

95. Interview de Nitzan Horowitz (ex-chef de l'information pour la chaîne israélienne Channel 10

News, ancien député du parti de gauche sioniste *Meretz*, militant de la communauté LGBTQ israélienne, écologiste et militant des droits de l'homme), 4 octobre 2006 (en hébreu), citée dans « The Israel Brand, Nation Marketing under Constant Conflict », Rommey Hassman, Harold Hartog School of Government and Policy, Tel Aviv University, avril 2008, p. 31.

culturelle est une excellente façon de se démarquer de ses concurrents.

Tel-Aviv, l'icône profane de l'Énergie créative

La ville de Jérusalem aurait dû s'imposer naturellement pour devenir un produit d'appel dans la vitrine de la marque Israël. Mais malgré sa beauté, la richesse de son patrimoine, ses vieilles pierres et ses lieux saints, Jérusalem est une ville orientale et religieuse qui ne compte plus ses conflits intercommunautaires. Elle évoque le passé, la religion et les guerres. Jérusalem est à l'opposé de l'image que la *hasbara*-marketing veut donner d'un pays moderne et excitant (la formule exacte est *cool, hip, diverse*⁹⁶). La stratégie de marque s'est donc concentrée sur la capitale économique et culturelle d'Israël, Tel-Aviv où, selon une représentante de la mairie, «l'art est la religion des non-croyants⁹⁷». Peu importe si Tel-Aviv fait figure d'exception, avec une concentration de richesses et une population surtout ashkénaze, dans un pays de plus en plus nationaliste et militarisé, où 21 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté⁹⁸. En mettant Tel-Aviv en avant, les conseillers en image aspirent à présenter Israël tout entier comme une démocratie occidentale éclairée où règnent richesse, modernité, laïcité, égalité des sexes et bienveillance à l'égard de la communauté gay. Les associations de l'establishment gay de Tel-Aviv bénéficient de

96. Interview d'Ido Aharoni, 24 novembre 2005 (en hébreu), citée dans «The Israel Brand, Nation Marketing under Constant Conflict», Rommey Hassman, Harold Hartog School of Government and Policy, Tel Aviv University, avril 2008, p. 31.

97. Citation attribuée à Iris Mor, directrice du département Culture

de la mairie de Tel Aviv, citée dans «Israel Country Report – Culture in UE External Relations», février 2014, p. 13.

98. Rapport OCDE 2016, «OECD Economic Surveys 2016» et «Israel's poverty rates highests among OECD nations», Liran Saar et Yair Hasson, *Ynet*, 14 janvier 2016.

soutiens de la part du dispositif de la *hasbara*, qui les utilise en contrepartie pour en faire un produit d'appel – une réussite puisqu'en 2011 Tel-Aviv était élue « meilleure destination gay du monde » (*Best gay travel*) par un site de voyage gay⁹⁹, et qu'en France le magazine *Têtu* titrait en une : « Tel-Aviv, plage, fête et beaux gosses¹⁰⁰ ».

Tel-Aviv a d'autres atouts pour séduire les Occidentaux : ses bâtiments Bauhaus du centre-ville, construits dans les années 1930 par des architectes juifs allemands fuyant la montée du nazisme, permettent de positionner la ville, et donc Israël, comme appartenant pleinement au patrimoine culturel européen. Les experts du marketing imposent cette image d'une ville moderne et balnéaire qui fait de Tel-Aviv non seulement une des capitales mondiales de la communauté LGBTQ, mais comme un spot à la fois *fun* et culturel. Désormais, les tournées internationales d'artistes passent par Tel-Aviv comme elles passent par Barcelone ou par New York. Brillamment relookée par la *hasbara*-marketing, Tel-Aviv est devenue l'icône profane du pays : occidentale, active, antireligieuse, diverse, tolérante, joyeuse, gay et créative. Ce succès incontestable de positionnement, réalisé en opposition avec la réalité du pays, entretient une impression artificielle de normalité. En 2009, la célébration du 100^e anniversaire de Tel-Aviv, première ville sioniste du pays, à travers des centaines de manifestations dans le monde, est tombée à point nommé pour détourner les esprits des bombardements sur Gaza lors de l'opération militaire « Plomb durci » et des conclusions du rapport Goldstone pour les Nations unies soupçonnant Israël de crimes de guerre.

99. gaycities.com

100. *Têtu*, juin 2011.

Après le classement de son architecture Bauhaus au patrimoine culturel de l'humanité par l'UNESCO¹⁰¹, Tel-Aviv a été qualifiée de « ville blanche » – une appellation particulièrement appropriée car elle a été conçue par ses promoteurs sionistes comme une ville blanche en contraste avec la ville voisine de Jaffa, ancienne grande cité palestinienne arabe, non blanche. Après la guerre de 1948, ce qui restait de Jaffa a été annexé à Tel-Aviv, dont elle est devenue un quartier. Aujourd'hui, les projets immobiliers de gentrification s'y multiplient pour restaurer les vieux bâtiments arabes susceptibles de séduire des acheteurs fortunés avides d'orientalisme. Bien que méditerranéenne, baignée de soleil et artificiellement plantée de palmiers, Tel-Aviv est la seule ville méditerranéenne (ou même occidentale) dont la population ne compte quasiment pas d'Arabes. À l'exception des étudiants arabes d'Israël de l'université de Tel-Aviv, des réfugiés de l'Afrique subsaharienne parqués au sud de la ville et de quelques familles palestiniennes qui s'accrochent pour demeurer à Jaffa, la ville est en effet très blanche. Avec ses plages bordées d'hôtels internationaux et sa vie nocturne bouillonnante, Tel-Aviv est la concrétisation d'un certain rêve occidental de pureté.

Pourtant située à une heure de route de Gaza ou de Ramallah, Tel-Aviv abrite en son centre non seulement le ministère de la Défense, mais aussi l'état-major des armées et le bunker du commandement général des opérations militaires. Le complexe des services secrets israéliens trône même sur une

101. La ville de Tel Aviv a été classée en 2003 au patrimoine mondial de l'UNESCO au titre de « l'ensemble exceptionnel d'architecture du mouvement moderne » (whc.unesco.org/fr).

102. Ailleurs dans la région, à Gaza par exemple, la présence d'infrastructures militaires au cœur des populations civiles est jugée condamnable. Mais Tel Aviv, ce n'est pas comme ailleurs.

colline à proximité immédiate de son campus universitaire¹⁰². Bien qu'elle ne soit pas la capitale officielle du pays, cette jolie ville compte dans son agglomération plusieurs usines d'armement, le quartier général du Mossad, le centre de recrutement de l'armée et une base de recherches militaires dédiées à la cyber-guerre. Si, comme l'avait déclaré l'ancien général et Premier ministre Ehud Barak, «Israël est une villa dans la jungle, entourée par des forces hostiles¹⁰³», alors la ville de Tel-Aviv, *cool*, *hip* et *diverse*, est le jacuzzi sous haute sécurité de cette «villa dans la jungle».

Start-Up Nation

La contribution israélienne aux innovations technologiques¹⁰⁴ a inspiré les spécialistes du marketing qui cherchent à attribuer à Israël le slogan de *Start-Up Nation*¹⁰⁵. Cette signature de marque a l'avantage d'évoquer à la fois la jeunesse de la nation israélienne et le dynamisme de ses start-up, dans lesquelles les géants mondiaux de la haute technologie¹⁰⁶ investissent des milliards de dollars. La quantité et la richesse de ces jeunes sociétés high-tech – dont les activités prospèrent dans des domaines aussi variés que la sécurité informatique, la nano-technologie ou l'industrie pharmaceutique – tiennent surtout à leurs

103. Discours officiel d'Ehud Barak, prononcé à l'occasion de *Rosh Hachana*, le nouvel an juif, dans une base militaire de l'aviation israélienne après l'opération militaire «Pilier de défense», le 10 septembre 2012.

104. C'est en Israël que furent conçus par exemple la clé USB, la tomate-cerise, le premier processeur pour PC (Intel 8088), le système de détection de métaux aux portiques de sécurité des aéroports, les applications pour

smartphones comme Waze, Viber ou Babylone, la messagerie instantanée ICQ, ou le système d'irrigation goutte à goutte.

105. D'après le titre du livre *Start-Up Nation* de Dan Senor et Paul Singer, 2011.

106. Intel, Google, Apple, Philipps, Samsung, Mérieux Développement, Fosun Pharma, Johnson & Johnson, Merck Serono, Abbott.

liens avec l'armée israélienne. En effet, l'écrasante majorité des fondateurs, dirigeants et cadres de ces start-up a été formée dans les mêmes unités militaires, l'unité 8 200 et l'unité 81. Ces unités du renseignement militaire gèrent un gigantesque centre de recherche et de développement consacré à la surveillance des communications et à la cyber-guerre¹⁰⁷. Les technologies militaires qu'elles développent – conçues aux frais des contribuables israéliens et américains, puis expérimentées sur les populations palestiniennes – sont privatisées dans ces start-up où elles servent à fabriquer des produits destinés à l'utilisation civile courante, sans liens visibles avec l'activité militaire. Ces produits sont une source de fierté et bénéficient d'investissements massifs, mais leur origine militaire est toutefois facile à tracer. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles le concept de *Start-Up Nation* n'a pas été retenu par les autorités israéliennes comme slogan officiel de la marque Israël. Plusieurs autres idées de signature de marque sont alors étudiées par le gouvernement, parmi lesquelles *Innovation pour la Vie* ou *Israël, terre de réussites*, mais aucune ne convainc. Une agence britannique spécialisée dans le *relooking* étatique¹⁰⁸ est appelée à la rescousse et propose le concept *Terre de création*, refusé parce que la Création est une référence biblique qui va à l'encontre de la stratégie de marque dissociant Israël de toute connotation religieuse. Elle finit par trouver un slogan déconnecté de la religion et du conflit israélo-palestinien : *Énergie créative (Creative Energy)*.

Adoptée par le gouvernement israélien, la signature

107. « Unité 8 200 ou Comment Israël est devenue une start-up nation? », site NRG, 23 mars 2016 (en hébreu) <http://www.nrg.co.il/online/16/ART2/763/234>.

[html?hp=16&cat=161&loc=7](http://hp=16&cat=161&loc=7)

108. Avant de travailler sur le projet israélien, l'agence Acanchi avait déjà eu pour clients l'Irlande du Nord et le Liban.

de marque *Énergie créative* est présentée lors de la conférence annuelle sur la sécurité nationale Herzliya 2010. Il peut sembler insolite de présenter une opération de marketing et de relations publiques lors d'un colloque consacré à la sécurité d'un pays. Mais comme cette conférence avait pour objet la guerre contre la menace stratégique que représente le BDS, les créations de la *hasbara*-marketing y avaient toute leur place. Comme l'assurent en effet les théoriciens américains de la propagande moderne, «[la diplomatie publique] n'est pas moins importante que les manœuvres militaires pour la sécurité nationale¹⁰⁹». Pour les communicants israéliens, le concept *Énergie créative* est «particulièrement adapté aux populations occidentales non-engagées¹¹⁰». Selon eux, son pouvoir d'attraction peut s'exercer auprès du public cible, les consommateurs occidentaux, dont les pôles d'intérêt tiendraient en cinq domaines : l'environnement, l'art de vivre et les loisirs, la population et le patrimoine, la culture et les arts, et l'action humanitaire. Pour séduire ce public, les publicitaires de la *hasbara*-marketing ont défini les «avantages concurrentiels» grâce auxquels Israël peut revendiquer ses innovations dans ces domaines particuliers, et ainsi prétendre être à l'avant-garde des progrès du monde occidental, faisant la preuve du fameux «esprit unique de créativité israélien».

La stratégie de marque s'est dotée d'une signature et de produits phares, elle a défini son public cible et ses avantages concurrentiels. Et si elle ne peut pas

109. «Public diplomacy is key», R. Charles, *The Washington Times*, 21 mai 2005, et «Canada's investment in its embassies», E. Del Buey, 15 juin 2005, cités dans «The Israel Brand, Nation Marketing under Constant Conflict», Romney Hassman, Harold

Hartog School of Government and Policy, Tel Aviv University, avril 2008, p. 30.

110. «Winning the Battle of the Narratives», Vera Michlin, Herzliya Conference, février 2010, p. 5.

Un boycott légitime

changer le nom de la marque, elle peut s'offrir une nouvelle identité visuelle : la marque impose sa nouvelle communication graphique avec un logo multicolore (rappelant le drapeau gay) et formant le mot Israël. Son utilisation est imposée par le ministère des Affaires étrangères pour toutes les publications de l'État d'Israël destinées à l'étranger.

La bataille des universités, à la conquête des (futures) élites

Les autorités israéliennes sont persuadées que la lutte contre le boycott doit passer par les élites culturelles et universitaires : « Cultiver des relations avec les élites est éminemment important pour combattre la délégitimation [...]. Les cœurs et les esprits des élites – individus d'influence, de leadership ou d'autorité – représentent le champ de bataille sur lequel Israël et ses opposants s'affrontent¹¹¹. » Quoique sa définition des élites soit assez large puisqu'elle englobe aussi bien les chefs de la gastronomie que les animateurs d'émissions de télévision ou les responsables politiques, le dispositif de la *hasbara* se focalise particulièrement sur les universités, pépinières de futures élites. En 2004 déjà, un rapport américain alertait Israël sur le fait que « jamais dans l'histoire de l'État hébreu, il n'y avait eu autant d'oppositions s'exprimant publiquement parmi l'élite des campus contre les principes mêmes d'Israël », et ajoutait que, si la tendance se confirmait, l'alliance entre Israël et les États-Unis pourrait ne pas y survivre¹¹². Des études

111. « Building a Political Firewall against Israel Deligitimization », REUT institute, Herzliya Conference, janvier-février 2010.

112. « How the Next Generation Views Israel », The Luntz Research

Companies, 14 avril 2004, cité dans « Soft Powerlessness: Arab Propaganda and the Erosion of Israel's International Standing », Emmanuel Navon, Herzliya Conference, 21 janvier 2006, p. 29.

menées par la *hasbara* dans les universités américaines et européennes confirment l'érosion permanente des soutiens à Israël parmi les étudiants. Le concept « État juif » y est considéré comme « ethnocentrique et désuet¹¹³ » par les jeunes Occidentaux, y compris par les étudiants juifs qui, selon une étude récente menée aux États-Unis, considèrent qu'Israël n'est ni démocratique, ni même civilisé¹¹⁴.

Afin de mobiliser la société des campus, et particulièrement les étudiants juifs, la *hasbara* compte sur les organisations sionistes existantes pour entraîner et préparer les étudiants à contribuer à la lutte contre la délégitimation¹¹⁵. Conforme à la stratégie qui consiste à « utiliser un réseau pour combattre un réseau¹¹⁶ », deux genres d'organisations d'étudiants s'activent dans les universités. D'une part des organisations juives traditionnelles, devenues sionistes sous l'influence de l'Agence juive et des organisations sionistes locales et sous la pression de leurs donateurs. La plus grande organisation étudiante américaine, Hillel, en est un bon exemple. À l'origine dédiée à la culture juive américaine, sans mention du sionisme, Hillel est devenue une organisation internationale d'étudiants sioniste et pro-israélienne¹¹⁷, très active sur le front du combat contre le BDS. Elle s'est engagée avec l'AIPAC à « renforcer, former et

113. *Idem*.

114. « Most US Jewish students don't see Israel as "civilized" or a "democracy," Luntz tells secret anti-BDS conference », Ofer Neiman, Mondoweiss, 22 février 2016.

115. « Building a Political Firewall against Israel Deligitimization », REUT institute, Herzliya Conference, mars 2010, p. 71.

116. « Brainstorming BDS battle strategies », Lahav Harkov, *Jerusalem*

Post, 6 janvier 2016.

117. Hillel est la plus grande association juive d'étudiants au monde. Elle dispose d'un réseau international présent dans 550 universités sur les cinq continents, avec des branches en Amérique latine et en ex-Union soviétique. Hillel est financée par Charles Borfman, ex-président de l'Organisation sioniste mondiale.

Un boycott légitime

préparer les étudiants juifs américains à devenir des militants pro-israéliens efficaces sur le campus, et au-delà ». D'autre part, certaines associations d'étudiants sionistes sont épaulées par de grandes organisations de soutien à Israël créées après 2001. Ces associations sont souvent juives, mais pas exclusivement. Elles comptent dans leurs rangs les organisations des chrétiens évangélistes sionistes ainsi que les organisations proches de la droite républicaine ultraconservatrice américaine qui se sont créées et multipliées comme des champignons dans les universités pour lutter contre la présence du BDS. Ces organisations, comme StandWithUs ou ICC¹¹⁸, sont dotées d'importants budgets en provenance d'Israël ou de la philanthropie sioniste et font partie du lobby officiel pro-israélien AIPAC. Elles forment les futurs militants, luttent contre les critiques d'Israël parmi les étudiants et les professeurs et se consacrent à combattre les organisations de solidarité avec les Palestiniens, et en premier lieu le BDS. « Des militants sur le terrain sont prêts à la bataille des campus ; des chercheurs sont disponibles pour fournir des informations sur les groupes anti-israéliens et donner des conseils sur les mesures légales à utiliser pour bloquer leurs activités¹¹⁹. » Ces organisations sont engagées dans la traque et la dénonciation de tout

118. StandWithUs, organisation américaine de *hasbara*, dotée d'un budget de 9 millions de dollars, est connue pour les prises de position pro-israéliennes ultra-agressives de ses membres sur les réseaux sociaux ; elle se décrit comme une ONG privilégiant l'éducation pour la paix. ICC, réseau américain d'étudiants et de professionnels de l'enseignement supérieur, est chargé de renforcer le mouvement pro-israélien dans les universités ; selon son site web, « ICC recense tous les soutiens disponibles

dans la communauté universitaire afin de créer un climat favorable à Israël. ICC soutient et renforce les leaders universitaires, facilite les collaborations entre les groupes pro-israéliens, développe des initiatives et conduit des recherches poussées pour informer les partenaires sur le campus ainsi que la communauté nationale pro-israélienne ».

119. « Secret Sheldon Adelson Summit Raises up to \$50M for Strident Anti-BDS Push », Nathan Guttman, *Forward*, 9 juin 2015.

ce qu'elles considèrent comme anti-israélien dans les cours ou dans les programmes, mais aussi dans les propos tenus par les étudiants ou les enseignants. Elles agissent en utilisant le chantage à l'antisémitisme, mais invoquent aussi le racisme ou l'entrave à la liberté d'expression. À cet effet, le comité des présidents d'universités israéliennes (AUH) a créé en 2015 une instance inter-universitaire destinée à collecter et analyser des informations provenant d'universitaires étrangers qui ont eu connaissance d'actions de boycott dans leur établissement, et fonctionne en collaboration avec le gouvernement israélien pour traiter de ces questions¹²⁰.

Parallèlement, les autorités israéliennes s'inquiètent d'un autre phénomène constaté dans les universités occidentales : l'assimilation des jeunes d'origine juive, pourtant destinés au «cadre juif et sioniste de l'avenir¹²¹». La plupart de ces jeunes Juifs ne voient pas Israël comme une référence, et encore moins une référence au judaïsme. Certains sont même critiques, voire hostiles aux politiques israéliennes, au point de se rapprocher des mouvements palestiniens ou, pire, de rejoindre l'appel au boycott. S'il n'est pas possible de transformer ces jeunes Juifs en militants sionistes, ils peuvent au moins devenir des ambassadeurs de bonne volonté témoignant, comme le dit le président de l'association Hillel, qu'Israël est un pays «où il y a des gens cools¹²²».

De grands efforts sont donc investis pour les séduire grâce, en particulier, à deux programmes

120. «President Rivlin holds discussion on international academic boycott against Israel», Israel Ministry of Foreign Affairs, communiqué du 28 mai 2015.

121. Site web de l'association MASA

(<http://www.masaisrael.org>) (en hébreu).

122. Cité dans «Les mouvements de boycott d'Israël : quelle efficacité? (2)», Bilal Muftuoglu, *Perspectives internationales*, 28 mai 2014.

de séjours en Israël tous frais payés. Ces voyages, Taglit-Birthright (*découverte-droit de naissance*) et Masa (*expédition*, en hébreu), sont inscrits dans les plans gouvernementaux israéliens comme des projets d'importance budgétaire majeure¹²³. Destinés aux jeunes Juifs qui ne connaissent pas ou mal Israël, ils durent de dix jours à une année et sont destinés à renforcer leur attachement au judaïsme tel qu'il est conçu par le sionisme, c'est-à-dire à l'État d'Israël. Accompagnés par des soldats et des étudiants israéliens, ils vont «renforcer leurs liens à leurs racines dans la découverte du pays¹²⁴». Au terme de leur séjour, peu d'entre eux (moins de 10 %) immigreront en Israël pour y contribuer à la croissance démographique juive. Mais, selon les organisateurs, ce n'est pas là l'objectif principal. Il s'agit plutôt de les armer avec les outils de la *hasbara* pour que, rentrés chez eux, ils deviennent des ambassadeurs d'Israël dans les universités où ils étudient, dans les communautés où ils vivent, sur leurs lieux de travail, et lors des collectes de fonds et de solidarité avec Israël. Depuis leur création, plus de 600 000 jeunes Juifs venant de 66 pays ont participé à ces voyages financés conjointement par le gouvernement israélien, l'Agence juive¹²⁵

123. Plan de travail gouvernemental Israël 2014, p. 648 (en hébreu).

124. Au cours de ces voyages de découverte, ces jeunes Juifs seront sensibilisés aux deux *hasbara* (explication et marketing) : découverte du patrimoine juif et sioniste, rencontre avec des agents de *hasbara*, exposés sur la situation géopolitique, mais aussi et surtout (ce qui explique le succès de ces voyages) loisirs et fêtes à Tel-Aviv, aventure à dos de chameau dans le désert accompagnée par l'IDF, etc.

125. Agence juive, organisation du gouvernement israélien présente dans tous les pays dans lesquels existent des communautés juives (par exemple, en

France, l'Agence juive fait partie des organisations sionistes représentées par le CRIF). L'Agence juive a deux missions principales : œuvrer à l'émigration et à l'accueil des Juifs de la diaspora en Israël et renforcer les liens entre Israël et les Juifs de la diaspora, c'est-à-dire œuvrer à la sionisation des Juifs de la diaspora. À elle seule, l'Agence juive envoie chaque année au moins 350 jeunes Israéliens en délégations à l'étranger pour renforcer l'identité juive-sioniste des Juifs du monde («Israeli hasbara, Myths and Facts», *Molad Center for the renewal of Israeli democracy*, 2012).

et des philanthropes sionistes.

La nationalisation des organisations juives par Israël, les investissements pour convertir les jeunes Juifs au sionisme et le nombre massif d'associations récemment créées en faveur d'Israël ne suffisent pas à contrer l'avancée constante de la campagne BDS dans les universités étrangères. Les Israéliens eux-mêmes décrivent ce phénomène comme un tsunami. Une des raisons évoquées pour l'expliquer serait que « pendant que le BDS se métastase rapidement, la communauté pro-israélienne ne répond pas avec suffisamment d'attention ni de dollars¹²⁶ ». Pour répondre à ce défi financier, une coalition d'urgence s'est créée entre deux grandes fortunes sionistes américaines : le roi de l'industrie des médias et des divertissements Haïm Saban (un des grands donateurs des Clinton, mari et femme) et le magnat des casinos Sheldon Adelson (qui a mené campagne en investissant plus de 100 millions de dollars contre Barak Obama, et est le principal soutien financier du *Likoud* et de Netanyahu). En juin 2015, ces deux mécènes ont réuni à Las Vegas vingt grands donateurs lors d'une soirée à huis clos pour créer et financer la Force maccabéenne d'intervention sur les campus (*Machabean Campus Task Force*), destinée à lutter contre les activités du BDS dans les universités américaines. La soirée fut une réussite puisque 50 millions de dollars furent collectés¹²⁷. La direction de la Force macchabéenne a été confiée

126. « Big-money Maccabee Task Force analyzing focus-group data, pushing collaboration, exec Brog says », Gary Rosenblatt, *The NY Jewish Week*, 8 décembre 2015. <http://www.thejewishweek.com/editorial-opinion/gary-rosenblatt/>

strategy-emerging-adelson-bds-effort#ZP32prDyobw5JtKe.99

127. « Adelson-Saban Summit Raises Millions to Fight BDS », Nathan Guttman, *Haaretz*, 9 juin 2015.

à David Brog, l'ancien directeur général de la plus grande organisation chrétienne sioniste américaine, la CUI (*les Chrétiens unis pour Israël*¹²⁸). Selon lui, «la communauté pro-israélienne est un groupe d'experts qu'il faut cultiver et utiliser au maximum». Et même s'il est conscient que la guerre contre le BDS «ne prendra pas six jours, mais que ce sera une guerre d'usure», l'effort est important car «vaincre le BDS ne sert pas seulement Israël, mais l'humanité tout entière¹²⁹».

Dans ses conclusions, l'atelier du Forum global contre l'antisémitisme de 2009 consacré à la lutte anti-BDS préconisait la croissance des *Israel Studies* «dans la perspective d'un branding élargi» et notait – sous la rubrique «Attaquer» – l'importance du développement des *Israel Studies* en tant que discipline universitaire¹³⁰. Depuis 2000, les universités européennes et américaines ont en effet vu la discipline des *Israel Studies* s'imposer et se développer dans les facultés de sciences humaines et sociales, venant s'ajouter aux programmes d'études juives, d'histoire juive et de sionisme, et aux départements du Moyen-Orient. Leur histoire témoigne de l'influence des organisations pro-israéliennes dans les universités pour *sioniser* tous les sujets touchant au judaïsme et à Israël. Car les *Israel Studies* n'ont pas toujours été au service de la *hasbara*. La première

128. CUI (*Christians United for Israel*): organisation chrétienne évangéliste d'extrême droite, qui compte 2,5 millions de membres, créée par un pasteur texan. Elle a formé plus de 1 600 étudiants américains pour en faire des avocats d'Israël dans leurs universités et organise des centaines d'événements pro-israéliens aux USA. Benjamin Netanyahu la considère comme «un

élément vital de la sécurité nationale israélienne».

129. «How the Maccabees will fight BDS», David Brog, *The Times of Israel*, 23 octobre 2015.

130. «Vision – 5 Year Plan», Mitchell Bard, Global Forum for Combating Antisemitism, 2009, cité dans «The Case for Israel (Studies): It's not *hasbara*. Honest», Ben White, *Mondoweiss*, 21 juin 2012.

association d'*Israel Studies* a été créée en 1985 dans une université américaine par des chercheurs israéliens à la réputation subversive qui avaient développé des approches critiques influencées par les études postcoloniales. « Leurs champs de recherche étaient lourds de révolte contre les mythes fondateurs de l'État d'Israël. Ils dénonçaient l'écart entre les intentions du projet sioniste et la réalité sur le terrain¹³¹. »

Désormais les *Israel Studies* sont principalement financées par des fonds provenant d'organisations locales pro-israéliennes et de dons privés de la philanthropie sioniste. Souvent dirigées par des Israéliens, les *Israel Studies* accueillent naturellement un grand nombre d'universitaires venant d'Israël, de préférence proches de la gauche sioniste ou du Camp dit « de la paix ». Leurs positions critiques modérées permettent de présenter une image libérale et pluraliste du sionisme. Le recrutement de ces conférenciers est détaillé dans le *Guide de la hasbara d'Israël* édité par l'organisation Hillel. Au chapitre « Partenariat avec des facultés et départements universitaires », on trouve les conseils suivants :

Des orateurs dynamiques susceptibles d'être considérés comme faisant partie du centre-centre ou des sionistes de gauche en Israël peuvent être très efficaces dans des situations difficiles, notamment quand il y a une diversité parmi les étudiants et que les enseignants sont plutôt de gauche. Ces conférenciers doivent savoir que, s'ils sont libres de critiquer la politique gouvernementale quand ils sont en Israël,

131. « What is "Israel Studies" ? », Pr. Derek Penslar, St Anne's College, University of Oxford, août 2014, p. 3.

<http://www.area-studies.ox.ac.uk/professor-derek-j-penslar-inaugural-lecture-what-israel-studies>

lorsqu'ils s'expriment à l'étranger, leur mission est d'être identifiés comme pro-israéliens. Il faut donc être extrêmement vigilant dans la sélection de ces orateurs¹³².

Tikkun Olam, Israël comme modèle de compassion

Les théories et les stratégies de la *hasbara* sont produites dans les universités israéliennes et leurs instituts de recherche. Toutes les conférences stratégiques sur la sécurité nationale incluant le marketing et la lutte contre le boycott sont organisées dans ces institutions universitaires, en relation étroite avec l'État. Des chercheurs israéliens essaient sans relâche de trouver des solutions innovantes pour soutenir les efforts de la *hasbara*. Parmi les cinq champs d'intérêt des consommateurs occidentaux identifiés par les chercheurs en marketing figurent l'action humanitaire et les droits de l'homme, domaine dans lequel les innovations israéliennes sont bien peu connues. Des chercheurs de l'école Hartog de politique et gouvernance auprès de l'université de Tel-Aviv ont travaillé à combler cette lacune. Le document de politique générale qu'ils ont présenté soutient la nécessité de mettre en avant, dans le cadre du *soft-power*, le rôle de l'État d'Israël dans le développement et l'assistance humanitaire. Ses auteurs proposent donc de reprendre le concept kabbalistique juif et humaniste de *Tikkun Olam*¹³³ (*réparation du monde*, en hébreu) et de l'utiliser

132. «Israel: a playbook for Hillel», cité dans «The Case for Israel (Studies): It's not *hasbara*. Honest», Ben White, *Mondoweiss*, 21 juin 2012.

133. Tikkun Olam est un concept

kabbalistique rappelant l'obligation religieuse qu'ont les Juifs d'œuvrer, au-delà de leur propre réparation, à celle du monde.

pour « améliorer l'image [de l'État d'Israël] en insistant sur les travaux qu'il accomplit dans les domaines de l'assistance humanitaire et du développement, tout en renforçant sa contribution aux pays en voie de développement¹³⁴ ».

La nationalisation du concept de *Tikkun Olam* proposée par les chercheurs de l'université de Tel-Aviv serait intéressante à plusieurs titres.

Ce *brand nation* que nous proposons a l'avantage d'unifier deux récits. Le premier est celui du secouriste comme un héros national. En évoquant les médecins, les thérapeutes, les personnels paramédicaux, les infirmiers, ce récit renvoie à la fois aux progrès scientifiques et technologiques et à leurs aptitudes à soulager l'ensemble de l'humanité, mais aussi à la compassion humaniste. Il fait écho à l'image de la science et de l'éducation israéliennes. Le second récit est celui de l'amitié. Il souligne la solidarité entre Juifs, mais aussi les valeurs de la solidarité humaine. Ces deux récits sont unifiés à travers le concept de *Tikkun Olam*, réparation du monde¹³⁵.

Ce *Tikkun Olam* ne consiste pas seulement à mettre en avant les préoccupations humanitaires d'Israël (comme par exemple les opérations de secours menées par Tsahal et la défense civile israélienne lors des catastrophes naturelles¹³⁶), il inclut aussi les efforts entrepris par ses instituts de recherche universitaires pour modifier les droits de l'homme, le

134. «The Israel Brand, Nation Marketing under Constant Conflict», Rommey Hassman, Harold Hartog School of Government and Policy, Tel Aviv University, avril 2008, p. 9.

135. *Idem*.

136. Le site web de Tsahal décrit en détails les missions humanitaires qu'il mène à travers le monde (<https://tsahal.fr/category/missions-humanitaires-de-tsahal-2/>).

Un boycott légitime

droit de la guerre et le droit humanitaire, considérés comme inadaptés à la réalité contemporaine. Cette ambitieuse stratégie a été adoptée et votée par les autorités israéliennes¹³⁷. Car ce concept serait idéal pour faire face aux accusations d'apartheid portées par le BDS. Surtout lorsqu'on souhaite, comme le directeur général de la *Force macchabéenne d'intervention sur le campus*, propager la vérité selon laquelle «Israël est l'un des pays les plus moraux, multiculturels et compatissants de la planète¹³⁸».

Du bon usage de la liberté d'expression

Selon les opposants au BDS, les appels à boycotter les événements des institutions culturelles israéliennes à l'étranger, ou à dénoncer la réalité politique israélienne auprès de ceux qui sont invités à donner des spectacles en Israël, relèvent de l'intimidation. À leurs yeux, l'appel au BDS constituerait une atteinte à la liberté d'expression, liberté fondamentale de la culture et des universités. Forts de cette certitude, ils cherchent à faire taire les critiques d'Israël et l'appel au boycott culturel et universitaire au nom de cette même liberté d'expression. Ils déprogramment des films, au nom de la liberté d'expression¹³⁹. Ils interdisent des événements universitaires jugés

137. *Mashav*, l'agence israélienne pour le développement et la coopération internationale, dépendant du ministère israélien des Affaires étrangères.

138. « How the Maccabees will fight BDS », David Brog, *The Times of Israel*, 23 octobre 2015.

139. Par exemple, le film *Jenin, Jenin* déprogrammé par Arte à la demande de l'ambassade d'Israël (en avril 2003) ou une projection de *Route 181*, déprogrammée du festival Cinéma du réel (en mars 2004).

140. Quelques exemples d'événements universitaires interdits : une conférence de Stéphane Hessel à l'ENS (en 2011) ; un colloque sur la Palestine à Paris 8 (en 2012) ; une conférence à l'IEP de Lyon (en 2012 et en 2014) ; une conférence à Sciences-Po Nancy (en février 2016).

141. Quelques exemples de cette censure : l'ambassadeur d'Israël en Suède détruit une œuvre dans une exposition à Stockholm (en janvier 2004) ; le CRIF demande à la mairie

trop critiques à l'égard d'Israël, au nom de la liberté d'expression¹⁴⁰. Ils décrochent ou détruisent des œuvres d'art, au nom de la liberté d'expression¹⁴¹. Ils font pression sur des émissions de télévision ou de radio, au nom de la liberté d'expression¹⁴². En Israël, les quelques rares artistes et universitaires qui ont répondu à l'appel au boycott et ont rejoint le mouvement *Boycott from within*¹⁴³ sont menacés de représailles par les autorités dont ils dépendent – pour les artistes via les mécanismes de subvention, et pour les universitaires, par le biais de pressions ou de menaces concernant leur carrière.

Les opposants systématiques au boycott culturel et universitaire marient donc à la fois l'explication, la persuasion et les méthodes répressives. Mais d'autres, de bonne foi, expriment des réserves par rapport au boycott culturel et universitaire d'Israël. Ils sont sensibles à l'argument selon lequel celui-ci porterait atteinte à la liberté d'expression culturelle, artistique et universitaire. Selon eux, l'université comme la culture et les arts seraient des espaces d'échanges et de dialogue situés par nature au-delà des querelles et des pressions politiques. Ils devraient donc rester à l'abri du boycott. La culture israélienne (ou au moins celle à laquelle nous avons accès) serait une culture de résistance qu'il faudrait soutenir plutôt que boycotter. Quant aux institutions universitaires israéliennes, priver la recherche internationale de leur

de Paris d'interdire l'exposition *In Between* consacrée à la vie quotidienne des Palestiniens (en décembre 2015); Artcurial censure une œuvre sous la pression de l'ambassade d'Israël (en janvier 2016); l'exposition-photo *Jerusalem: The East Side Story* est censurée à l'université d'Aix-Marseille (en mars 2016).

142. Par exemple, le CRIF attaque France 2 après la diffusion d'un reportage sur le BDS au journal de 20 heures, le 10 février 2016.

143. *Boycott from Within*, association créée en 2008, regroupant des Israéliens juifs et arabes qui soutiennent la campagne BDS.

Un boycott légitime

contribution porterait atteinte aux connaissances et aux progrès de l'humanité. Boycoter la culture ou l'université israéliennes reviendrait à étouffer les dernières braises de l'opposition démocratique du pays. En somme, de quoi seraient responsables les danseurs, les musiciens, les cinéastes, les chercheurs ou les enseignants dans les politiques d'occupation et de colonisation israéliennes ?

Ces questionnements de bonne foi méritent des réponses détaillées.

III. Université, culture et propagande

L'université israélienne, entre silence et collaboration

Le prestige international de l'université israélienne constitue un moteur essentiel de la *hasbara*, où elle apparaît comme le symbole d'une culture pluraliste, créative et dynamique. Pourtant, à y regarder de plus près, l'institution universitaire israélienne a des caractères bien particuliers qui en font un outil politique de premier ordre, à l'opposé de ce qu'on entend généralement par «libertés académiques».

Les auxiliaires de la recherche militaire

En état de guerre officiel depuis plus de soixante ans, Israël a envahi et occupé successivement des territoires de tous ses États voisins. Il poursuit l'occupation militaire la plus longue de l'histoire moderne et mène depuis un demi-siècle une colonisation militaire et civile. Il est le sixième exportateur mondial d'armes et de matériel de sécurité, qui représentent 25 % de ses exportations annuelles. Dans ce contexte de militarisation intense, la vigueur de l'institution universitaire israélienne tient en grande partie aux liens étroits qu'elle entretient avec l'institution militaire et sécuritaire, au point que, par endroits, les deux sont quasiment fusionnées. Comme l'indique Avraham Katzir, professeur de physique et fondateur du prestigieux groupe de recherche en physique appliquée de l'université de Tel-Aviv,

chacun de nous est à la fois citoyen israélien et actif dans les domaines militaires. Je suis un universitaire, j'ai fait mon service militaire et j'ai aussi travaillé plusieurs années pour Rafael¹⁴⁴ [le plus grand groupe industriel militaire israélien]. Toutes ces choses mises ensemble font que nous nous aidons mutuellement – ce qui n'existe pas [ailleurs]. J'ai voyagé aux États-Unis et en Europe, et là-bas il y a une déconnexion entre les groupes de travail [universitaires] et l'armée ; ils détestent l'armée ! Je pense que si nous, nous réussissons, c'est parce que nous nous soutenons beaucoup¹⁴⁵.

De fait, l'université de Tel-Aviv, à travers le large éventail de ses recherches, théorise la stratégie militaire, justifie les moyens mis en œuvre pour l'appliquer et participe à la conception d'armements, d'outils de renseignement et de police. En janvier 2009, elle annonçait avoir conduit pas moins de 55 projets technologiques conjointement avec l'armée israélienne pendant l'année précédente¹⁴⁶ et se déclarait « en première ligne pour maintenir les avantages militaires et technologiques d'Israël ».

Bien que l'armée israélienne dispose de plusieurs unités internes de R&D (Recherche et Développement), l'essentiel de la R&D militaire est réalisé par des institutions universitaires *civiles*, en coopération avec des sociétés privées et avec l'armée. Les innovations qui en résultent deviennent ensuite des produits rentables

144. RAFAEL : Autorité israélienne de développement des moyens de combat.

145. « From The Lebanon War to the Battlefield of the Future », Avraham Katzir, présentation at Electro-Optika B'Sadeh HaKrav Ha'Atidi

(Electro-Optics in the Battlefield of the Future), Science, Technology, and Security Workshop n° 40, Université de Tel Aviv, 20 décembre 2007.

146. « Tel-Aviv University—A Leading Israeli Military Research Centre », SOAS Palestine Society, février 2009.

pour les marchés militaires, sécuritaires et civils. Les exemples d'investissement militaire dans l'université sont nombreux. Ainsi, l'université Bar-Ilan a développé l'intelligence artificielle pour les véhicules de combat sans pilote, et le célèbre institut Weizman (trois prix Nobel) travaille en partenariat avec Elbit Systems Ltd, énorme entreprise de technologie militaire. Mais le meilleur exemple d'interconnexion entre l'université et l'armée est l'Institut polytechnique du Technion, à Haïfa. C'est un établissement *civil* qui s'enorgueillit de compter parmi ses 13 000 étudiants le plus haut pourcentage de réservistes appartenant «à la fois à l'élite académique du Technion et à l'élite militaire de l'*Israel Defense Force*¹⁴⁷». Travaillant étroitement avec les deux géants de l'armement israélien, Elbit Systems Ltd et Rafael, le Technion a développé les recherches qui ont permis, par exemple, de fabriquer le célèbre bulldozer D9 télécommandé, utilisé par l'armée israélienne pour la destruction de maisons et bâtiments palestiniens. C'est aussi au Technion qu'a été conçue la technologie avancée des drones de renseignement ou de combat destinés entre autres aux exécutions extra-judiciaires. Les exportations militaro-sécuritaires israéliennes connaissent une telle croissance que le Technion a ouvert en 2015, dans le cadre de ses cours de management industriel, un cursus en *Exportation et marketing de matériel militaire et sécuritaire*. Le conseiller pédagogique¹⁴⁸ de ce programme assure que les enseignants ont une grande expérience du sujet grâce à leur pratique du terrain.

147. *The Scope*, lettre d'information de la Canadian Technion Society, été 2006, cité dans «Technion, université d'élite des étudiants-soldats en Israël», par Ahmed Abbas et Ivar Ekeland, *Orient XXI*, 22 octobre 2014.

148. Meier Shalit, ancien chef de la division de supervision des exportations du ministère israélien de la Défense, cité dans «Le chemin le plus sûr pour l'exportation militaire», *The Marker*, mars 2015 (en hébreu).

L'intrication du militaire et de l'enseignement supérieur s'est intensifiée depuis la création, dans les années 1990, d'instituts d'études stratégiques affiliés aux universités, tous dirigés par d'anciens officiers¹⁴⁹. Ainsi s'explique l'importante proportion d'anciens militaires et de représentants de l'industrie privée de la sécurité dans les conseils d'administration et le corps enseignant des universités israéliennes – ce qui diminue d'autant le nombre de sièges tenus par des enseignants civils dans les comités de direction universitaires¹⁵⁰. Parmi les très nombreux exemples, le général Ami Ayalon, après avoir dirigé la marine de guerre puis le service de sécurité intérieure (*Shin Beth*), a été nommé en janvier 2011 président du conseil d'administration de l'université de Haïfa. Carmi Gillon, qui a également dirigé le *Shin Beth*, est aujourd'hui vice-président de l'université hébraïque de Jérusalem, chargé des relations internationales. La colonelle Pnina Sharvit-Baruch, à l'origine des théories préconisant l'adaptation du droit de la guerre aux conflits contemporains, a organisé la justification légale du bombardement massif de Gaza lors de l'opération « Plomb durci », après quoi elle a été nommée à un poste d'enseignante au département de droit de l'université de Tel-Aviv, et de chercheuse à l'INSS¹⁵¹. Le professeur Arnon Sofer dirige à la fois le collège pour la Sécurité nationale de l'armée

149. « In the Service of Oppression and Militarism: the Complicity of Israeli Universities in the Structures of Domination and State Violence », Lisa Taraki, World Congress for Middle Eastern Studies, Barcelona Espagne, 19-24 juillet 2010.

150. « The MK, The General Or The Mathematician, Who Will Be The President Of The Hebrew University? », Ofri Hani, *Haaretz*, 13 février 2009.

151. L'INSS (*Institute for National Security Studies*) est un centre de recherches qui dépend de l'université de Tel Aviv, mais c'est aussi le premier groupe de réflexion stratégique d'Israël. Dirigé par un général à la retraite, l'INSS propose des séminaires, des conférences et des programmes de cours en collaboration avec le *National Security College*, *IDF Command* et le *National Security Council*.

et le département de géostratégie de l'université de Haïfa. Il a placé le « problème démographique » au cœur des travaux menés par son département, et s'enorgueillit de l'influence de ces études sur des sujets aussi sensibles que le droit au retour des réfugiés ou le « mur de séparation ». À l'université de Tel-Aviv, le général Gadi Eizenkot, aujourd'hui chef d'état-major, a développé la *doctrine Dahiya* (nom du quartier chiite de Beyrouth rasé lors de l'attaque d'Israël contre le Liban en 2006), qui préconise de ne pas faire de différence entre cibles militaires et cibles civiles lors de représailles en milieu urbain. Quant au philosophe Asa Casher, professeur d'éthique à l'université de Tel-Aviv, après avoir participé en 1994 à la rédaction de *L'esprit Tsahal*, code éthique de l'armée israélienne, il a co-écrit avec le général Yadlin en 2004 le *Code éthique de la lutte antiterroriste* qui justifie les exécutions extra-judiciaires (ou « neutralisations ciblées »), ainsi que le droit de tuer des civils s'il s'agit de protéger la vie de soldats israéliens. C'est en partie grâce aux travaux du professeur Casher que l'on peut affirmer aujourd'hui que « l'armée israélienne est la plus morale au monde ».

Dans le cursus universitaire lui-même, toutes sortes d'avantages sont réservés aux anciens soldats, surtout à ceux qui ont fait leur service dans des unités combattantes. La loi israélienne stipule que les universités doivent accorder un traitement particulier aux soldats réservistes sous forme de bourses d'études et d'accès privilégié à des services para-universitaires. Mais il existe aussi des programmes de « réserve universitaire » grâce auxquels l'armée et les sociétés d'armement financent les études de futurs soldats, qui devront en retour s'acquitter d'un service prolongé. Ainsi par exemple, les étudiants en sciences de l'Université hébraïque qui bénéficient

Un boycott légitime

du programme militaro-académique *Talpiot* portent l'uniforme tout au long de leur cursus et vivent dans une zone militaire sur le campus de l'université, qui organise des cours spéciaux à leur intention. Ils doivent ensuite intégrer les services de R&D de l'armée. De même, le programme *Havatzalot* (*fleurs de lys*, en hébreu) dispose d'une base militaire sur le campus de l'université de Haïfa pour les futurs officiers du renseignement. Il va sans dire que les citoyens arabes d'Israël (ainsi que les Juifs religieux ultra-orthodoxes et les *refuzniks*) qui ne font pas de service militaire sont exclus de ces divers avantages. Il va sans dire également qu'aucune des universités israéliennes n'a jamais exprimé la moindre opposition, même symbolique, à cette interférence militaire dans leur fonctionnement.

Silence et collaboration institutionnelle

Ces connexions étroites avec l'armée expliquent en partie que l'institution universitaire israélienne garde le silence sur l'occupation et les crimes de guerre qui l'accompagnent, soutenant de fait une situation de statu quo. Depuis l'occupation en 1967 de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, les établissements palestiniens d'enseignement supérieur ont été fermés, bloqués, assaillis, saccagés et bombardés par l'armée israélienne sans que jamais les universités israéliennes n'émettent la moindre protestation. Au contraire, chaque opération militaire est l'occasion pour elles d'exprimer leur soutien aux actions en cours, et d'annoncer la liste des avantages qu'elles réservent aux combattants. C'est ainsi, par exemple, que lors de l'opération « Barrière protectrice » pendant l'été 2014, l'université hébraïque de Jérusalem a créé un fonds spécial destiné à financer des bourses pour ses étudiants participant à l'attaque

contre Gaza¹⁵³. Quant à l'université de Tel-Aviv, elle a accordé un an de cours gratuits aux étudiants combattants et a publié un communiqué déclarant : «L'université de Tel-Aviv comprend et soutient toutes les forces de sécurité qui travaillent à la restauration du calme et de la sécurité pour Israël, notamment ses étudiants et employés rappelés dans les forces de réserves pour faire leur devoir». Le président de l'université de Tel-Aviv en a profité pour rappeler que «l'université de Tel-Aviv a contribué et contribuera encore grandement à la sécurité nationale¹⁵⁴».

Pas plus que les institutions universitaires proprement dites, les unions d'enseignants ni les syndicats d'étudiants ou les associations professionnelles universitaires n'ont jamais dénoncé les entraves continues aux libertés académiques de leurs confrères palestiniens dans les territoires occupés. L'*Union nationale des étudiants israéliens* a même organisé dans le centre interdisciplinaire Herzliya une *war-room* destinée à la *hasbara* en ligne, dans laquelle 400 étudiants se sont portés volontaires pour défendre les politiques israéliennes sur les réseaux sociaux¹⁵⁵. Elle est également impliquée dans une initiative plus discrète, révélée par *Haaretz*¹⁵⁶ en août 2013, qui consiste à former, en collaboration avec le bureau du Premier ministre, des «unités secrètes» implantées dans sept universités d'Israël et destinées à diffuser la *hasbara* sur internet.

S'il est vrai que quelques voix critiquant la politique israélienne et rejetant la stratégie d'occupation ont

153. Communiqué de l'université hébraïque de Jérusalem, 3 août 2014 (en hébreu).

154. Communiqué de l'université de Tel Aviv, 24 juillet 2009.

155. «Sur le front de la *hasbara* : 400 volontaires contre la propagande»,

Shachar Gai, *Ynet*, 13 juillet 2014 (en hébreu). (<http://www.ynet.co.il/articles/0,7340,L-4542801,00.html>)

156. «Prime Minister's Office Recruiting Students to Wage Online Hasbara Battles», Barak Ravid, *Haaretz*, 13 août 2013.

pu se faire entendre ponctuellement dans les universités israéliennes, elles sont de moins en moins nombreuses, intimidées par des menaces de sanctions sévères. Par exemple, le professeur Hanoach Sheinman, de l'université Bar-Ilan, s'est exprimé au cours de l'été où les bombes de l'opération « Barrière protectrice » tombaient sur la bande de Gaza. Dans un e-mail adressé à ses étudiants au sujet d'une prochaine date d'examen, il commençait par quelques phrases exprimant sa sympathie envers toutes les victimes de l'opération en cours, qu'elles soient israéliennes ou palestiniennes. Les réactions ont été immédiates. Le doyen de la faculté de droit, puis la direction de l'université Bar-Ilan, suivie de celles de Tel-Aviv et de Ben-Gourion, ont aussitôt condamné « des expressions extrêmes et inappropriées¹⁵⁷ ».

Depuis le début des années 2000, des groupes de pression comme *Im Tirtzu*, *Israel Academia Monitor* ou *IsraCampus* s'appliquent à dénoncer les voix universitaires discordantes en publiant en ligne des listes de professeurs israéliens qu'ils jugent « traîtres à Israël ». Sur ces plateformes, les étudiants sont incités à participer à la délation des professeurs trop contestataires, en rapportant leurs propos. Dana Barnett, la fondatrice du site *Israel Academia Monitor*, se félicite des résultats obtenus qui, selon elle, ont fait diminuer le nombre d'universitaires israéliens signant des pétitions contre les politiques du gouvernement¹⁵⁸.

Une des rares tentatives collectives d'universitaires israéliens pour dénoncer les entraves à la liberté académique dans les territoires palestiniens occupés fut un échec significatif. En mars 2008, quelques

157. « Israeli University Rebukes Professor Who Expressed Sympathy for Both Israeli, Gazan Victims », Or Kashit, *Haaretz*, 29 juillet 2014.

158. « The “Guardians” of Israeli Academia », Benjamin Pogrund, *Haaretz*, 23 octobre 2009, et « Anti-Israel Academics, Beware! », Hillel Fendel, *Arutz Sheva*, 22 avril 2010.

universitaires israéliens ont rédigé une pétition de soutien au principe d'un accès non entravé à l'enseignement supérieur et à la libre circulation des enseignants et des étudiants de Cisjordanie et de Gaza. Ce texte, aux termes très mesurés puisqu'il ne mentionnait ni « occupation » ni « territoires occupés », se concluait ainsi : « Laisser la situation en l'état portera gravement atteinte à la liberté de se déplacer, d'étudier et d'enseigner – atteinte au fondement de la liberté académique à laquelle nous sommes attachés¹⁵⁹. » Sur les quelque 9 000 membres du corps enseignant israélien (actifs ou retraités) à qui cette pétition a été envoyée, seuls 407 l'ont signée.

Les politiques de contrôle sont de plus en plus sévères, comme en témoigne un article de 2011 dans lequel on apprend que la direction de l'université de Tel-Aviv, soupçonnant des étudiants de préparer une manifestation sur le campus, a demandé au personnel enseignant de lui fournir les noms, ainsi que les numéros d'immatriculation et de téléphone des étudiants repérés par vidéosurveillance¹⁶⁰. Dans un pays gouverné par l'extrême droite, où la « loyauté » aux valeurs sionistes est devenu un impératif, la liberté académique est de plus en plus restreinte. L'université Ben-Gourion s'est récemment illustrée par l'annulation du prix Berlson (qui récompense chaque année des personnes ou associations œuvrant pour le rapprochement entre Juifs et Arabes) que le département des études du Proche-Orient souhaitait attribuer en 2016 à l'ONG *Breaking the Silence*¹⁶¹. La

159. « Academic freedom for whom? », <http://academic-access.weebly.com>

160. « Tel Aviv University Accused of Spying on Student Activists », Talila Neshet, *Haaretz*, 22 décembre 2011.

161. *Breaking The Silence* est une

ONG israélienne créée en 2004 qui recueille de manière confidentielle les témoignages des soldats de l'armée israélienne ayant servi dans les territoires palestiniens occupés (www.breakingthesilence.org.il)

Un boycott légitime

présidente de l'université, le professeur Rivka Karmi, a justifié sa décision en expliquant que *Breaking the Silence* n'appartenant pas au consensus national israélien, lui remettre ce prix « pourrait être interprété comme un acte politique¹⁶² ». L'écrasante majorité des universitaires israéliens se résignent donc à un silence complice, comme par exemple ces professeurs qui témoignent dans *Haaretz* en précisant qu'ils sont « de gauche » et « contre l'occupation », mais qui ne voient finalement aucun problème au fait d'enseigner à l'université d'Ariel, située dans les territoires palestiniens occupés¹⁶³.

Recherches et priorités nationales

Les universités israéliennes mettent principalement en avant leurs recherches dans des disciplines scientifiques ou de high-tech. Outre les travaux menés dans ces matières dites d'excellence, elles valorisent les recherches qui correspondent aux priorités nationales et soutiennent l'idéologie sioniste. Par exemple, l'archéologie ou l'histoire sont des disciplines dans lesquelles, depuis la fondation de l'État d'Israël, les recherches ont été conduites avec l'intention explicite d'apporter des preuves matérielles au récit biblique afin de démontrer le « droit historique » des Juifs sur le pays. En grande partie financée par les universités et des chercheurs évangélistes occidentaux, l'archéologie israélienne se garde bien d'explorer le patrimoine

162. « L'Université Ben Gourion annule un prix accordé à Shovrim Shetika », Shraga Blum, *LPH Info*, 26 juin 2016.

163. « Leftist Views Don't Keep Professors From Teaching at Ariel », Chaim Levinson, *Haaretz*, 17 août 2012. Ancien collègue académique, le

centre universitaire d'Ariel a été élevé au statut d'université en décembre 2012, les autorités voyant dans sa situation géographique particulière (en Cisjordanie occupée) un moyen de « fortifier les futures frontières d'Israël ».

arabo-musulman du territoire. Bien qu'une grande partie des sites de fouilles explorés par les archéologues israéliens soit située en Cisjordanie occupée, les archéologues palestiniens ne sont pas autorisés à y accéder. Ces fouilles menées dans les territoires palestiniens occupés dépendent des officiers archéologues militaires et sont soutenues par des associations de colons d'extrême droite. Ce qui n'empêche pas les archéologues de l'école dite *critique* (ou post-sioniste) de l'université de Tel-Aviv d'y participer.

Ces dernières décennies, les travaux de l'école d'histoire israélienne ont été plus largement reconnus à l'étranger grâce aux *nouveaux historiens*, souvent donnés en exemple pour illustrer la liberté de recherche dans les universités israéliennes. Certains de ces nouveaux historiens se définissent toutefois comme les premiers véritables historiens israéliens, sous-entendant qu'avant leurs premiers travaux publiés dans les années 1980, leurs confrères ne faisaient pas de l'histoire mais de la propagande. À l'étranger, les recherches des *nouveaux historiens* sont largement diffusées, mais les travaux critiques plus récents menés en histoire ou dans d'autres disciplines des sciences humaines ne sont pas soutenus par les institutions universitaires israéliennes et parviennent difficilement à être menés à terme, et encore moins à être publiés.

Le plus grand nombre des recherches universitaires israéliennes reconnues aujourd'hui à l'étranger ont été menées par des chercheurs, dont la plupart ont ensuite été poussés au départ par leurs universités qui désapprouvaient les sujets de leurs travaux. Même si on ne les empêchait pas de travailler, des pressions académiques telles que le blocage de leur avancement ou le refus de les laisser diriger des

Un boycott légitime

thèses ont contribué à les convaincre qu'ils n'avaient pas leur place dans l'université israélienne¹⁶⁴.

Les chercheurs israéliens développant des travaux critiques (non sionistes) sont donc de plus en plus nombreux à quitter Israël et trouvent des places de choix dans des universités internationales. Beaucoup d'entre eux soutiennent activement le mouvement du boycott universitaire dans leur nouveau campus. Paradoxalement, leur sur-représentation à l'étranger donne l'impression que l'université israélienne est une source de pensée critique, alors que c'est précisément parce qu'elle ne l'est pas que ces chercheurs ont dû s'exiler.

La fabrique des discriminations

L'université israélienne, en principe ouverte à tous, exerce en fait une discrimination systématique à l'encontre des Palestiniens d'Israël. La *hasbara* et les opposants au boycott mettent en avant la présence d'étudiants de la minorité arabe d'Israël dans les campus du pays comme preuve de leur caractère apolitique, ouvert et égalitaire. L'université de Haïfa en offre un bien bel exemple si l'on en croit la page d'accueil de son site internet : elle y est présentée comme une institution pluraliste accueillant « des garçons et

164. Parmi les très nombreux exemples, on note l'un des chefs de file des *nouveaux historiens*, le professeur Ilan Pappé, qui a quitté l'université de Haïfa et émigré d'Israël après avoir reçu des menaces. Il enseigne au prestigieux département d'histoire et dirige le Centre européen des études sur la Palestine à Exeter University, au Royaume-Uni. Le professeur Ariella Azoulay, à qui l'université Bar-Ilan a refusé sa titularisation à cause de ses positions politiques, enseigne désormais la

littérature comparée et les médias contemporains à la Brown University, aux États-Unis. Le professeur Smadar Lavie, dont l'activisme politique était incompatible avec une carrière universitaire en Israël, est professeur d'anthropologie à Berkeley. Le professeur Samy Shalom Chetrit, poète et militant de la cause des *Mizrahim*, est professeur à la Queens University de New York, où il enseigne dans le département de langue et de culture. Et bien d'autres.

filles des cités pionnières ainsi que des villes de développement, des *kibboutzim* et des *moshavim*, de nouveaux immigrants, des Juifs, Arabes et Druzes, des officiers de l'IDF et des membres du personnel sécuritaire – assis tous ensemble sur le banc du savoir dans une atmosphère de coexistence, de tolérance et de respect mutuel¹⁶⁵». La réalité des universités israéliennes n'est toutefois pas aussi charmante : alors que les Arabes représentent plus de 22 % des citoyens israéliens, ils ne sont que 11 % des étudiants en première année et leur proportion décroît à 7 % en master, et à 3 % en doctorat¹⁶⁶.

En plus de l'obtention du *bagrut* (le baccalauréat israélien), l'admission des étudiants dans les universités est subordonnée à un test psychométrique. Cet examen est un instrument de fabrication d'inégalités et de discriminations vis-à-vis des étudiants arabes. En effet, si les épreuves du concours sont les mêmes pour tous les candidats, rédigées en arabe elles sont environ 16 % plus longues à lire que les textes hébreux, ce qui constitue un handicap dans cette épreuve chronométrée. Par ailleurs, l'examen repose principalement, outre les tests de mathématiques, sur la connaissance de la culture occidentale. Les résultats des candidats arabes s'en ressentent puisque chaque année, ils obtiennent en moyenne 100 points de moins que leurs camarades israéliens juifs sur les 800 points que compte l'épreuve au total.

Les états de service militaire sont un moyen administratif simple et efficace pour distinguer la population arabe israélienne sans avoir besoin de recourir à des lois explicites de discrimination. L'université de

165. Page d'accueil du site internet de l'université de Haïfa : www.haifa.ac.il/html/html_eng/welcome.html

166. *Sikkuy*, Association pour la promotion de l'égalité civique en Israël.

Tel-Aviv a eu l'idée de ne pas accepter d'étudiants en médecine avant l'âge de 20 ans¹⁶⁷, pratique qui s'est ensuite étendue à plusieurs établissements d'enseignement supérieur, particulièrement dans les filières scientifiques, dites d'excellence. Alors que les élèves juifs commencent leurs études supérieures après avoir accompli leur service militaire, c'est-à-dire à l'âge de 20 ans pour les filles et 21 ans pour les garçons, les élèves arabes sont prêts à commencer leurs études supérieures aussitôt après l'obtention du *bagrut*, généralement à 17 ou 18 ans. Imposer un âge minimum pour accéder à certains programmes universitaires oblige donc les étudiants arabes à patienter deux ou trois ans pour pouvoir s'inscrire, ou à renoncer à étudier dans ces filières.

Par ailleurs, bien que l'arabe soit, au même titre que l'hébreu, une langue officielle du pays, la signalétique, les documents d'information et les services universitaires ne sont fournis, dans leur écrasante majorité, qu'en hébreu ainsi que, de plus en plus, en anglais. C'est le cas de l'université de Haïfa, dont on a déjà évoqué «l'atmosphère de coexistence, de tolérance et de respect mutuel», et qui a pourtant récemment modifié son logo pour faire disparaître la typographie arabe et ne garder que l'hébreu et l'anglais, comme c'était déjà le cas pour toutes les universités israéliennes. Quant aux cours eux-mêmes, aucun n'est donné en arabe, sauf dans quelques instituts de formation des maîtres. La sous-représentation des citoyens arabes dans le corps enseignant (1,75 %) et le personnel administratif (0,9 %) des établissements d'enseignement supérieur est éloquente¹⁶⁸.

167. «Israel curbing Arab enrollment in medical schools, activists say», Edmund Sanders, *Los Angeles Times*, 28 mai 2012.

168. «Representation of Arab Citizens in the Institutions of Higher Education In Israel», Dr Nohad Ali, *Sikkuy*, novembre 2013.

La négation de la langue arabe n'est qu'une partie de la politique de discrimination dans l'enseignement supérieur. Qu'elles soient politiques ou culturelles, les manifestations publiques des étudiants arabes ne sont pas les bienvenues sur les campus israéliens. En vertu de la « loi Nakba » qui interdit depuis 2011 toute commémoration faisant du Jour de l'indépendance israélienne un jour de deuil (en mémoire de la purification ethnique de la Palestine en 1948, la *Nakba*¹⁶⁹), toute manifestation des étudiants arabes pour commémorer publiquement cet événement majeur de leur histoire est sévèrement réprimée. Les autorités universitaires ne s'en tiennent pas à des sanctions disciplinaires et n'hésitent pas à faire intervenir les forces de police sur leurs campus pour y faire respecter l'ordre et la loi.

De toute évidence, les discriminations à l'encontre des Arabes d'Israël, bien qu'abondamment documentées, n'intéressent pas les responsables politiques israéliens. Lorsqu'en novembre 2013 la Commission de l'Éducation de la Knesset s'est réunie pour étudier les conclusions des rapports alarmantes sur la discrimination des Arabes et l'amélioration de leur accès à l'enseignement supérieur, aucun député juif n'était présent¹⁷⁰.

En janvier 2014, Rivka Karmi, présidente de l'université Ben Gourion et du Comité des présidents d'universités israéliennes, prenait la parole au cours du 7^e congrès de l'INSS, à l'université de Tel-Aviv¹⁷¹. Le

169. La *Nakba* signifie la catastrophe, en arabe.

170. Réunion de la commission de l'éducation de la Knesset du 20 novembre 2013 (www.haaretz.co.il/news/education/premium-1.2170722).

171. « Le boycott sur les universités en Israël va les condamner », conférence

du professeur Rivka Karmi au septième congrès international de l'institut de recherches en sécurité nationale (INSS), dont le sujet était : « *Meeting the future: new approaches to political and security challenges* », site du journal *Maariv*, 21 janvier 2014 (en hébreu).

Un boycott légitime

sujet de cette rencontre était «Nouvelles approches aux défis politiques et sécuritaires». Le professeur Karimi y rappelait les principes de la liberté académique (naturellement, elle évoquait alors la liberté académique israélienne, aucunement la liberté académique palestinienne):

Une université ne peut survivre sans liens internationaux, sans moyens extérieurs, sans liberté de circulation physique et virtuelle, sans échanges de savoirs [...] La collaboration scientifique, la recherche en commun, l'échange d'informations, d'enseignants, d'étudiants, les colloques et publications internationales forment les piliers de l'université. La production de savoir ne peut pas se faire de façon isolée. L'université ne peut pas rester cloîtrée, elle doit être ouverte au monde, surtout dans le village global dans lequel nous vivons. Le boycott de l'université israélienne va la condamner à mort.

Or défendre le boycott universitaire et culturel d'Israël ne signifie nullement condamner à mort l'université israélienne. Au contraire, c'est le statu quo qui la condamne à mort. C'est en restant exclusivement tournée vers l'Occident, en faisant fi de sa situation géographique et de l'identité culturelle d'une grande partie de ses étudiants (Juifs compris), en acceptant d'être instrumentalisée comme l'un des bras armés de l'occupation et de la *hasbara*, que l'université israélienne se condamne elle-même.

Le boycott universitaire tel qu'il est défini dans les lignes directrices de la campagne de BDS (voir les annexes) n'empêche pas la collaboration avec des universitaires israéliens, tant qu'elle n'est pas encadrée par l'institution universitaire israélienne. Car ce sont les institutions universitaires qui sont

coupables de silence, de collaboration et de discrimination. C'est ainsi que, à titre individuel, des universitaires israéliens prennent part à des rencontres internationales et que des travaux se poursuivent entre des chercheurs israéliens et étrangers dans le cadre d'une véritable «liberté académique», sans que l'institution universitaire israélienne, ni l'État, puisse s'en prévaloir.

La culture israélienne à l'export, la barrière de protection

Vitrine culturelle et exportations stratégiques

Selon le plan de travail gouvernemental israélien pour l'année 2011, les principaux objectifs du ministère des Affaires étrangères incluent : « freiner la délégitimation ; mobiliser des militants pro-israéliens sur internet ; mettre l'accent sur la mission des artistes israéliens à l'étranger, particulièrement dans des expositions et foires de design en Europe, et produire des spectacles de culture israélienne destinés aux universités étrangères pour montrer au public libéral la diversité culturelle et l'ouverture d'esprit en Israël ». On ne saurait mieux montrer l'importance de la culture dans la propagande israélienne vers l'étranger.

La division des affaires culturelles et scientifiques du ministère des Affaires étrangères (DCSA) est le plus grand exportateur culturel israélien. La DCSA pilote les activités de la propagande culturelle israélienne via ses représentations diplomatiques à l'étranger, en collaboration avec les ministères de la *hasbara* et des affaires stratégiques, et avec le soutien des organisations sionistes mondiales, permettant ainsi à la production culturelle israélienne d'accéder à une large visibilité sur la scène internationale. Le directeur général du ministère, Nissim Ben-Sheetrit, en définit ainsi le rôle :

[...] utiliser les productions culturelles israéliennes pour atteindre les objectifs politiques de l'État d'Israël. C'est d'autant plus nécessaire face aux défis auxquels doit faire face l'État d'Israël confronté à l'expansion des actions de délégitimation et de boycott. [...] Utiliser la culture israélienne comme un reflet positif de l'État d'Israël est un moyen pour développer et renforcer des liens diplomatiques. Pour nous, renforcer une image positive d'Israël est un but en soi¹⁷².

C'est ainsi qu'au lendemain de l'opération « Plomb durci » menée contre Gaza durant l'hiver 2008-2009, alors que l'indignation internationale est à son comble, Arye Mekel, le vice-directeur général au ministère des Affaires étrangères chargé de la DCSA, déclare : « Nous allons envoyer à l'étranger des romanciers et des écrivains connus, des compagnies théâtrales, des expositions. [...] On montrera ainsi un plus joli visage d'Israël, pour ne plus être perçus dans un contexte de guerre¹⁷³. » La culture est devenue une arme stratégique. La stratégie reste militaire, elle consiste à bombarder l'Occident de livres, films, spectacles et expositions d'art, utilisés pour renforcer le pouvoir d'attraction d'Israël. L'instrumentalisation des artistes israéliens et de leurs œuvres par les autorités de la *hasbara* participe de la riposte à l'appel au boycott culturel. Cette offensive se concrétise, lorsque les autorités israéliennes prennent en charge la promotion d'un artiste à l'étranger, par un contrat confidentiel dans lequel celui-ci s'engage en tant que *prestataire* « à fournir des services de qualité au

172. « Culture israélienne : la fin de l'ère de l'exportation ? » Merav Yudilovitch, *Ynet*, 5 août 2015 (en hébreu). <http://www.ynet.co.il/articles/0,7340,L-4687626,00.html>

173. « After Gaza, Israel Grapples With Crisis of Isolation », Ethan Bronner, *The New York Times*, 18 mars 2009.

ministère» pour «promouvoir les intérêts politiques de l'État d'Israël à travers la culture et les arts, en contribuant à créer une image positive d'Israël». L'accord précise explicitement que l'artiste «ne devra pas se présenter comme un agent, émissaire ou représentant du ministère¹⁷⁴».

Selon le règlement de la DCSA, «le soutien aux institutions culturelles, artistes et créateurs, doit correspondre aux intérêts du ministère des Affaires étrangères. [...] priorité doit être donnée aux activités qui contribuent au positionnement-*branding* de l'État d'Israël, à la promotion de son image et à la glorification de son nom auprès du public influent¹⁷⁵. » C'est dans le cadre de cette promotion de produits culturels mondialisée qu'il faut comprendre le soutien apporté aux centaines de festivals de films israéliens montés ces dix dernières années partout dans le monde, ou les tournées de concerts organisés sur les campus universitaires dans le cadre du projet *Israel Beyond the Conflict*. En France par exemple, la présence ostentatoire d'un pavillon du ministère de la Culture israélien au festival de Cannes 2016, en plus du stand habituel réservé par le centre national du cinéma israélien, ou d'autres événements pseudo-culturels, comme l'opération «Tel-Aviv sur Seine» (pendant l'été 2015), l'exposition itinérante *Open a Door to Israel* (qui s'est arrêtée au Carrousel du Louvre à Paris au printemps 2016) ou l'année culturelle consacrée à Israël prévue en France en 2018, sont des opérations clairement destinées à la promotion de l'image d'Israël.

174. «Putting out a Contract on Art», Yitzhak Laor, *Haaretz*, 25 juillet 2008.

175. «Rapport du ministère des Affaires étrangères – l'activité du dispositif de la hasbara et la

diplomatie publique au ministère des Affaires étrangères», Rapport annuel du contrôleur de l'État pour l'année 2016.

Pour sensibiliser plus largement le public étranger, des événements culturels sont organisés en Israël avec le soutien du ministère des Affaires étrangères et d'organisations sionistes. Ces événements sont considérés comme des pôles d'attraction par la DCSA, qui invite chaque année des centaines de représentants de l'élite culturelle étrangère : directeurs d'instituts culturels et artistiques, directeurs de festivals, réalisateurs, chorégraphes, éditeurs, journalistes culturels, programmeurs de télévision, représentants et décisionnaires de l'industrie musicale, etc. C'est dans ce cadre qu'a été organisée par exemple l'« Année des Arts » par la mairie de Tel-Aviv en 2012, un événement qui, selon sa directrice Hila Oren, devait permettre aux galeries d'art et aux artistes israéliens de conquérir le marché de l'art international, mais aussi de « contourner le conflit, car Israël est un label difficile à vendre¹⁷⁶ ». Ces visites sont aussi l'occasion de promouvoir l'art de vivre tel-avivien « si typique du pays ». Les étrangers invités dans ces contextes particuliers sont perçus comme une élite culturelle qui, selon la DCSA, coïnciderait avec l'élite sociale, économique et politique de leurs pays, ce qui ferait d'eux d'excellents VRP potentiels pour les arts, la culture et les loisirs israéliens. Soigneusement pris en charge lors de leur séjour, ils bénéficient d'un accès balisé à la vie quotidienne et nocturne de Tel-Aviv, incluant un saut dans le quartier arabe de Jaffa pour y constater la diversité, ou la rencontre avec quelques voix du Camp de la paix triées sur le volet. Finalement, parmi cette variété toute relative, ils sont laissés libres de sélectionner les produits culturels qui les intéressent. Le directeur de la DCSA, Rafi Gamzu explique qu'en effet la

176. « Les artistes de Tel Aviv ne veulent plus être la vitrine d'Israël »,

Galia Yahav, *Haaretz*, 18 juillet 2012 (en hébreu).

plupart des exportations culturelles se font à l'initiative de professionnels étrangers invités en Israël par la DCSA. Mais il se défend de toute influence sur leurs choix.

Nous avons réussi à cristalliser à la DCSA un institut d'exportation des arts culturels israéliens tout en maintenant notre crédibilité dans les sphères professionnelles en Israël et à l'étranger. Je souhaite que ça continue ainsi, et que nous n'arrivions pas à une situation [...] où l'exportation culturelle serait vue comme le résultat de décisions bureaucratiques et étiquetée comme une culture sponsorisée ou affiliée à l'État.

Le directeur général du ministère des Affaires étrangères, Nissim Ben-Sheetrit, est, quant à lui, beaucoup plus explicite : « Nous considérons la culture comme un outil de premier ordre pour la *hasbara*. En ce qui me concerne, je ne fais aucune différence entre la *hasbara* et la culture¹⁷⁷. »

Le directeur de la DCSA, Rafi Gamzu, confirme que celle-ci n'est pas un organisme de subvention ni un fonds philanthropique. « Notre but consiste à mener à l'étranger des actions correspondant aux objectifs du ministère des Affaires étrangères. Nous sommes ravis si les créateurs peuvent en bénéficier, mais ce n'est pas ça notre objectif. Nous n'avons pas de critères de sélection [artistiques], comme pour l'attribution de subventions. Nous, nous suivons des directives. » Quant au choix des événements à travers lesquels la DCSA cherche à promouvoir la culture israélienne, son directeur explique qu'il dépend exclusivement de

177. « About Face », Yuval Ben-Ami, *Haaretz*, 20 septembre 2005.

Un boycott légitime

leur visibilité ou de leurs thématiques. « Par exemple dans les festivals de films sur les droits de l'homme ou sur l'environnement, il est important de mettre en avant les réussites israéliennes¹⁷⁸. » Pour la promotion et l'exportation de la culture israélienne à l'étranger, le ministère des Affaires étrangères se soucie donc bien peu des intérêts des artistes et de leurs œuvres. Celles qu'elle exporte dessinent le portrait d'un Israël libéral et pluraliste, qui n'a que peu à voir avec les réalités d'apartheid et de ségrégation qui sévissent dans le pays et dans les territoires qu'il occupe. C'est dans cette perspective que la DCSA favorise la visibilité de voix pacifistes, progressistes et libérales, voire même critiques tant qu'elles restent dans les limites du raisonnable, car ce sont des produits culturels dont le consommateur occidental est friand.

La culture israélienne que l'on connaît en Occident et qui y jouit d'un grand prestige s'étend à des domaines très variés allant de la danse à l'art contemporain, du théâtre à la littérature, de la musique au cinéma. Elle s'est imposée dans le monde entier et a façonné la perception d'Israël comme un pays où règne une culture d'avant-garde. Ce qui échappe toutefois largement aux observateurs et spectateurs occidentaux, c'est que cette culture-là est en complet décalage avec la réalité israélienne. En effet, la majorité de la population juive israélienne est orientale (*mizrahim*, sépharade, de culture arabe et maghrébine), à laquelle il faut ajouter les Arabes palestiniens citoyens d'Israël. Bien que la plupart des habitants soit donc de culture arabo-orientale, les autorités privilégient les œuvres

178. Interview de Rafi Gamzu (vice-directeur du ministère des Affaires étrangères, responsable du département DCSA), réalisée par

Merav Shaked, journal en ligne du magazine de l'industrie (cinéma) *taasia.com*, 8 novembre 2015 (en hébreu).

et les artistes de culture euro-centrée et mondialisée. Le ministère de la Culture attribue moins de 10 % de son budget à la culture juive *mizrahim* et moins de 3 % à celle des Palestiniens citoyens d'Israël¹⁷⁹. Les postes du ministère de la Culture et des institutions culturelles sont principalement pourvus par des Juifs ashkénazes (entre 70 et 100 %), à l'unique exception du département *Folklore et patrimoine*. La répartition géographique de l'attribution des fonds culturels est elle aussi éloquent : la majorité des budgets sont attribués et dépensés à Tel-Aviv et dans le centre du pays ; les villes périphériques, peuplées principalement de Juifs *mizrahim*, ne reçoivent que très peu de ces fonds destinés à la culture. Quant aux localités arabes, elles n'en perçoivent que des miettes. Comme la *hasbara*-marketing le préconise, Israël doit communiquer non pas sur ses particularités mais sur ses similitudes avec le monde occidental. La communication officielle israélienne a donc choisi d'ignorer des pans entiers du patrimoine culturel du pays pour s'adapter à son public cible à l'étranger.

La littérature et le cinéma, une dissidence officielle

En 2008, Israël était l'invité d'honneur du Salon du livre à Paris. La délégation israélienne était composée d'écrivains pacifistes israéliens qui, quelques mois auparavant, soutenaient les opérations militaires à Gaza et au Liban mais en étaient entre-temps devenus de farouches détracteurs. Menée par le président Peres, la délégation comptait des

179. En ce qui concerne, par exemple, les fonds destinés au théâtre, seuls 3 % sont attribués aux troupes de théâtre orientales et arabes (alors que 97 % du budget est destiné à des théâtres occidentaux, yiddish ou

russes). Pour le domaine de la danse, c'est plus simple : 100 % des fonds sont alloués à la danse occidentale (classique ou contemporaine), et 0 % à la danse orientale et arabe.

auteurs aussi prestigieux que David Grossman, Amos Oz ou Avraham B. Yehoshua, mais n'incluait, parmi sa quarantaine de membres, aucun auteur israélien de langue arabe. Bien que le Syndicat national de l'édition (SNE), organisateur du Salon, ait précisé que c'était la littérature israélienne qui était invitée et non l'État d'Israël en tant que tel, l'événement coïncidait opportunément avec la célébration des 60 ans de l'État d'Israël. Réagissant aux voix qui s'élevaient contre cette glorification d'Israël quelques mois après ses opérations militaires, Shimon Peres déclarait alors son opposition au boycott des livres : « Les livres sont faits pour éveiller la réflexion, pour essayer de faire se rejoindre les idées. » C'est que Oz, Yeoshua et Grossman ne sont pas seulement les plus traduits des écrivains israéliens, ce sont aussi les trois mousquetaires de l'*Autre Israël*, celui des pacifistes du Camp de la paix. Suivis d'une jeune génération d'auteurs comme Zeruya Shalev, Edgar Keret ou Alona Kimhi, ils connaissent un grand succès dans tout l'Occident, tant par leur exotisme (ils sont écrits dans une langue ancienne venue d'Orient), que par leur style qui nous est si familier, antireligieux et nourri de références européennes. Traduits grâce au soutien du département littérature de la DCSA, ils correspondent précisément à ce que les Occidentaux voudraient voir en Israël.

Le cinéma permet lui aussi d'amplifier le rôle de la dissidence culturelle officielle. Les cinéastes israéliens sont très connus sur la scène internationale et leurs films contribuent à former la perception de la réalité israélienne à l'étranger. Lors de l'ouverture du festival de Haïfa de 2009, quelques mois après l'opération « Plomb durci » sur Gaza, Shimon Peres rappelait aux professionnels du cinéma israélien que

La contribution d'Hollywood pour faire des États-Unis un pays de grande influence n'est pas moindre que celle de Washington. Nous allons intensifier nos efforts pour soutenir le cinéma. [...] Malgré le boycott culturel international, des films réalisés après la guerre du Liban, comme *Beaufort*, *Valse avec Bashir* ou *Lebanon*, ont obtenu de grands succès, non pas en tant que films de guerre, mais en tant qu'œuvres relatant des histoires personnelles qui soulèvent des dilemmes humains difficiles¹⁸⁰.

Ces films donnés en exemple ont été soutenus par la DCSA et par le fonds d'exportation des films israéliens à l'étranger, où ils ont été couronnés de prix internationaux prestigieux¹⁸¹. Ces films de guerre, auxquels on pourrait ajouter bien d'autres fictions ou documentaires, comme par exemple *Kippour* d'Amos Gitai, *Censored Voices* de Mor Loushy ou *Rock dans la casbah* de Yaïr Horowitz, ont pour personnages principaux des soldats israéliens souffrant de *dilemmes humains difficiles* dans le cadre d'un conflit armé où les donneurs d'ordres sont invisibles et l'ennemi inexistant. Sous couvert d'antimilitarisme, ils servent à dissimuler la réalité des conflits militaires et contribuent à la propagande victimaire. La directrice de l'école de cinéma Maale, Neta Ariel, pourtant proche des milieux nationaux-religieux, défend ces films souvent accusés en Israël d'anti-patriotisme : « Les intrigues de ces films montrent que nos soldats aussi ont des sentiments. On voit des êtres humains, et pas des bourreaux. Ils sont humanisés. Ainsi les

180. « International Haifa Film Festival opens », Merav Yudilovitch, *Ynet*, 10 juin 2009.

181. Les films *Beaufort* et *Valse avec Bashir* ont été nommés aux Oscars,

Valse avec Bashir a reçu le Globe d'or, *Beaufort* a reçu le prix du meilleur réalisateur au festival de Berlin et *Lebanon* a été couronné par le Lion d'or du festival de Venise.

Un boycott légitime

spectateurs étrangers comprennent les dilemmes de nos combattants. Montrer ainsi les incertitudes de nos soldats, ça sert la cause d'Israël.¹⁸² »

Le film documentaire *Gate Keepers* du réalisateur Dror Moreh, nominé aux Oscars du meilleur documentaire, est un bon exemple de succès du cinéma israélien *critique* soutenu par l'État dans sa diffusion à l'étranger. Les cinq personnages qui y sont interviewés sont d'anciens chefs des célèbres services secrets israéliens, le *Shin Beth*. Ils racontent leurs activités de tortures, d'assassinats extra-judiciaires, de surveillance et de contrôle des populations palestiniennes, ils confient leurs états d'âme et partagent leur analyse sur la relative efficacité des politiques qu'ils ont appliquées. Après de longs débats concernant sa diffusion, les responsables du ministère israélien des Affaires étrangères ont conclu que ce film est un excellent support de promotion de la liberté d'expression israélienne. Depuis sa sortie en salles, ces chefs du *Shin Beth*, criminels de guerre, participent régulièrement, en tant que personnages du film, à sa promotion à l'étranger.

La politique de promotion culturelle a donc accru la visibilité sur les écrans du monde d'un certain cinéma israélien qui semble à première vue antimilitariste, anti-occupation, féministe, multiculturel, séculier et pro-gay. « Il est important que les spectateurs voient que chez nous il y a des femmes qui servent dans l'armée, que nous avons une attitude positive vis-à-vis des homosexuels, que notre société est diverse et que nous accordons des droits aux minorités. Et surtout que nous sommes une démocratie dans laquelle

182. « Les films politiques sont bons pour Israël », Beni Toker, *Arutz Sheva*, 23 octobre 2009 (en hébreu).

on peut parler de toutes ces choses. C'est notre vrai visage», explique le consul d'Israël pendant le festival international de cinéma d'Istanbul¹⁸³. Le cinéma gay a en effet une place de choix parmi les thématiques sur lesquelles les autorités culturelles israéliennes cherchent à communiquer. Il contribue à la politique de *pink-washing* supposée donner du pays une image de tolérance. Les films des cinéastes Gal Uchovsky et Eytan Fox, par exemple, qui racontent des histoires d'amour gay dans le contexte de l'armée ou de l'occupation, se sont imposés dans les festivals LGBTQ du monde entier. *Yossi et Jager*, *Tu marcheras sur l'eau* ou *The Bubble* ont obtenu de grands succès en Europe et aux États-Unis, donnant à la DCSA l'opportunité de soutenir des tournées promotionnelles de *hasbara pink-washing* à travers le monde. En 2011, à l'occasion de la tournée américaine de Asi Ezer, réalisateur du film *Papa, maman, j'ai quelque chose à vous dire*, le consul d'Israël à Boston s'est réjoui de pouvoir montrer avec ce film à quel point «les droits de l'homme et les libertés individuelles sont des valeurs suprêmes dans notre démocratie¹⁸⁴».

Les œuvres cinématographiques favorisées pour l'exportation sont celles qui évitent les sujets politiques et traitent plutôt de sujets dits *sociétaux*. Depuis plusieurs années, le cinéma israélien semble avoir épuisé les genres «on tire puis on pleure», «checkpoints», «histoire d'amour judéo-arabe» et «filles soldates», et se désengage complètement des sujets politiques, qui ne concernent qu'environ 11 % de la production cinématographique israélienne (sur les 158 longs métrages produits en Israël entre 2010 et 2015, seuls 19 traitent de sujets liés au conflit

183. «Le cinéma israélien triomphe en Turquie», Itamar Eichner, *Ynet*, 14 avril 2015 (en hébreu).

184. «Brand Israel and the Art of Pink-washing», *Mouse.co.il*, 25 octobre 2011 (en hébreu).

israélo-palestinien¹⁸⁵). Si bien que le très consensuel critique de cinéma Uri Klein peut écrire : « Le cinéma ferme les yeux sur ce film d'horreur qu'est la réalité israélienne. [...] [celle-ci] a glissé dans nos esprits des images effroyables qui ne cessent de nous hanter. Mais les films israéliens, aussi bons soient-ils, préfèrent apporter du rêve et du réconfort. Il est temps de cesser de nous voiler la face¹⁸⁶. » D'autres comme Ilana Tzur, fondatrice et ex-directrice du festival international de films documentaires *Doc Aviv*, préfèrent y voir la sagesse du cinéma israélien : « Auparavant, beaucoup de films parlaient du conflit. Ces dernières années, le regard est plus tourné vers l'intime. Je peux dire qu'on a mûri¹⁸⁷. »

Loyauté et liberté d'expression

Les institutions culturelles et les artistes israéliens se prêtent volontiers aux efforts de propagande de la *hasbara* pour améliorer l'image du pays et lutter contre le boycott. Ainsi l'actrice et productrice Yaël Abecassis déclare lors de la conférence internationale « Combattons le boycott » qu'elle se considère comme un soldat porte-parole d'Israël¹⁸⁸, et le chanteur Idan Raichel, qui a fait plusieurs tournées organisées par la DCSA, se dit « ambassadeur culturel d'Israël¹⁸⁹ ». Lors des États généraux de la culture, organisés en mars 2016 par le journal *Haaretz* avec

185. « À l'attention de la ministre, l'occupation n'intéresse pas vraiment les réalisateurs et scénaristes israéliens », Nirit Enderman, *Haaretz*, 22 mars 2016 (en hébreu).

186. Uri Klein, « Le cinéma local ignore le film d'horreur qu'est la réalité israélienne », *Haaretz*, 7 août 2015 (en hébreu).

187. « La directrice de DocAviv quitte ses fonctions », Nirit Enderman,

Mouse.co.il, 5 mai 2010 (en hébreu).

188. « "We don't want to find ourselves in a position like apartheid South Africa": A report from Israel's first national conference against BDS », Anthony Lowenstein, *Mondoweiss*, 29 mars 2016.

189. « A very special project: The keyboardist, composer and producer speaks out », Idan Raichel, *The Jerusalem Post*, 8 avril 2016.

les associations des professionnels de la culture, l'atelier «La culture à l'ombre du boycott» a donné ses recommandations: «La meilleure et la plus efficace réponse au boycott d'Israël est d'encourager les acteurs culturels israéliens et de soutenir leur présence dans le monde. Pour exposer l'*Autre Israël*, l'Israël culturelle avide d'art, l'Israël de l'excellence et de la qualité¹⁹⁰.»

Il est vrai que les artistes et créateurs juifs israéliens bénéficient d'une large liberté d'expression. Bien qu'il existe une censure militaire et un Comité de classification des œuvres dépendant du ministère de la Culture, il est extrêmement rare que l'on interdise des spectacles, des livres ou des films. Alors que depuis cinquante ans la création artistique et culturelle palestinienne est plus qu'entravée – théâtres fermés, institutions artistiques saccagées, livres censurés, artistes emprisonnés ou assassinés... –, les acteurs culturels juifs israéliens jouissent pleinement de leurs libertés, tout en gardant le silence sur la situation de leurs collègues palestiniens. Les grands théâtres nationaux, orchestres et troupes de danse ne voient aucun problème à se produire dans les colonies des territoires occupés, comme les chanteurs qui sont nombreux à donner des concerts dans les bases militaires. Si certains artistes, auteurs ou cinéastes s'expriment et militent régulièrement à titre individuel contre la politique israélienne, les organisations professionnelles et les syndicats du milieu de l'art et de la culture préfèrent ne pas se prononcer, même au titre de la solidarité professionnelle.

Dès son arrivée au poste de ministre de la Culture

190. «Recommandations des ateliers – États généraux de la Culture», *Haaretz*, 6 mars 2016 (en hébreu).

et des Sports en mai 2015, Miri Regev, ancienne porte-parole et censeur de l'armée, a annoncé vouloir faire la *révolution culturelle* en s'attaquant « aux culs-serrés » des milieux de la culture ashkénaze et gauchistes de Tel-Aviv. Elle proposait même un projet de loi, intitulé « Loyauté dans la culture », subordonnant les attributions culturelles à une allégeance à l'État d'Israël *juif et démocratique* soulignant la liberté d'expression des artistes, mais revendiquant sa « liberté de financement ». Cette déclaration provoqua une réaction immédiate des institutions culturelles israéliennes, des organisations professionnelles et des groupes d'artistes, auteurs et créateurs. Dès juin 2015, la ministre Regev est passée à l'action en coupant les crédits alloués au théâtre de Haïfa parce que Norman Issa, acteur arabe citoyen d'Israël, avait refusé de se produire dans une colonie de Cisjordanie. Dans la foulée, elle confirmait le gel des subsides alloués au théâtre pour enfants *El Mina* que Norman Issa avait créé à Jaffa avec son épouse, puis menaçait le festival du film de Jérusalem de lui retirer ses financements s'il ne supprimait pas de sa programmation un film consacré à Yigal Amir, l'assassin de Rabin. Dans une circulaire adressée aux dirigeants de toutes les institutions culturelles israéliennes (mais visant plus précisément les institutions arabes), elle rappelait que « son ministère peut cesser de les soutenir dans les cas de négation de l'État d'Israël comme un État juif et démocratique, de célébration du Jour de l'indépendance comme un jour de deuil ou dans les cas d'atteinte à l'honneur du drapeau ou des symboles de l'État ¹⁹¹ ». Elle soulignait qu'une institution publique culturelle pourrait être déchue de son statut d'institution publique si

191. « Regev presents “cultural loyalty” bill to MKs », *Ynet*, 27 janvier

2016. <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4758497,00.html>

elle publiait un appel à boycotter Israël ou si elle participait à un boycott – si, par exemple, elle refusait de se produire dans les colonies des territoires palestiniens occupés. Elle concluait : « L'État d'Israël ne doit financer que ceux qui le respectent. »

Pour décider de la répartition des fonds aux organismes culturels pour l'année 2016, son ministère s'appuie sur la quantité de représentations données en périphérie (c'est-à-dire loin de Tel-Aviv) et dans les colonies des territoires occupés de Cisjordanie. Miri Regev s'attaque donc à la fois à la culture ashkénaze (et fédère ainsi tous les Mizrahim) et à l'image gauchiste de la culture (pour fédérer toute la droite israélienne).

Malgré ces annonces, ce ne sont pas les institutions mais surtout les artistes, créateurs et auteurs qui sont mis en danger par le programme de la ministre Regev. C'est ainsi qu'à la fin 2015, Natali Cohen Vaxberg, à la suite de ses performances artistiques jugées provocatrices, a été arrêtée à cinq reprises par la police pour atteinte à l'honneur du drapeau israélien. Elle est dans l'attente de son procès. La poétesse Dareen Tatour est assignée à résidence depuis octobre 2015 pour incitation à la violence, après la publication sur Facebook d'un poème intitulé « Résiste, mon peuple, résiste-leur ».

Ainsi le gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahou s'acharne à démanteler les derniers bastions du centre-gauche sioniste, notamment les institutions et organisations culturelles. Dans ces conditions, certains se demandent si le boycott culturel ne constituerait pas une pression supplémentaire sur les milieux artistiques et culturels associés au Camp de la paix, un risque de les fragiliser davantage et de réduire au silence les dernières voix des pacifistes israéliens.

La gauche, le Camp de la paix et le dialogue

À l'étranger, l'impression qui prévaut est qu'il y aurait deux Israël. L'un serait composé de religieux fondamentalistes, de colons racistes et messianiques, de quelques descendants illuminés des gangs sionistes et de la majorité des Juifs *mizrahim* issus des pays arabes qui n'ont pas eu la chance d'assimiler les valeurs démocratiques occidentales. Auxquels on peut ajouter les Israéliens issus de l'immigration en provenance de l'ex-URSS, peu portés sur les principes de la gauche libérale. Ce sionisme de droite et d'extrême droite est actuellement au pouvoir. L'autre Israël, démocratique et libéral, serait composé de Juifs laïques, principalement ashkénazes, dignes héritiers des pionniers socialistes, progressistes, éclairés, raisonnables et pacifistes : une gauche sioniste souvent désignée, on l'a vu, sous le terme de Camp de la paix. Un des principaux arguments avancés contre le boycott universitaire et culturel est qu'il risquerait d'affaiblir ce Camp et d'entraver les actions de ces milieux épris de paix.

Ce schéma simpliste est loin de correspondre à la réalité israélienne. Issu de la convergence de fantasmes et d'intérêts, il constitue avant tout un instrument de propagande.

Les garde-frontières de la critique légitime

La gauche sioniste, après avoir dirigé seule l'État pendant les trente premières années de son existence, gouverne le pays depuis quarante ans en cohabitation ou en alternance avec les partis de droite. Si la gauche et la droite partagent la responsabilité de la politique guerrière et coloniale menée par l'État, ce sont bien les gouvernements de la gauche sioniste – dirigés par David Ben Gourion, Levi Eshkol, Golda Meir, Shimon Peres, puis Yitzhak Rabin et Ehud Barak – qui sont à l'origine de l'épuration ethnique de la Palestine en 1948 et des confiscations des terres des Arabes d'Israël. Ce sont aussi ces gouvernements qui ont mené le plus d'opérations militaires contre les Palestiniens et les États voisins et qui ont initié la politique d'occupation, de colonisation et de *judaïsation* de la Palestine.

Englobant aujourd'hui le parti travailliste, le parti *Meretz*, l'organisation La Paix maintenant et diverses ONG prônant la paix et le dialogue, la gauche sioniste préconise la fin de l'occupation et le démantèlement des *colonies illégales* (sous-entendant ainsi que certaines colonies pourraient ne pas l'être). Ses partisans, soucieux à la fois de l'avenir de la démocratie israélienne et de l'identité juive du pays, sont de fervents adeptes de la politique de séparation initiée par Yitzhak Rabin et résumée en un slogan électoral par le général Ehud Barak en 1998 : « Nous ici, et eux là-bas. » Il n'est donc pas surprenant que la gauche sioniste soit à l'initiative de la construction du mur de séparation. Car ce camp dit *de la paix* défend bec et ongles l'oxymore *État juif et démocratique* ; pour conserver à Israël son caractère juif, il brandit la *menace démographique* et s'oppose fermement au droit au retour des réfugiés palestiniens ainsi qu'à tout projet d'État binational. Défendre l'*État juif et*

démocratique et refuser le droit au retour sont les deux professions de foi qui lui garantissent légitimité et liberté d'expression.

Bien qu'en déclin permanent depuis plus de vingt ans, la gauche sioniste persiste à se considérer comme une alternative au pouvoir actuel. Elle dénonce la grossièreté et la fascisation de la société israélienne, comme Zeev Sternhell¹⁹² par exemple qui déclare que «la droite israélienne est porteuse d'un désastre sans nom qui est en train de s'abattre sur nous¹⁹³». Elle s'attache à maintenir l'illusion d'un possible sursaut des forces libérales et démocratiques et propose toujours la même formule pour résoudre tous les problèmes : la solution à deux États, les négociations permanentes et donc le statu quo. Comptant plus de soutiens à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays, elle dépend largement de ses appuis étrangers qui aiment voir en elle le vrai Israël. C'est à l'étranger que s'adresse par exemple Amos Oz lorsqu'il intitule l'un de ses ouvrages : «Aidez-nous à divorcer¹⁹⁴ ! » Le nom de «Camp de la paix» est pour beaucoup dans les soutiens sur lesquels cette tendance peut compter. Bien que personne en Israël, y compris dans les partis les plus extrêmes, ne prétende être contre la paix et pour la guerre, nombreux sont ceux qui veulent y voir une courageuse prise de position politique. À l'étranger, les partisans du Camp de la paix sont cités comme des exemples d'opposants justes et cohérents. Les partisans de la gauche sioniste ont

192. Zeev Sternhell, historien, spécialiste du fascisme français et professeur à l'université de Jérusalem, un des fondateurs de La Paix maintenant.

193. «La droite israélienne est porteuse d'un désastre sans nom»,

interview de Zeev Sternhell par Gilles Anquetil, *Le Nouvel Observateur*, 10 juillet 2014.

194. Amos Oz, *Aidez-nous à divorcer ! – Israël Palestine, deux États maintenant*, Gallimard, Paris, 2004.

pourtant toujours soutenu les opérations militaires menées par les divers gouvernements – quitte à manifester leur opposition dès la fin des hostilités, selon la formule *On tire, puis on pleure*. Ils ne soutiennent pas les *refuznik*, ces objecteurs de conscience qui refusent de servir dans les territoires palestiniens occupés. Comme David Grossman l'explique : « Je m'oppose au refus de servir l'armée, parce que j'ai le sentiment que la démocratie israélienne (ou ce qui en reste) est très fragile et instable. Contester ses lois la met en danger. Mais aussi parce que *Tsahal* n'est pas seulement une armée d'occupation, mais aussi l'armée de défense d'Israël¹⁹⁵. »

Pour contrer les accusations de trahison portées par l'extrême droite, les personnalités de la gauche sioniste mettent en avant leurs galons et leurs décorations. L'exemple du secrétaire général de La Paix maintenant, Yariv Oppenheimer, publiant sur Facebook une photo prise lors de son service militaire de réserve annuel dans une colonie en Cisjordanie occupée, est caractéristique. David Grossman éclaire ainsi sa position :

Certains ont été surpris d'apprendre que mes deux fils avaient servi dans l'armée, qu'ils avaient été commandants de chars, et que moi-même j'y avais fait quatre ans – ma fille y est en ce moment. J'espère qu'un jour ils m'écouteront. Ils se rendront alors compte que je suis très critique du gouvernement, mais que je suis complètement dévoué à Israël¹⁹⁶.

195. «Le cas de la refuznik Tahir Kaminer» David Grossman, *Haaretz*, 15 juillet 2016 (en hébreu).

196. «Écrire et lire, c'est accepter de

regarder la souffrance de l'autre», interview de David Grossman, *Le Monde des livres*, 19 août 2015.

Dans un entretien accordé au *Nouvel Observateur*, Zeev Sternhell souligne :

Moi qui ai participé en tant que soldat à de nombreuses campagnes militaires de 1956 à 1983, de la guerre des Six Jours à celle du Kippour puis celle du Liban, puis qui ai été l'un des fondateurs du mouvement La Paix maintenant, que les rêves sionistes de ma jeunesse me semblent aujourd'hui abîmés¹⁹⁷ !

Ce n'est pas un hasard non plus si tous les cinéastes se réclamant du Camp de la paix, comme les réalisateurs de *Valse avec Bashir*, *Lebanon* ou *Kippour*, rappellent sans cesse leur service dans l'armée.

À l'étranger, le Camp de la paix bénéficie d'un important réseau de soutien. En France par exemple, le comité de parrainage de La Paix maintenant compte des personnalités aussi pacifistes et prestigieuses qu'Élisabeth Badinter, Alain Finkielkraut, Élisabeth de Fontenay ou Pierre-André Taguieff.

Bien plus que les atteintes aux libertés des Palestiniens, ce sont en fait leurs propres libertés que défendent les représentants de la gauche sioniste et qui mobilisent leurs amis à l'étranger. Le traitement que réserve l'État israélien au Camp de la paix devient le baromètre du niveau de la démocratie israélienne et c'est à la mesure des privilèges dont bénéficie ce groupe particulier qu'est évalué l'état du pays tout entier. Car les libertés dont jouit la gauche sioniste, force d'opposition soi-disant *critique*, constitueraient la preuve vivante du caractère

197. «La droite israélienne est porteuse d'un désastre sans nom», interview de Zeev Sternhell par Gilles

Anquetil, *Le Nouvel Observateur*, 10 juillet 2014.

démocratique d'Israël. En cela, elle accomplit exactement ce que le pouvoir attend d'elle. Ariel Schweitzer, critique de cinéma, enseignant et organisateur de plusieurs événements de promotion du cinéma israélien à l'étranger, souligne :

Loin de moi l'envie d'idéaliser l'État d'Israël, sûrement pas sa politique d'occupation, mais il faut au moins reconnaître que les auteurs israéliens bénéficient d'une grande liberté d'expression et que de nombreux films politiques sont financés par l'argent public israélien. Des mauvaises langues diront que cette politique culturelle sert d'alibi, visant à donner du pays l'image d'une démocratie éclairée, une posture qui masque sa véritable attitude répressive à l'égard des Palestiniens. Admettons. Mais je préfère franchement cette politique culturelle à la situation existante dans bien des pays de la région¹⁹⁸.

Si ailleurs dans le monde, les opposants politiques sont admirés pour le courage de leur résistance face au régime qui les gouverne, le cas de ces *dissidents officiels israéliens* est bien différent : c'est pour chanter les louanges de la *seule démocratie au Moyen-Orient* qu'ils sont donnés en exemple. Et en effet, la gauche sioniste n'a jamais vu ses libertés d'expression ou d'action restreintes et aucun de ses fiers représentants, aussi *critiques* peuvent-ils paraître, n'a jamais été inquiété par le pouvoir. Ce qui ne témoigne que des privilèges dont ils jouissent, et non de la démocratie israélienne, car celle-ci

198. « Israël, cible de Ken Loach », par Ariel Schweitzer, *Le Monde*, 15 septembre 2009.

n'hésite pas à harceler les organisations politiques et culturelles des citoyens arabes d'Israël et de la gauche anticoloniale, dont le Camp de la paix tient à se distinguer. Toute opposition anticoloniale – et de ce fait non sioniste – est disqualifiée et désignée comme une volonté de voir la destruction d'Israël *juif et démocratique*. Loin d'être des *pacifistes israéliens* (tels qu'on les nomme dans les médias français), ils sont donc les garde-frontières de la contestation. En tant que pièce maîtresse de la vitrine israélienne libérale et occidentale, ils définissent la ligne qui distingue la critique légitime de celle qui ne l'est pas, et empêchent l'expression des voix anticoloniales et antisionistes. Notons que l'idéologie sioniste, qu'elle soit de gauche ou de droite, rassemble la plupart des Juifs du pays, c'est-à-dire environ deux tiers de la population israélienne. La grande majorité des citoyens non juifs, des ultra-orthodoxes juifs et des quelques milliers de partisans de la gauche anticoloniale ne sont pas sionistes. Même s'ils représentent près d'un tiers de toute la population israélienne, leurs voix étouffées sont rarement audibles et leur existence est mal connue.

La gauche sioniste, en revanche, n'est ni silencieuse ni invisible. Se considérant comme une référence de moralité (et reconnue comme telle par ses soutiens étrangers), elle tire la sonnette d'alarme depuis des décennies pour annoncer que la société israélienne est sur une pente glissante qui risque de l'amener au désastre. Refusant d'admettre que le désastre est déjà là, elle continue de le voir pointer à l'horizon et s'en tient donc à des déclarations inquiètes. Ainsi en Israël, de plus en plus de voix dudit Camp de la paix s'élèvent pour évoquer la chute inexorable du pays, tout en usant de prudentes circonvolutions sémantiques telles que « danger d'apartheid » ou « presque

apartheid ». Ou encore, comme dit le réalisateur Amos Gitaï après qu'une famille palestinienne a été brûlée vive dans l'incendie de sa maison par des colons israéliens à l'été 2015, « on approche d'une zone de danger grise¹⁹⁹ ». Car s'il fallait admettre la réalité de l'apartheid israélien, il faudrait en tirer les conséquences et mettre en question un système dont les sionistes de gauche tirent quelque avantage. Les ténors du Camp de la paix préfèrent donc affirmer que la société israélienne filerait un mauvais coton nécessitant éventuellement quelques pressions extérieures. C'est ainsi que dans un courrier adressé à tous les députés du Parlement européen, 550 personnalités israéliennes du Camp de la paix ont réagi à la décision européenne de marquer les produits en provenance des territoires palestiniens occupés : « Nous espérons que cette action de marquage des produits des colonies israéliennes dans les territoires va vous encourager à appliquer d'autres mesures concrètes pour signaler la distinction entre Israël à l'intérieur des frontières de 1967 et les territoires occupés. Ces actions sont inévitables dans la perspective d'un accord de paix, du renforcement de la position d'Israël dans le monde et pour faire face aux tentatives de délégitimation d'Israël²⁰⁰ » (parmi les signataires de cette lettre, on trouve l'ancien ambassadeur Eli Barnavi, l'artiste Dani Karavan, le professeur Zeev Sternhell et bien d'autres). Si la gauche sioniste se déclare à l'occasion favorable à des pressions extérieures exercées sur les colons et au marquage, voire même au boycott, des produits en provenance des colonies, elle reste toutefois farouchement opposée

199. Interview d'Amos Gitaï, par Alexandra Schwartzbrod, *Libération*, 11 août 2015.

200. « Le groupe Alon Liel appelle

l'Europe à renforcer ses actions contre Israël », par Ariel Kahana, *Makor Rishon*, 15 janvier 2016 (en hébreu).

au BDS, et particulièrement hostile au boycott universitaire et culturel.

Privilèges ashkénazes dans l'université et la culture

On l'a vu, l'État et les institutions publiques israéliennes soutiennent principalement une culture européanisée, produite et consommée par une élite ashkénaze apparentée à la gauche sioniste et au centre antireligieux. Cette élite ne représente plus qu'un cinquième de la population israélienne mais occupe, depuis la création de l'État, les postes de direction de la plupart des institutions et organisations professionnelles culturelles et universitaires israéliennes. C'est ainsi que quasiment toutes ces institutions (établissements d'enseignement supérieur, écoles d'art, collèges académiques, théâtres nationaux, orchestres, fonds du cinéma, musées, festivals, compagnies de danse, etc.) sont dirigées par des Ashkénazes dont les postes de direction sont caractérisés par une longévité qui semble inaltérable (vingt ans, en moyenne).

Ces pratiques guère démocratiques ne suscitent pourtant que très peu de contestations dans leurs cercles professionnels. Si les partisans de la gauche sioniste restent fanatiquement attachés aux directions des institutions universitaires et culturelles, c'est parce que celles-ci représentent leurs derniers bastions de pouvoir. Et si le gouvernement israélien – y compris l'actuel, d'extrême droite – leur laisse ces bastions, c'est parce que le Camp de la paix a toujours servi fidèlement les gouvernements israéliens, traversant sans broncher toutes les crises politiques au service d'un État qui commettait des crimes de guerre. Sous tous les gouvernements et quels que soient les événements, les responsables de l'éducation supérieure, les fonds de cinéma, les

Un boycott légitime

compagnies musicales, théâtrales et de danse, les musées, festivals et centres culturels ont continué à collaborer à l'image de normalité israélienne. Leur appartenance à la gauche sioniste et leurs discours rodés soulignent le caractère pluriel et démocratique de ces institutions : ils les rendent présentables à l'étranger et acceptables dans le paysage culturel occidental. Ces institutions et leurs dirigeants deviennent un atout solide pour la communication de tous les gouvernements, et un instrument privilégié de la *hasbara*-marketing.

Boycott et dialogue

Présentée tantôt comme l'expression représentative de la culture israélienne, tantôt comme une opposition menacée, la gauche sioniste tire sa vigueur de sa capacité à s'assimiler à la culture occidentale et à s'affirmer comme le seul barrage contre une pensée d'extrême droite religieuse fanatique. Ses représentants dans les domaines universitaires et culturels sont utilisés – et acceptent de l'être – comme des ambassadeurs à l'étranger. Ils bénéficient pour la promotion de leurs œuvres d'un lobbying médiatique important auprès des journalistes qui leur accordent de larges espaces dans leurs colonnes. Amos Oz, David Grossman, A.B. Yehoshua, Amos Gitaï et d'autres peuvent ainsi compter sur des campagnes de promotion gracieuses sans commune mesure avec ce que peuvent espérer d'autres artistes ou écrivains non occidentaux. C'est pour protéger leur accès favorisé à la scène européenne que les ténors de la gauche sioniste s'opposent au boycott, assurant qu'il risque de porter atteinte aux *ponts de dialogue* que sont les échanges universitaires et culturels. Comme l'assure Lionel Choukroun, ancien attaché culturel à l'ambassade de France en Israël, «s'il est un domaine

dans lequel le boycott ne devrait pas tenir lieu de politique, c'est bien la culture. [Le boycott culturel] comme celui qui concerne le champ universitaire ou scientifique sont sans doute les versants les plus insupportables de l'idée même de boycott : refuser le dialogue des cultures et des savoirs²⁰¹. »

En Israël, les *ponts* qui seraient le savoir, la culture et les arts se limitent à un dialogue entre soi. Eurocentrée, la culture libérale israélienne exclut ceux qui seraient pourtant les mieux placés pour un véritable dialogue. La culture juive arabo-orientale des *Mizrahim*, jointe à celle des Palestiniens d'Israël, pourrait en effet devenir un levier d'intégration dans l'espace géographique du Moyen-Orient arabo-musulman et contribuer à y construire ces fameux *ponts de dialogue*. Elle pourrait même être un champ de rencontres et d'échanges avec les populations arabes et musulmanes en Occident. Elle reste toutefois inconnue en Europe où elle n'est quasiment pas exportée puisqu'elle est en contradiction avec l'image séculaire et occidentale que veut se donner le pays. Quant à la culture israélo-européenne destinée à l'exportation, elle ne suscite que peu d'intérêt en Israël même. L'hégémonie ashkénaze qui règne, on l'a vu, dans les institutions universitaires et culturelles, restreint les chances qu'aurait la culture orientale et arabe – majoritaire en Israël – de se développer à l'intérieur du pays comme d'être connue à l'extérieur.

Si jusque dans les années 2000, des artistes et universitaires israéliens et palestiniens participaient ensemble à des conférences, rencontres

201. «La culture, pas le boycott»,
Lionel Choukroun, *Huffington Post*,
21 août 2015.

artistiques, colloques et autres événements consacrés au dialogue israélo-palestinien, la politique de *séparation* a fait son œuvre. Désormais, seule la gauche sioniste cherche à tout prix à provoquer des rencontres culturelles et universitaires célébrant le dialogue et la diversité. C'est le cas par exemple des festivals dits de l'*Autre Israël (Other Israel)*, événements dans lesquels il est de bon ton de présenter quelques œuvres conçues par des «Arabes israéliens» et de promouvoir les diversités sociales, sexuelles et religieuses ou l'égalité hommes femmes, conformément aux lignes directrices de la *hasbara*. Ces opérations promotionnelles destinées à un public étranger permettent de renforcer le statu quo, en blanchissant les Israéliens qui y participent sans qu'ils aient à renoncer aux privilèges qui sont les leurs. En dehors de ces parenthèses d'égalité artificielle, les Palestiniens continuent à subir leur statut de colonisés tandis que les Israéliens vivent pleinement la normalité de la société colonisatrice. C'est pourquoi, aujourd'hui, la plupart des artistes et universitaires palestiniens et arabes – tout comme leurs confrères israéliens anticolonialistes – refusent de participer à ce type d'événements. Basés sur la fausse prémisse d'une égalité de droits entre Israéliens et Palestiniens, ces événements prétendent prôner l'échange de savoirs et de culture, la paix et la cohabitation pacifique, mais ont pour objectif la promotion de l'image de pluralisme et de progressisme israéliens.

Pour les opposants au boycott, refuser de participer à ces mascarades serait l'expression d'un rejet global qui emporterait «dans le même mouvement les forces qui, en Israël, œuvrent jour après jour au rapprochement avec les Palestiniens en sorte que les partisans du boycott sont, aussi, des saboteurs et

des naufrageurs d'espérance²⁰²». Les directives de la campagne de boycott des institutions universitaires et culturelles israéliennes sont pourtant sans ambiguïté. Elles répondent à la définition de la liberté d'expression telle que stipulée dans le Pacte international des Nations unies relatif aux droits civils et politiques²⁰³ et rejettent le boycott des individus basé sur leur identité – leur citoyenneté, race, sexe ou religion – ou sur leurs opinions. Être employé par une institution universitaire ou culturelle israélienne ne constitue pas un motif de boycott. L'affiliation professionnelle d'individus à une institution israélienne – universitaires, artistes, auteurs ou acteurs culturels – n'est pas une raison de boycott, même s'ils ont bénéficié de subventions israéliennes pour la production de leurs œuvres.

En revanche, les activités d'un particulier qui représente l'État d'Israël ou une institution israélienne, qu'il agisse bénévolement ou qu'il ait été recruté par les autorités pour participer aux efforts d'*hasbara*, sont soumises au boycott auquel appelle la campagne BDS. De même, tout événement organisé par ou avec le soutien de l'État d'Israël ou de l'un de ses organismes officiels (universités, institutions culturelles, ou autres) est « boycottable » – comme tout artiste, œuvre, institution qui bénéficie du soutien de l'État d'Israël pour sa diffusion, sa promotion et son exposition à l'étranger.

202. «Le boycott d'Israël est une arme indigne», par Pascal Bruckner, Bertrand Delanoë, Frédéric Encel, Alain Finkielkraut, Anne Hidalgo, François Hollande, Patrick Klugman, Bernard-Henri Lévy, Manuel Valls, etc. *Le Monde*, 1^{er} novembre 2010.

203. Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies, Pacte

international relatif aux droits civils et politiques, adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966 : <http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CCPR.aspx>

Au contraire de ce que prétendent ses détracteurs, la campagne de boycott des institutions universitaires et culturelles n'empêche pas les échanges et les rencontres. Des artistes, créateurs, chercheurs et intellectuels israéliens refusant de se prêter au jeu de la normalisation et de servir de paravent au pouvoir nouent des contacts, mènent en commun des travaux avec des collègues et confrères palestiniens, sont accueillis dans des centres de recherches universitaires spécialisés dans le Moyen-Orient et voient leurs œuvres et travaux intellectuels circuler dans le monde arabe.

Plusieurs universitaires et intellectuels israéliens sont invités comme orateurs dans le cadre de l'*Apartheid Week*, qui organise chaque année des rencontres dans des centaines de campus dans le monde. Les universitaires militants israéliens de l'*Académie pour l'égalité* organisent entre autres un colloque sur la liberté universitaire avec leurs confrères de l'université de Tul Karem, en Cisjordanie occupée. Plusieurs Israéliens sont membres du Centre européen d'études de la Palestine, au département Moyen Orient et études islamiques de l'université d'Exeter et de la *School of Oriental and African Studies* (SOAS) de l'université de Londres, ou à l'institut du Moyen Orient de l'université Brown, aux États-Unis. Des études sont menées en commun par des chercheurs israéliens et palestiniens dans des centres palestiniens de recherche, tels que *Adallah*, *Mada*, *Daar* ou *Zohrot*. Des compagnies théâtrales indépendantes accueillent à l'étranger des troupes de comédiens palestiniens et israéliens. Des projets artistiques y sont menés en commun par des acteurs et artistes israéliens, palestiniens et du monde arabe. Des films réalisés par des cinéastes israéliens comme Avi Mograbi, Anat Even ou Udi Aloni sont projetés dans des festivals de cinéma palestinien. Des

livres d'auteurs israéliens, tels que Almog Bahar ou Sami Shalom Chetrit, sont traduits et diffusés dans le monde arabe, tandis que des œuvres d'auteurs contemporains arabes sont publiés par la maison d'édition indépendante Andalus, basée à Tel-Aviv.

Certes encore peu nombreux, ces rencontres, échanges et coopérations non institutionnels sont l'embryon d'un espace commun fondé sur l'égalité des droits.

IV. Boycotter Israël, une campagne discriminatoire ?

À l'occasion de sa visite en Israël au printemps 2016, Manuel Valls déclarait : « Comment peut-on se dire éclairé, démocrate, et vouloir boycotter le savoir, la recherche, la culture, la création, la créativité ? [...] Derrière ce boycott, nous savons bien ce qu'il y a, non seulement la contestation, mais aussi la détestation de l'État d'Israël, la détestation d'un foyer juif, et donc des Juifs dans leur ensemble²⁰⁴. » Ces mots du Premier ministre français étaient l'écho docile des propos tenus par le Premier ministre israélien deux ans auparavant : « Les fondateurs du mouvement BDS exposent clairement leurs objectifs. Ils veulent la fin de l'État juif. [...] Ce sont des antisémites classiques dans des habits modernes. Je pense que nous devons les combattre. Il est temps de délégitimer les délégitimateurs²⁰⁵. »

Pour prétendre que la critique politique d'Israël ou l'appel à son boycott relèvent de l'antisémitisme, il faut pouvoir les identifier comme une stigmatisation

204. Discours de M. Valls aux étudiants de l'université de Tel Aviv en mai 2016, cité dans « En Israël, Manuel Valls veut rassurer tout le monde », Bastien Bonnefous, *Le Monde*, 23 mai 2016.

205. « Prime Minister Benjamin

Netanyahu's Remarks at the Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations », 17 février 2014 (<http://www.pmo.gov.il/English/MediaCenter/Speeches/Pages/speechpre170214.aspx>).

raciste des Juifs. C'est dans ce cadre qu'a surgi au début des années 2000 (d'abord en France puis partout dans le monde) le concept fourre-tout de *nouvel antisémitisme*. « Quoiqu'ils prétendent, les boycotteurs ne pourront pas faire que les universitaires israéliens, mis par eux au ban de l'université européenne, ne soient aussi des Juifs²⁰⁶ », affirme le cinéaste Claude Lanzmann. Les termes *État juif*, *armée juive*, *enseignants juifs* ou *produits juifs* contribuent à entretenir la confusion entre Juifs, sionistes et Israéliens. Cette confusion est l'axe central de la rhétorique assimilant antisionisme et antisémitisme. En France, elle a reçu une caution officielle avec le rapport « Chantier sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme », rédigé à l'attention du ministre de l'Intérieur par Jean-Christophe Rufin²⁰⁷. Il y regrette que l'arsenal juridique français « se montre extrêmement démuné quant aux formes nouvelles de l'antisémitisme radical²⁰⁸ ».

De même, le rapport du CRIF intitulé « Le boycott d'Israël : que dit le droit ? » déplore : « La réponse juridique n'est pas suffisante face à une campagne qui, sous couvert des principes de non-violence, de justice ou d'antiracisme, encourage en réalité à la haine et à la discrimination à l'égard de tout un peuple, en le culpabilisant collectivement et en niant son caractère pluraliste et démocratique²⁰⁹. » Les porte-voix d'Israël alimentent ainsi le discours vicieux qui fait de tout Juif un sioniste et donc un Israélien potentiel.

206. Cité dans « Après le refus de l'Université Paris VII de boycotter Israël, le combat continue (5/5) », Véronique Chemla, 4 juin 2015 (<http://www.veroniquechemla.info/2015/06/apres-le-refus-de-luniversite-paris-vii.html>).

207. Jean-Christophe Rufin est écrivain, médecin et responsable de nombreuses

associations d'aide humanitaire, selon « Chantier sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme », Jean-Christophe Rufin, octobre 2004, p. 1.

208. « Chantier sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme », Jean-Christophe Rufin, octobre 2004, p. 30.

209. « Le boycott d'Israël : que dit le droit ? », Michaël Ghnassia, CRIF, 2011.

Assimiler l'antisionisme (critique politique) à l'antisémitisme (racisme), c'est faire preuve d'ignorance historique. En effet, depuis l'apparition du sionisme à la fin du XIX^e siècle, des millions de Juifs à travers le monde ont refusé, pour des raisons religieuses, patriotiques, internationalistes ou autres, d'adhérer au projet d'un État juif. Affirmer que l'antisionisme relève de l'antisémitisme, c'est traiter d'antisémites des millions de Juifs antisionistes qui vivaient en Europe – et parmi eux la majorité des Juifs exterminés dans les camps nazis. Sans oublier que l'antisionisme juif était tout aussi répandu hors de l'Europe, la plupart des Juifs du monde arabo-musulman n'étant pas sionistes.

Aujourd'hui, nombreux sont les Juifs qui se démarquent explicitement du sionisme, y compris parmi les personnalités et dans les organisations soutenant la campagne BDS, et sa pointe avancée portant sur l'université et la culture.

Voir dans la campagne de boycott une volonté de détruire l'État d'Israël, c'est confondre intentionnellement la destruction d'un régime avec celle de sa population. La *destruction* du régime de l'apartheid sud-africain ou de celui de l'Union soviétique n'a évidemment pas impliqué la destruction de leurs populations. Depuis la création de l'État d'Israël, la perspective d'une destruction fait partie de la rhétorique de la Menace et est abondamment utilisée pour désigner les *héritiers d'Hitler* (du mufti de Jérusalem Husseini à Yasser Arafat ou Ahmadinejad, et aujourd'hui la campagne de boycott). Les revendications du BDS pour l'égalité et la démocratisation de la Palestine-Israël aujourd'hui sous régime israélien et l'abolition des privilèges ethno-religieux sont ainsi considérées par de prétendus démocrates comme une volonté de *destruction*. Un terme

Un boycott légitime

supposé camoufler le racisme flagrant de l'argument d'une *menace* démographique. « Si la liberté, la justice et les droits égaux pour tous devaient détruire Israël, qu'est-ce que cela dit d'Israël²¹⁰? » souligne avec justesse Omar Barghouti²¹¹.

210. « Israël face à la menace montante du boycottage », Piotr Smolar, *Le Monde*, 6 juin 2015.

211. Omar Barghouti est un des membres fondateurs de PACBI et cofondateur du BDS.

La seule démocratie... ou pourquoi pas les autres ?

Shimon Peres affirmait en 2015 : « La focalisation sur Israël, alors qu'il y a tant de zones de conflits ultra-violents dans le monde, est révélatrice des intentions des promoteurs du boycott²¹². » Les détracteurs du BDS feignent ainsi de se demander pourquoi il faudrait boycotter Israël et pas d'autres pays à la politique encore plus critiquable. Denis MacShane, ancien ministre britannique des Affaires européennes, s'interrogeait en 2010 :

Les attaques contre la liberté des médias, contre les femmes, les homosexuels, ou les avocats sont mille fois pires en Iran ou en Arabie saoudite. En Syrie ou en Libye, il n'y a pas de démocratie. En Jordanie, la démocratie reste limitée. Enfin, dans tout le monde arabe, les mouvements des Frères musulmans affichent ouvertement leur antisémitisme. Appelle-t-on au boycott de ces États, de leurs journalistes ou de leurs professeurs²¹³ ?

Ainsi, la campagne BDS serait discriminatoire et opérerait une singularisation injuste et malveillante, en

212. Discours de Shimon Peres, conférence pour la sécurité nationale, Herzliya 2015.

213. « Le boycott d'Israël va envenimer le conflit israélo-palestinien », Denis Mac Shane, *Le Monde*, 14 décembre 2010.

appliquant un système de deux poids deux mesures à l'encontre de *la seule démocratie au Moyen-Orient*.

C'est oublier que boycotts, désinvestissements et sanctions sont des pratiques courantes dans les relations entre États et entre gouvernements. La Russie par exemple a récemment été soumise à des sanctions suite à « l'annexion illégale de la Crimée et à la déstabilisation délibérée d'un pays souverain frontalier²¹⁴ ». Vingt-quatre pays sont actuellement sous mesures restrictives décidées par l'Union européenne et vingt et un sous sanctions par les États-Unis.

L'État d'Israël fait partie de nombreuses institutions européennes²¹⁵, il se considère et est reconnu comme un pays occidental. Dans tous les domaines, il est comparé aux démocraties libérales. Sauf quand il s'agit du respect des droits de l'homme où il en va tout autrement : il faudrait alors le mesurer, non plus aux États démocratiques, mais à ses pays voisins ou à des États criminels auprès desquels il peut apparaître comme un moindre mal. Pourtant, si Israël partage les valeurs démocratiques et combat en leur nom, c'est à leur aune qu'il doit être jugé. Mais la démocratie israélienne, sous *menace* constante, revendique un statut singulier lié à sa situation particulière de citadelle assiégée contrainte d'attaquer pour se défendre. Israël accuse ceux qui discutent ce statut singulier de vouloir le singulariser, de ne pas le traiter comme les autres pays. La campagne BDS en serait l'exemple par excellence. Dans une tribune intitulée « Le boycott d'Israël est une arme indigne », un brillant collectif de penseurs et de responsables

214. https://europa.eu/newsroom/highlights/special-coverage/eu_sanctions_fr

215. Israël est membre du CERN (Conseil européen de recherche nucléaire), des groupes de recherche et des instances sportives

européennes, de programmes universitaires européens (tels que Erasmus Mundus et Tempus), de Euromed, de l'Eurovision, et bénéficie de nombreux accords d'associations privilégiés avec l'Union européenne.

politiques français affirme que «rien ne saurait autoriser que l'on applique à la démocratie israélienne un type de traitement qui n'est réservé aujourd'hui à aucune autre nation au monde, fût-elle une abominable dictature²¹⁶». Mais dans les faits, Israël bénéficie bel et bien d'un traitement de faveur qui n'est réservé à aucune autre nation. Seul État au monde créé par une décision onusienne, Israël est fondé sur le droit international dont il fait pourtant peu de cas. État occupant depuis un demi-siècle, il est aussi le seul membre de l'ONU à n'avoir jamais déclaré ses frontières. Il détient le record des résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU et du Conseil de sécurité votées et non appliquées. Puissance nucléaire non signataire du traité de non-prolifération, Israël refuse toute inspection de ses installations et arsenal nucléaires, viole régulièrement la IV^e Convention de Genève sur la protection des populations civiles et dédaigne la décision de la Cour internationale de justice concernant la «barrière de séparation».

Placé au-delà du droit international et dispensé de le respecter, Israël est loin d'être traité comme une *abominable dictature*, mais jouit au contraire d'un statut d'État d'exception. Ni sa politique ininterrompue d'occupation et de colonisation, ni la brutalité et la disproportion de ses opérations militaires n'ont jamais été sanctionnées. Au contraire, en se présentant comme le rempart de l'Occident face à la barbarie, les autorités israéliennes ont obtenu l'appui de la plupart des gouvernements occidentaux. C'est ainsi qu'en 2014, lorsque Israël lançait son opération «Bordure protectrice» et ses bombardements massifs

216. «Le boycott d'Israël est une arme indigne», *op.cit.*

sur Gaza²¹⁷, Hillary Clinton affirmait que « même si [Israël] a tort, la responsabilité pèse sur le Hamas²¹⁸ » et précisait : « Protéger l'avenir d'Israël n'est pas une question politique pour moi, c'est une question personnelle²¹⁹. » Quelques mois plus tard, les trois piliers de l'Union européenne, Angela Merkel, David Cameron et François Hollande, confirmaient conjointement : « La sécurité d'Israël est, et restera, une question de la plus haute importance pour nous²²⁰. » Le statut d'exception d'Israël sur la scène diplomatique mondiale se voit donc garanti par la classe dirigeante occidentale qui accorde l'impunité au régime israélien et lui permet de piétiner le droit international.

En visite à Jérusalem pendant l'opération « Plomb durci » en 2009, Benita Ferrero-Waldner, commissaire de l'Union européenne chargée des relations extérieures, interpellait le président israélien Shimon Peres : « Vous avez le droit à l'autodéfense. Mais ce qui se passe à Gaza est au-delà de toute proportion. Je vous le dis, monsieur le Président, l'image d'Israël dans le monde a été détruite²²¹. » La destruction dont il fallait s'inquiéter n'était pas

217. Les attaques menées par Israël pendant « Plomb durci » furent qualifiées d'agressions délibérées de civils par plusieurs ONG internationales et agences de l'ONU, elles firent 2 310 morts et 10 626 blessés palestiniens. Chiffres du ministère palestinien de la Santé, cité dans « Ministry: Death toll from Gaza offensive topped 2,310 », Ma'An News Agency, 3 janvier 2015

218. « "Failure" to help Syrian Rebels leads to the Rise of ISIS », interview d'Hillary Clinton, accordée à Jeffrey Goldberg, *Atlantic Magazine*, 2014 (<http://www.theatlantic.com/international/archive/2014/08/hillary-clinton-failure-to-help-syrian-rebels-led-to-the-rise-of-isis/375832/>).

219. « Secretary of State Hillary

Rodham Clinton's remarks at the 2012 Saban Forum », US Department of State, Washington DC, 30 novembre 2012. <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2012/11/Secretary-of-State-Hillary-Rodham-Clinton-Remarks-Saban-Forum-2012.pdf>

220. « Tribune conjointe de François Hollande, président de la République, d'Angela Merkel, chancelière de la République d'Allemagne et de David Cameron, Premier ministre du Royaume-Uni, sur l'Iran », site de la présidence de la République française, 10 septembre 2015.

221. « Diplomats: Gaza Op Causing Long-term Harm to Israel's Image », *Haaretz*, 14 janvier 2009.

celle de Gaza, mais celle de l'image d'Israël. À juste titre, les dirigeants israéliens interprètent ce genre de déclarations (appartenant au registre très diplomatique des *inquiétudes*, *déplorations*, *indignations* et *condamnations*) comme un blanc-seing pour continuer à mener la politique qu'ils conduisent depuis des années. Cette carte blanche accordée par la *communauté internationale* à l'intensification de la politique d'occupation, de colonisation et de législation raciste renforce le mépris du pouvoir israélien vis-à-vis du droit international en général, et des droits de l'homme en particulier. Il n'est pas surprenant que les responsables politiques israéliens – et avec eux de plus en plus de leurs concitoyens – estiment, comme Tzipi Hotovely, la vice-ministre des Affaires étrangères, que « cette terre n'appartient qu'à Dieu, c'est Lui qui a décidé de nous l'offrir en héritage²²² », et que par conséquent seul le droit divin est légitime.

La campagne BDS et en particulier l'appel au boycott des institutions universitaires et culturelles israéliennes récusent le statut d'exception de l'État d'Israël et oeuvrent pour que ce statut singulier soit aboli. Chercher à interdire le BDS, c'est souligner encore davantage la singularité d'Israël. Mais pour ceux qui soutiennent l'État juif, revendiquer ou refuser un statut exceptionnel est un double joker qui permet, selon l'occasion ou l'interlocuteur, d'exiger un traitement de faveur tout en refusant d'être singularisé. C'est une injonction paradoxale²²³, un *double bind* qui ne permet aucun débat rationnel.

222. « Hotovely : "Dire au monde que nous avons raison" », *IsraPresse*, 21 mai 2015.

223. Injonction paradoxale, ou double-contrainte : notion de psychologie décrivant la situation

dans laquelle se trouve un individu soumis à deux contraintes qui s'opposent ; l'*obligation* de chacune contenant une *interdiction* de l'autre, ce qui rend la situation insoluble, a priori.

Boycotter l'exception

En France d'abord, puis ailleurs en Europe et en Amérique du Nord, des gouvernements et des groupes de pression se mobilisent pour dénoncer, réprimer et criminaliser la campagne du BDS comme s'il s'agissait d'une question de politique intérieure.

Cette levée de boucliers peut s'interpréter de différentes façons. Les amateurs de théories du complot y voient – comme en tout et partout – une preuve de l'influence de la *pieuvre judéo-sioniste*. D'autres invoquent l'explication classique d'un sentiment européen de culpabilité qui gouvernerait toute attitude envers Israël. Il nous semble plutôt que le boycott des institutions et produits israéliens a dépassé sa nature fondamentale – c'est-à-dire une pression citoyenne non-violente pour forcer un État à se plier aux exigences du droit international. Il cristallise des questions qui vont au-delà d'Israël et de la Palestine et qui sont liées à ce que sont aujourd'hui les démocraties dans le contexte mondial.

Depuis le début du ^{xxi}e siècle, les responsables politiques israéliens, appuyés par des stratèges, juristes et chercheurs, participent à l'offensive mondiale pour adapter le droit international – particulièrement le droit de la guerre et les droits de l'homme – aux réalités contemporaines des démocraties libérales menacées par le terrorisme. Alors que, comme

le rappelle le secrétaire général des Nations unies, Ban ki Moon, «les peuples résistent toujours aux occupations²²⁴», Israël s'emploie à convaincre que la résistance palestinienne, y compris le BDS, ferait partie de la guerre lancée contre la démocratie et les valeurs occidentales. Amir Gissin, chargé des relations publiques au ministère israélien des Affaires étrangères, confirme que «suite au 11 Septembre, notre objectif est de positionner Israël dans la coalition des pays modérés contre l'islamisme radical²²⁵.» Les récents attentats survenus en France, en Europe et aux États-Unis, la vague de réfugiés qui se pressent aux portes européennes et les tensions sociales et raciales exacerbées ont donné à Israël l'occasion de se présenter comme exemplaire en matière de gestion de conflits. «Non seulement l'histoire d'Israël est une *success-story*, mais le temps joue en sa faveur. Sa capacité à gérer un conflit permanent est une source d'optimisme. Même si nous la désirons, la paix n'est pas une condition indispensable pour survivre ou réussir²²⁶», affirme le professeur Ephraïm Inbar, directeur du Centre Begin-Sadate pour les études stratégiques. Bien que son bilan soit accablant en matière de droits de l'homme et d'«apaisement de conflits», Israël est devenu à la fois un laboratoire et un modèle de démocratie sécuritaire, un «exemple israélien²²⁷» auquel les élites dirigeantes mondiales adhèrent de plus en plus.

224. «Ban Ki-Moon interpelle Israël sur sa politique vis-à-vis des Palestiniens», Centre d'actualités de l'ONU, 1^{er} février 2016 (<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=36542>).

225. «Don't mention the war – Israel seeks image makeover», Dan Williams, *Reuters*, 26 octobre 2006.

226. «Time favors Israel», centre Begin-Sadate des études stratégiques, université de Bar-Ilan, septembre 2013.

227. «Après l'attaque de Bruxelles, l'exemple israélien examiné de près», Nicolas Ropert, *Le Monde*, 23 mars 2016 et «Sécurité: le modèle israélien», *FranceTV Info*, 19 juillet 2016.

Ainsi, en novembre 2013, François Hollande en visite en Israël déclarait : « Vous êtes une grande démocratie – vous l’avez rappelé et vous pouvez en être fiers – car malgré les épreuves que vous avez rencontrées, jamais, je dis bien jamais, vous n’avez cédé sur la démocratie, sur le pluralisme, sur les droits²²⁸. » Une déclaration inquiétante car la *démocratie israélienne* est en état d’exception quasi permanent depuis sa naissance. Le pays est soumis à un arsenal de lois et de décrets émis par l’armée ou par le gouvernement dans le cadre de l’état d’urgence temporaire reconduit chaque année à la majorité absolue par le parlement israélien. Cette situation provisoire devenue permanente permet ainsi à un régime non démocratique appliqué à une partie de la population de perdurer au nom de la démocratie. Mur de séparation et postes de contrôle, militarisation de la police, patrouilles armées dans les rues, profilage et contrôles au faciès, surveillance et classification de la population selon sa dangerosité présumée, pouvoir démesuré des services secrets, surmédiasation des experts et vénération du dieu Sécurité font partie intégrante de cette démocratie en état d’urgence. Réseaux sociaux sous contrôle, censure militaire, préférence nationale, immigration choisie, autorisations de séjour et de circulation, perquisitions nocturnes, assignations à résidence, déchéance de nationalité ou de droit de séjour, arrestations administratives, législation et institutions judiciaires parallèles, centres de rétention et refoulement des réfugiés, neutralisation des suspects et assassinats extrajudiciaires sont le quotidien de la démocratie israélienne.

228. Pour accéder au discours dans sa totalité : <http://www.elysee.fr/declarations/article/>

[declaration-du-president-de-la-republique-a-son-arrivee-a-l-aeroport-de-tel-aviv-en-israel/](http://www.elysee.fr/declarations/article/declaration-du-president-de-la-republique-a-son-arrivee-a-l-aeroport-de-tel-aviv-en-israel/)

Un boycott légitime

Ce modèle israélien d'état d'urgence permanent justifié par la sécurité nationale devient une référence, il est adopté par différents pays, dont la France qui fait office d'exemple. En appelant à l'égalité et à la justice dans tout l'espace actuellement sous régime israélien, la campagne BDS est un défi adressé aux démocraties néolibérales séduites par le modèle israélien. C'est pourquoi la Menace que représente le mouvement BDS ne réside pas seulement dans sa capacité à influencer la politique de l'État d'Israël ou le cours du conflit israélo-palestinien. En dénonçant le principe même d'état d'exception, elle brave les États qui souscrivent à la rhétorique de la Menace, à la surenchère sécuritaire et au modèle de gouvernance politique à l'israélienne : l'état d'exception comme état permanent.

Un boycott légitime

Avec trois lettres pour seule identité visuelle et des directives d'action accessibles à tous, le BDS est un label mondialement connu qui fonctionne sans organisation centralisée, sans organigramme, ni chef. Devenu un mouvement mondial, il est l'objet de tous les fantasmes pour les pouvoirs sécuritaires. Mouvement polymorphe et rhizomique, il doit son expansion aux centaines d'initiatives, d'événements et d'actions menés à travers le globe, qui influencent l'opinion publique et provoquent un débat mondial, réussissant même à peser sur des pouvoirs aussi implacables que ceux des multinationales. La volonté d'interdire la campagne BDS est en partie due à son mode d'action, à son expansion et à la modification des rapports de forces qu'elle engendre sans violence. Le BDS n'est pourtant pas un mouvement politique révolutionnaire, puisqu'il revendique seulement que les États et les instances internationales appliquent les décisions et les lois qu'ils ont eux-mêmes votées.

L'impunité dont jouit Israël et l'attitude des dirigeants occidentaux à son égard rendent inaudibles leurs discours sur la justice, la démocratie et les droits humains. Elles créent un décalage entre déclarations et réalité qui engendre une folie pouvant aller jusqu'à la violence meurtrière. La Palestine-Israël a toujours été un épïcêtre. Aujourd'hui ses ondes de choc traversent les frontières, arrivent jusqu'en

Un boycott légitime

Europe et y créent une atmosphère de violence aboutissant au tout-sécuritaire.

Refuser de se laisser éblouir par la vitrine idéalisée d'Israël en appliquant le boycott, et en particulier celui des institutions universitaires et du paravent culturel, est juste et urgent.

Juste, car c'est un acte de solidarité avec la société civile palestinienne, et notamment les universitaires et créateurs sous occupation. Mais c'est aussi un soutien aux Israéliens anticoloniaux, seuls véritables opposants au régime. Juste, car c'est un encouragement adressé à la résistance palestinienne non violente, ainsi qu'un appui aux intellectuels et artistes israéliens qui refusent de collaborer à l'occupation et d'être utilisés comme des accessoires de propagande.

Urgent, car la société israélienne est en processus de fascisation et ce sont les Palestiniens des territoires occupés, les citoyens arabes d'Israël et les réfugiés qui en paient quotidiennement le prix. Urgent, car les libertés d'expression, de recherche et de création sont de plus en plus restreintes. La voix des opposants anticoloniaux est insuffisante pour peser de l'intérieur sur le pouvoir israélien.

Juste et urgent, car ce mode de résistance non-violent est l'une des dernières chances offertes aux Palestiniens et aux Israéliens de vivre en paix dans un *État normal*, qui ne soit plus au-delà du droit international, c'est-à-dire hors-la-loi.

C'est pourquoi nous soutenons que le boycott universitaire et culturel d'Israël est un boycott légitime.

Annexes

ANNEXE 1

Appel palestinien au boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI)

(2004, revu le 21 décembre 2008)

Source : www.pacbi.org

Attendu que l'oppression coloniale, fondée sur l'idéologie sioniste, qu'Israël exerce sur le peuple palestinien comporte les éléments suivants :

- le déni de sa responsabilité dans la *Nakba* – notamment dans les vagues d'épuration ethnique et les spoliations qui sont à l'origine du problème palestinien – et, en conséquence, son refus de reconnaître les droits inaliénables des réfugiés et des personnes déplacées tels que définis et protégés par les lois internationales,

- l'occupation militaire et la colonisation de la Cis-jordanie (y compris Jérusalem-est) depuis 1967, en violation des lois internationales et des résolutions de l'ONU,

- la mise en place d'un système de discrimination raciale et de ségrégation des Palestiniens citoyens d'Israël, comparable à l'ancien système d'apartheid en Afrique du Sud,

Attendu que les institutions universitaires israéliennes (la plupart contrôlées par l'État) et la majorité des intellectuels et universitaires israéliens contribuent directement au maintien, à la défense et à la justification des formes d'oppression décrites ci-dessus ou s'en rendent complice par leur silence,

Attendu que toutes les interventions internationales n'ont pas réussi à contraindre Israël à respecter le droit humanitaire ou à mettre fin à l'oppres-

sion du peuple de Palestine, oppression qui s'exerce de multiples façons, notamment en assiégeant, en tuant indistinctement, en détruisant gratuitement, en construisant ce mur raciste,

Considérant le fait qu'au sein de la communauté universitaire et intellectuelle internationale, des hommes et des femmes de conscience ont historiquement endossé la responsabilité morale de combattre l'injustice, comme l'a montré leur lutte pour abolir l'apartheid en Afrique du Sud grâce à diverses formes de boycott,

Conscient que l'expansion du mouvement de boycott international contre Israël rend nécessaire la rédaction de ses lignes directrices,

Dans un esprit de solidarité internationale, de cohérence morale et de résistance à l'injustice et à l'oppression,

Nous, universitaires et intellectuels palestiniens, appelons nos collègues de la communauté internationale à boycotter toutes les institutions universitaires et culturelles israéliennes, afin de contribuer à la lutte pour mettre fin à l'occupation israélienne, à la colonisation et au système d'apartheid, en adoptant les pratiques suivantes :

- s'abstenir de toute participation, sous quelque forme que ce soit, à la coopération universitaire et culturelle, à des collaborations ou des projets communs en partenariat avec les institutions israéliennes,
- plaider en faveur du boycott complet des institutions israéliennes aux niveaux national et international, y compris la suspension de toute forme de financement et de subvention de ces institutions,
- encourager les désinvestissements et le désengagement vis-à-vis d'Israël de la part des institutions universitaires internationales,
- œuvrer en faveur de la condamnation de la politique d'Israël en incitant les associations et des

organisations universitaires, professionnelles ou culturelles, à adopter des résolutions,

– soutenir directement les institutions universitaires et culturelles palestiniennes sans faire de leur éventuel partenariat avec leurs homologues israéliens une condition implicite ou explicite de ce soutien.

Approuvé par :

La Fédération palestinienne des syndicats des professeurs et salariés des universités, la Fédération générale palestinienne des syndicats, le réseau des organisations non-gouvernementales palestiniennes, la Fédération des enseignants de Cisjordanie, la Fédération des écrivains palestiniens, la Ligue des artistes palestinienne, la Fédération des journalistes palestiniens, l'Union générale des femmes palestiniennes, l'Association des juristes palestiniens, et des dizaines d'autres fédérations, associations palestiniennes et organisations de la société civile.

Appel de la société civile palestinienne au boycott, au désinvestissement, et aux sanctions contre Israël jusqu'à ce qu'il applique les lois internationales et les principes universels des droits de l'homme (le 9 juillet 2005)

Source : www.pacbi.org

La société civile palestinienne appelle au boycott, aux sanctions et aux retraits des investissements contre Israël jusqu'à ce qu'il applique le droit international et les principes universels des droits de l'homme.

Un an après que l'avis consultatif historique de la Cour internationale de justice (CIJ) qui a jugé illégal le mur qu'Israël construit sur le territoire palestinien occupé, Israël continue sa construction du mur colonial au mépris total de la décision de la Cour.

Après trente-huit ans d'occupation par Israël de la Cisjordanie palestinienne (y compris Jérusalem-est), de la bande de Gaza et des hauteurs du Golan syrien, Israël continue à accroître les colonies juives.

Il a unilatéralement annexé Jérusalem-est occupé et les hauteurs du Golan et annexe maintenant de facto de grandes parties de la Cisjordanie à l'aide du mur. Israël prépare également, dans l'ombre, son redéploiement prévu de la bande de Gaza – pour établir et accroître les colonies en Cisjordanie.

Cinquante-sept ans après que l'Etat d'Israël a été établi principalement sur la terre ethniquement nettoyée de ses propriétaires palestiniens, une majorité de Palestiniens sont des réfugiés, dont la plupart sont apatrides.

D'ailleurs, le système de discrimination raciale contre ses propres citoyens arabes-palestiniens derrière lequel il s'est retranché demeure intact.

À la lumière des violations persistantes du droit international par Israël, et étant donné que, depuis 1948, des centaines de résolutions de l'ONU ont condamné les politiques coloniales et discriminatoires d'Israël en tant qu'illégales et ont appelé à des remèdes immédiats, proportionnés et efficaces, et

Étant donné que toutes les formes d'intervention internationale et de tentative de paix n'ont pas jusqu'ici convaincu ou forcé Israël à se conformer à la loi humanitaire, à respecter les droits de l'homme fondamentaux et à mettre fin à son occupation et son oppression du peuple de la Palestine, et

En raison du fait que les peuples de conscience parmi la communauté internationale ont historiquement endossé la responsabilité morale de combattre l'injustice, comme illustré dans la lutte pour abolir l'Apartheid en Afrique du Sud par diverses formes de boycott, de retrait d'investissement et de sanctions ;

Inspirés par la lutte des Sud-Africains contre l'Apartheid et dans l'esprit de la solidarité internationale, de la cohérence morale et de la résistance à l'injustice et à l'oppression,

Nous, représentants de la société civile palestinienne, invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid.

Un boycott légitime

Nous faisons appel à vous pour faire pression sur vos États respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israël.

Nous invitons également les Israéliens honnêtes à soutenir cet appel, dans l'intérêt de la justice et d'une véritable paix.

Ces mesures punitives non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international en :

1. Mettant fin à son occupation et à sa colonisation de toutes les terres arabes et en démantelant le mur ;
2. Reconnaisant les droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël à une égalité absolue ; et
3. Respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU.

Approuvé par :

Les partis politiques, les syndicats, les associations, les groupements et les organisations palestiniens qui représentent les trois groupes qui font intégralement partie du peuple de la Palestine : les réfugiés palestiniens, les Palestiniens sous occupation et les citoyens palestiniens d'Israël.

ANNEXE 2

Directives PACBI pour le boycott académique international d'Israël (révisées en juillet 2014)

Source : PACBI (traduction AURDIP)

PACBI, la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël, est, au sein du BNC, le Comité national palestinien de BDS, chargée de superviser les aspects de BDS qui concernent le boycott académique et culturel. Elle s'est positionnée depuis 2004 pour le boycott des institutions israéliennes académiques et culturelles. Cette position est fondée sur le fait que ces institutions sont profondément complices du système israélien d'oppression qui dénie aux Palestiniens leurs droits fondamentaux garantis par le droit international, ou qui a entravé l'exercice de ces droits, notamment la liberté académique et le droit à l'éducation.

Les institutions universitaires sont un élément clé de l'échafaudage idéologique et institutionnel du régime israélien d'occupation, de colonialisme et d'apartheid contre le peuple palestinien¹. Depuis sa création, l'université israélienne a lié son sort à l'establishment politico-militaire, hégémonique en Israël et, nonobstant les efforts d'une poignée d'universitaires qui ont des principes, l'université israé-

1. http://bdsmovement.net/files/English-BNC_Position_Paper-Durban_Review.pdf

Un boycott légitime

lienne est profondément impliquée dans le soutien et dans la perpétuation du déni systématique israélien des droits des Palestiniens².

Le boycott universitaire institutionnel auquel PACBI appelle a été adopté par le Conseil palestinien pour l'éducation supérieure (CHE). Il est dans la ligne de l'appel pour «la non-coopération dans les champs scientifique et technique entre les universités palestiniennes et israéliennes» qui fait autorité³ et il a le soutien de la Fédération des unions des professeurs et employés des universités (PFUUEP).

La liberté académique

Le BNC, via les directives du PACBI présentées ci-dessous, soutient le droit universel à la liberté universitaire. Le boycott institutionnel appelé par la société civile palestinienne, n'est pas en contradiction avec cette liberté. PACBI souscrit à la définition acceptée internationalement de la liberté universitaire telle qu'adoptée par le Comité des Nations unies sur les droits économiques, sociaux et culturels (UNESCR):

La liberté universitaire inclut la liberté des individus d'exprimer librement leurs opinions sur l'institution

2. La complicité académique israélienne va loin et serait trop longue à détailler ici. Voir quelques références sur <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=2024>, <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=2522>, et <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=2532>

3. Le Conseil palestinien de l'éducation supérieure (CHE) *The Palestinian Council for Higher Education* (CHE), composé de la direction des universités palestiniennes et de représentants de

la société adhère, depuis les années 1990, à la position de principe de la non-coopération avec les universités israéliennes jusqu'à ce qu'Israël mette fin à l'occupation ; cette position a été réitérée plusieurs fois, notamment dans une déclaration du CHE en remerciement au syndicat universitaire britannique NATFHE en 2006, et dans une *lettre du CHE adressée au PACBI* en 2005 : <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=2352>

ou le système dans lequel ils travaillent, d'accomplir leurs fonctions sans discrimination ou crainte de répression de la part de l'État ou de tout autre acteur, de participer à des organes professionnels ou de représentation universitaire, et de jouir de tous les droits humains internationalement reconnus applicables à d'autres individus de la même juridiction. La jouissance de la liberté universitaire porte en elle des obligations telles que le devoir de respecter la liberté universitaire des autres, de faire en sorte que des points de vue opposés soient débattus correctement, et de les traiter tous sans discrimination sur l'une des raisons prohibées⁴.

Ancré dans les préceptes du droit international et des droits humains universels, le mouvement BDS, PACBI compris, rejette par principe le boycott d'individus fondé sur leur identité (par exemple la nationalité, la race, le genre ou la religion) ou leurs opinions. Si toutefois un individu est un représentant de l'État d'Israël ou d'une institution israélienne complice (tels que doyen, recteur ou président) ou bien est recruté /missionné pour participer aux efforts d'Israël pour redorer son image, alors ses activités sont sujettes au boycott institutionnel auquel appelle le mouvement BDS.

Une simple affiliation d'universitaires à une institution académique israélienne n'est donc pas un motif de boycott.

Tandis que la liberté universitaire d'un individu devrait être pleinement et constamment respectée dans

4. Comité de l'ONU sur les Droits économiques, sociaux et culturels, « Mise en œuvre du Pacte international sur les droits

économiques, sociaux et culturels », Art. 13, « *le droit à l'éducation* » 8 décembre 1999, les italiques sont les nôtres.

Un boycott légitime

le contexte des boycotts universitaires, un universitaire, israélien ou autre, ne peut échapper à un boycott du «sens commun» (qui est hors de la visée des critères de boycott de PACBI) que des citoyens de conscience, de par le monde, peuvent susciter en réponse à ce qu'ils perçoivent largement comme une complicité individuelle flagrante, une responsabilité, une défense des violations du droit international (comme une implication directe ou indirecte dans la commission des crimes de guerre ou tout autre violation des droits humains ; incitation à la violence, insultes racistes ; etc.). À ce niveau, des universitaires israéliens ne devraient pas être automatiquement exemptés de critiques méritées ou de tout autre forme de protestation légale, boycott compris ; ils devraient être traités comme tout contrevenant de cette catégorie, ni mieux ni moins bien. Ceci est en accord avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, sur laquelle les principes du mouvement BDS sont basés et qui dit :

Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique⁵.

Directives du boycott universitaire

Depuis 2004, PACBI a soigneusement examiné de nombreux projets et activités universitaires, évaluant

5. « Déclaration universelle des droits de l'homme » des Nations unies (1948), Article 29(2).

si les critères du boycott leur étaient applicables et, en conséquence, a publié des lettres ouvertes, des déclarations ou des conseils à leur sujet. À l'appui de cette expérience et en réponse à la demande croissante de directives adressées à PACBI sur l'application du boycott universitaire à divers projets, depuis des conférences jusqu'à des programmes d'échange et des efforts de recherche, la Campagne expose ci-dessous des critères et des directives consistants et cohérents qui s'adressent spécifiquement aux nuances et particularités du monde universitaire.

Ces directives sont principalement destinées à aider les universitaires conscients et les organes universitaires dans le monde à être en harmonie avec l'appel palestinien au boycott, comme contribution au soutien du droit international et à la poursuite de la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité. Des directives semblables ont été publiées par PACBI pour le boycott culturel⁶.

En règle générale et prioritaire, toutes les institutions universitaires israéliennes, sauf preuve du contraire, sont soumises au boycott du fait de leur complicité de longue date, profonde et consciente, à maintenir l'occupation israélienne et le déni des droits fondamentaux des Palestiniens, soit par leur silence, leur implication effective dans la justification, le blanchiment ou par tout autre moyen de diversion de l'attention aux violations par Israël du droit international et des droits humains, soit bien sûr à travers leur collaboration directe avec des agences de l'État dans la planification et la mise en œuvre de projets qui contreviennent au droit international

6. <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=1045>

Un boycott légitime

et aux droits des Palestiniens. Par conséquent, ces institutions, toutes leurs activités et toutes les activités qu'elles sponsorisent ou soutiennent doivent être boycottées. Les projets avec toutes les institutions universitaires israéliennes devraient être arrêtés, comme ce fut le cas avec toutes les institutions universitaires sud-africaines sous l'apartheid.

Basé sur ce qui précède, PACBI incite les universitaires, les associations/unions universitaires et les institutions universitaires – ou autres – de par le monde, là où c'est possible et pertinent, à boycotter et/ou travailler en vue de la résiliation ou de l'annulation d'événements, d'activités, d'accords ou de projets impliquant des institutions universitaires ou qui font autrement la promotion de la normalisation de la place d'Israël dans le monde universitaire, blanchissant ainsi les violations par Israël du droit international et des droits des Palestiniens, ou qui violent les directives de BDS.

Les événements suivants, les activités ou les situations décrites sont spécifiquement en violation du boycott universitaire palestinien :

1. Les événements universitaires (tels que conférences, symposiums, ateliers, exposition de photos et de musées) convoquées ou co-sponsorisées par Israël, par des institutions israéliennes complices ou par leurs soutiens et groupes de lobby dans différents pays. Tous ces événements universitaires, qu'ils se tiennent en Israël ou ailleurs, méritent d'être boycottés sur des bases institutionnelles. Ces activités boycottables incluent les commissions et autres activités sponsorisées ou organisées par des organismes universitaires israéliens ou des associations dans des conférences internationales en

dehors d'Israël. Elles incluent également, et c'est important, la convocation en Israël de réunions d'organismes et d'associations internationaux.

Le principe général est qu'un événement ou projet porté sous le chapeau/égide ou affilié à ou financé par un organe officiel israélien ou une institution complice (y compris des groupes de lobby), constitue une complicité et donc relève du boycott. Le même traitement peut s'appliquer à des soutiens ou sponsors d'institutions non israéliennes qui servent des objectifs de la propagande israélienne.

2. Activités de recherche et développement entrant dans ces catégories au sens large :

a. Concernant les institutions universitaires – les accords de coopération institutionnelle avec des universités ou instituts de recherche israéliens. Les échanges de professeurs et d'étudiants et, plus important, la réalisation de recherches communes sont typiques de ces accords conclus entre des institutions universitaires internationales et israéliennes. Nombre de ces projets sont sponsorisés et financés par l'Union européenne (pour ce qui concerne l'Europe) et par des fondations indépendantes et gouvernementales ailleurs.

b. Concernant le gouvernement israélien et d'autres gouvernements ou fondations/institutions. Les chercheurs impliqués dans de tels projets peuvent être basés dans des universités américaines, européennes ou autres.

c. Concernant des sociétés et des institutions universitaires. Les activités de recherche-développement pour des sociétés internationales

comportant des contrats ou d'autres accords institutionnels avec des départements ou des centres d'universités israéliennes.

L'exemple le plus clair de la complicité universitaire avec Israël de la part de gouvernements est celle de «Horizon 2020⁷». Incluant Israël dans ce vaste projet de recherche universitaire en dépit des violations persistantes par Israël de la clause sur les droits humains de l'accord d'association euro-Israël⁸, le cadre légal d'Horizon 2020 et d'autres projets euro-israéliens équivaut à blanchir la longue liste de violations des droits humains commis par Israël et des universités complices au cours des dernières décennies.

D'autres exemples incluent la Fondation scientifique américano-israélienne (BSF)⁹, une institution créée par les gouvernements américain et israélien en 1972 pour sponsoriser la recherche israélienne et américaine et «l'initiative Euréka¹⁰», une initiative européenne intergouvernementale mise sur pied en 1985 qui inclut Israël, seul membre non-européen. Un autre exemple est donné par le Partenariat israélo-britannique de recherche et d'échanges universitaires (BIRAX), un projet à motivation politique qui vise à contrer le soutien croissant au boycott universitaire parmi les universitaires britanniques et leurs unions¹¹.

7. Voir : <http://ec.europa.eu/programmes/horizon2020/>

8. <http://www.bdsmovement.net/2008/%E2%80%9Cno-new-eu-israel-action-plan-in-april-2009%E2%80%9D-179>

9. <http://www.bsf.org.il/BSFPublic/Default.aspx>

10. <http://www.mi.government.bg/en/themes/eureka-initiative-23-287.html>

11. <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=788>

3. Des financements d'Israël ou de ses groupes de lobby à des activités/projets universitaires. Tout projet universitaire et activité financé totalement ou partiellement par Israël ou par l'un quelconque des groupes de lobby est boycottable. Tout forum/projet universitaire international qui accepte un financement israélien, de ses groupes de lobby ou des institutions complices est en contradiction avec le boycott universitaire palestinien d'Israël.

Nota : un-e universitaire israélien-ne est habilité-e, en tant que contribuable, à recevoir des financements de son gouvernement ou d'une institution en soutien à ses activités universitaires telles que la participation à des congrès internationaux et autres événements universitaires, pour autant que la condition ne soit pas de servir les intérêts politiques d'Israël de quelque manière que ce soit, par exemple la reconnaissance publique de ce soutien par les organisateurs du congrès ou de l'activité/événement. Le simple fait de l'affiliation d'un-e universitaire à une institution israélienne ne motive pas de boycotter le congrès ou l'activité.

4. Allocutions et communications dans des manifestations internationales de la part de représentants officiels de l'État d'Israël ou de représentants officiels d'institutions universitaires israéliennes, tels que présidents, recteurs ou doyens.

5. Les projets d'études à l'étranger en Israël pour des étudiants d'autres pays. Ces programmes sont habituellement hébergés dans des universités israéliennes et font partie de l'effort de propagande israélien destiné à donner à des étudiants internationaux une « expérience positive » d'Israël, blanchissant ainsi l'occupation et le déni des droits des

Un boycott légitime

Palestiniens. La publicité et le recrutement pour ces projets via les bureaux de la vie étudiante ou les départements d'études (comme les centres d'études du Moyen-Orient et internationales) des universités étrangères, devraient s'arrêter.

6. Les distinctions honorifiques universitaires ou la reconnaissance données à des officiels israéliens, représentants d'institutions universitaires israéliennes (comme la remise de diplômes honoraires et autres prix) ou à des universitaires israéliens ou à des instituts de recherche. De telles institutions et leurs représentants officiels sont des complices et, en tant que tels, ne devraient pas bénéficier de cette reconnaissance.

7. Les projets de normalisation

Des activités ou des projets universitaires impliquant des Palestiniens et/ou d'autres Arabes d'un côté et des Israéliens de l'autre (que ce soit bi- ou multilatéral) et qui sont fondés sur la fausse prémisse d'une symétrie ou d'une parité entre oppresseurs et opprimés, ou l'affirmation que colonisateurs et colonisés sont tous deux également responsables du « conflit », sont des formes de normalisation malhonnêtes intellectuellement et moralement répréhensibles qui doivent être boycottées¹².

Loin de remettre en cause le statu quo injuste, de tels projets contribuent à le faire perdurer. Des exemples incluent les événements, les projets ou les publications qui sont conçus explicitement pour rapprocher Palestiniens ou Arabes et Israéliens afin

12. <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=1749>

qu'ils puissent présenter leurs récits ou leurs perspectives respectifs ou qu'ils travaillent à une réconciliation, sans s'attaquer aux racines de l'injustice et aux exigences de la justice.

Les autres facteurs pris en compte par PACBI pour évaluer de telles activités et de tels projets sont les sources de financement, la conception du projet ou de l'événement, les objectifs de l'organisation ou des organisations qui le subventionnent, les participants, et d'autres facteurs similaires pertinents.

Les projets collaboratifs qui remplissent les deux conditions suivantes NE sont PAS considérés comme des formes de normalisation et sont donc exemptés de boycott:

(a) La partie israélienne du projet reconnaît la totalité des droits palestiniens au regard du droit international (correspondant aux trois droits indiqués dans l'appel de BDS); ET

(b) le projet ou l'activité vise une «co-résistance» plutôt qu'une «co-existence¹³».

Les débats entre Palestiniens/Arabes et Israéliens sont aussi exclus du boycott s'ils sont organisés sans aucune coopération avec Israël, ses groupes de pression, et ses institutions complices.

Mettre comme condition au soutien d'institutions universitaires palestiniennes leur «partenariat» avec des institutions israéliennes est aussi une forme coercitive de normalisation qui est rejetée par le BNC, y inclus PACBI et la Fédération pales-

13. <http://www.maannews.net/eng/ViewDetails.aspx?ID=405314>

tinienne des syndicats de professeurs et d'employés de l'université (*Palestinian Federation of Unions of University Professors and Employees*, PFUUE). Ceci contribue à couvrir la complicité des institutions israéliennes et à renforcer leur légitimité comme centres d'excellence au lieu de renforcer directement et indépendamment la capacité de recherche des institutions palestiniennes.

Les universitaires internationaux qui insistent pour franchir les « piquets de grève » de BDS en poursuivant des activités avec des institutions israéliennes qui peuvent être boycottées et en rendant ensuite visite à des institutions ou à des groupes palestiniens pour « équilibrer », violent la directive de boycott et contribuent à donner une fausse perception de symétrie entre l'opresseur colonial et les colonisés. Le BNC (y inclus PACBI) rejette cette tentative sous le terme de « couverture¹⁴ » et n'accueille pas favorablement de telles visites à des institutions palestiniennes.

8. L'adhésion institutionnelle d'associations israéliennes dans des organismes mondiaux. Des campagnes ciblées et sélectives demandant la suspension de la qualité de membre pour des organisations israéliennes dans des forums internationaux contribuent à faire pression sur Israël jusqu'à ce que cet État respecte le droit international. Exactement comme cela a été fait pour l'Afrique du Sud dans les organisations du monde académique – entre autres – pendant l'apartheid, cela doit l'être pour Israël.

14. <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=1645>

9. Publier, ou écrire des rapports sur des articles soumis à publication, dans des journaux académiques basés dans des universités israéliennes ou publiés en collaboration avec des institutions israéliennes ou donner la permission de reproduire dans de tels journaux basés en Israël du matériel publié ailleurs. Ces journaux incluent ceux publiés par des associations internationales mais hébergés dans des universités israéliennes. Des efforts doivent être faits pour déplacer les bureaux éditoriaux de ces journaux dans des universités en dehors d'Israël.

10. Servir de rapporteurs extérieurs pour des thèses, écrire des recommandations ou d'autres formes de rapports, par exemple pour des recrutements, promotions, titularisations, subventions, dans des universités israéliennes¹⁵. Les universitaires internationaux qui choisissent de faire un rapport sur le travail universitaire d'un professeur, ou d'étudiants dans une université israélienne sur une base personnelle ne sont pas en conflit avec les directives de boycott, tant que leurs noms ne sont utilisés d'aucune façon par ces universités pour renforcer leur légitimité. Accepter d'être dans un comité de thèse, de rapporteurs, d'experts recruté par ou au service d'une université israélienne, cependant, est en conflit direct avec le boycott institutionnel de ces universités, dans la mesure où ceci légitime la

15. En 2002, plus de 700 universitaires européens ont signé cette déclaration : « Je ne peux plus en bonne conscience continuer à coopérer avec des institutions officielles israéliennes, y inclus des universités. Je n'assisterai à aucune conférence scientifique en Israël et je ne participerai pas comme rapporteur ou expert dans les décisions de

recrutement ou de promotion des universités israéliennes, ou dans les décisions des agences de financement israéliennes. Je continuerai à collaborer avec et à accueillir les collègues scientifiques israéliens sur une base individuelle. » (<http://www.guardian.co.uk/uk/2002/jul/08/highereducation.israel>)

Un boycott légitime

position académique d'Israël dans le monde. Le boycott s'applique aussi à l'écriture de lettres de recommandation, de titularisation ou de promotion adressées à des administrateurs d'universités. De plus, les professeurs internationaux ne doivent pas accepter d'écrire des recommandations pour des étudiants espérant poursuivre leurs études en Israël, car ceci facilite la violation de la directive 11 ci-dessous.

11. Les étudiants internationaux s'inscrivant dans une institution israélienne ou des professeurs internationaux enseignant ou faisant des recherches dans des programmes diplômants ou non dans une institution israélienne. Si conduire des recherches dans des établissements israéliens, comme des archives, n'implique pas d'affiliation officielle avec ces établissements (comme une position de chercheur invité), alors l'activité n'est pas sujette au boycott.

12. Toutes les visites universitaires ou les missions d'enquêtes qui reçoivent des financements d'Israël, ses institutions complices ou ces groupes de pression internationaux. Les subventions par le gouvernement israélien ou par des groupes de pression israéliens doivent être boycottés. D'un autre côté, des missions d'enquêtes équilibrées, indépendantes, même celles qui incluent des réunions avec les institutions universitaires israéliennes complices ne doivent pas être boycottées, à condition qu'aucun lien institutionnel (ex. séminaires, groupes de travail, ateliers, expositions, etc.) d'aucune sorte ne soit établi avec les institutions israéliennes.

Le boycott institutionnel des institutions universitaires d'Israël doit continuer jusqu'à ce que ces institutions remplissent deux conditions de base :

a. Reconnaître les droits inaliénables du peuple palestinien inscrits dans le droit international (y inclus les trois droits de base soulignés dans l'appel de BDS en 2005), et

b. Mettre fin à toutes les formes de complicité dans la violation des droits palestiniens comme il est stipulé dans le droit international. Cette complicité inclut des politiques et des pratiques discriminatoires, ainsi que divers rôles dans la planification, l'implémentation et/ou la justification des abus des droits de l'homme et des violations du droit international par Israël.

ANNEXE 3

Directives PACBI pour le boycott culturel international d'Israël (révisées en juillet 2014)

Source : PACBI (traduction AUDIP)

Chargée au sein du Comité national palestinien BDS (BNC) de superviser les aspects BDS du boycott universitaire et culturel, la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI) recommande, depuis 2004, un boycott des institutions universitaires et culturelles israéliennes¹.

Ceci se base sur le fait que ces institutions sont complices du système d'oppression israélien qui refuse de reconnaître les droits fondamentaux des Palestiniens garantis par le droit international, ou entrave l'exercice de ces droits, et notamment la liberté de mouvements et la liberté d'expression.

Les institutions culturelles font partie intégrante d'un échafaudage idéologique et institutionnel du régime israélien d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid contre le peuple palestinien. Les institutions culturelles israéliennes (parmi elles notamment les compagnies d'art d'interprétation, les groupes musicaux, les organisations cinématographiques, les syndicats d'auteurs et les festivals) ont lié leur sort à l'establishment sioniste hégémonique en Israël et, en dépit des efforts d'une poignée

1. <http://pacbi.org/etemplate.php?id=869>

Un boycott légitime

d'artistes, auteurs et cinéastes ayant des principes, ces institutions se sont clairement impliquées dans le soutien, la justification et le blanchiment de l'occupation par Israël et de son déni systématique des droits palestiniens.

La campagne du boycott culturel contre l'Afrique du Sud de l'apartheid a été une source majeure d'inspiration dans la formulation des appels palestiniens au boycott et de leurs critères, malgré certaines différences cruciales. En particulier, le boycott palestinien, contrairement au boycott culturel sud-africain, est institutionnel, et ne cible pas les personnes en tant que telles.

La liberté d'expression

Le BNC, à travers les directives PACBI exposées ci-dessous, rejette la censure et défend le droit universel à la liberté d'expression, et le boycott institutionnel demandé par la société civile palestinienne n'est pas contradictoire avec une telle liberté. PACBI souscrit à la définition acceptée internationalement de la liberté d'expression, telle que stipulée au Pacte international des Nations unies relatif aux droits civils et politiques².

Ancré dans les préceptes du droit international et des droits de l'homme universels, le mouvement BDS, incluant PACBI, rejette par principe les boycotts des personnes basés sur leur identité (comme leur citoyenneté, race, sexe ou religion) ou leur opinion. Une simple affiliation de travailleurs culturels israéliens à une institution culturelle israélienne

2. <http://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/ccpr>.

aspx (http://www.eods.eu/library/UN_JCCPR_1966_FR.pdf)

ne constitue pas, par conséquent, un motif pour l'application du boycott. Si, toutefois, un individu est représentatif de l'État d'Israël ou d'une institution israélienne complice, ou s'il est commandité ou recruté pour participer aux efforts d'Israël pour se «donner une nouvelle image», alors, ses activités sont soumises au boycott institutionnel auquel appelle le mouvement BDS.

Bien que la liberté individuelle d'expression doive être pleinement et systématiquement respectée dans le contexte des boycotts culturels, un individu artiste/auteur ne saurait être exempté d'être soumis aux boycotts de «bon sens» (au-delà du cadre des critères PACBI du boycott institutionnel) auxquels les citoyens de conscience dans le monde peuvent appeler en réaction à ce qu'ils perçoivent largement comme une complicité individuelle flagrante, une responsabilité dans les violations, ou leur défense, du droit international (tels que les crimes de guerre ou autres violations graves des droits humains), dans des violences raciales ou des diffamations raciales. À ce niveau, les travailleurs culturels israéliens ne sauraient être à l'abri des critiques ou de toute forme légale de protestation, y compris du boycott; ils doivent être traités comme tous les autres délinquants de la même catégorie, ni mieux ni plus mal. Ceci est conforme à la Déclaration universelle des droits de l'homme, sur laquelle se fondent les principes du mouvement BDS, et qui stipule (article 29/2):

«Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exi-

Un boycott légitime

gences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique³.»

Directives du boycott culturel international

Durant les années de travail intensif avec des partenaires de plusieurs pays pour promouvoir le boycott culturel d'Israël, lequel est soutenu par une écrasante majorité d'artistes, auteurs, cinéastes et institutions culturelles palestiniens⁴, PACBI a examiné minutieusement de nombreux projets et événements culturels, évaluant si les critères du boycott leur étaient applicables et, par suite, PACBI a publié des lettres ouvertes, des déclarations ou des avis à leur sujet. Les trois plus importantes conclusions auxquelles PACBI arrive sont :

- a) beaucoup de ces événements et projets se situent en zone incertaine, grise, rendant toute évaluation difficile,
- b) il est important de souligner que le boycott doit cibler non seulement les institutions complices mais aussi les relations inhérentes et organiques entre elles, qui reproduisent le mécanisme de l'assujettissement colonial et de l'apartheid, et
- c) stratégiquement, ce ne sont pas tous les projets boycottables qui doivent être confrontés à une campagne active de boycott, les militants doivent investir leur énergie dans les campagnes les plus prioritaires à un moment donné.

3. <http://www.un.org/en/documents/udhr/> (<http://www.un.org/fr/documents/udhr/>)

[php?id=315](http://www.pacbi.org/php?id=315) et <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=2475>

4. <http://www.pacbi.org/etemplate>.

Sur la base de cette expérience et en réponse à la demande croissante de directives BDS spécifiques à l'application du boycott culturel international d'Israël contre des projets divers, allant du film et du festival littéraire aux expositions d'art, aux spectacles musicaux et de danse, et aux conférences, PACBI expose ci-dessous les critères sans équivoque, consistants et cohérents, et les directives qui traitent spécifiquement des nuances et particularités du monde de la culture.

Ces directives sont destinées principalement à aider les artistes, auteurs et travailleurs culturels internationaux de conscience, aussi bien que les organisations et associations culturelles, à se mettre en harmonie avec l'appel palestinien au boycott, en tant que contribution au soutien du droit international et à la poursuite du combat pour la liberté, la justice et l'égalité. Des directives similaires pour le boycott universitaire ont été publiées par PACBI⁶.

Les travailleurs culturels internationaux qui ne tiennent pas compte de l'appel au boycott, qui franchissent la «ligne de piquetage» de BDS, et puis essaient de rencontrer des groupes ou institutions palestiniens dans un geste d'«équilibre», contribuent à une perception fautive d'une symétrie entre l'opresseur colonial et les colonisés. Même si la venue sur le territoire palestinien occupé de partisans et défenseurs internationaux des droits palestiniens a toujours été accueillie comme une source d'encouragement et de soutien, les Palestiniens estiment que la solidarité implique le respect de l'appel

6. <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=1108> (<http://www.aurdip.fr/>

[les-directives-du-pacbi-pour-le.html](#))

Un boycott légitime

au boycott, un appel qui fait autorité, qui vient de l'opprimé, et qui n'associe en aucun cas la visite d'institutions ou groupes palestiniens avec des activités liées à des institutions israéliennes boycottables. Les visiteurs internationaux qui tiennent à inscrire des institutions culturelles israéliennes dans leur itinéraire, un moyen pour «soulager leur conscience⁷», ne doivent pas s'attendre à être les bienvenus dans les institutions culturelles palestiniennes.

En général, PACBI exhorte les travailleurs culturels internationaux (par exemple, les artistes, auteurs, cinéastes) et les organisations culturelles, notamment les syndicats et associations, à boycotter et/ou à œuvrer, si possible et si pertinent, à l'annulation des événements, activités, accords, ou projets qui impliquent Israël, ses groupes de lobby ou ses institutions culturelles, ou encore qui font la promotion de la normalisation d'Israël dans le domaine culturel mondial, blanchissent les violations d'Israël du droit international et des droits palestiniens, ou violent les directives BDS.

Dans tout ce qui suit, par le mot «produit», on entend produits culturels, tels que films, œuvres d'art, spectacles, entre autres formes d'art; et par celui d'«événement», on entend les festivals de films, les conférences, les expositions artistiques, les spectacles artistiques (comme la musique et la danse), les tournées d'artistes et d'auteurs, entre autres activités.

Explicitement, voici les directives BDS pour l'évaluation des événements ou produits afin de savoir

7. <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=1645>

s'ils sont en violation du boycott culturel palestinien d'Israël :

1) En règle générale et prioritaire, les institutions culturelles israéliennes, sauf preuve contraire, sont complices dans le maintien de l'occupation israélienne et dans le déni des droits fondamentaux palestiniens, soit par leur silence, soit par leur implication réelle en justifiant, blanchissant ou détournant autrement et délibérément l'attention des violations d'Israël du droit international et des droits humains.

En conséquence, ces institutions, tous leurs produits, et toutes les activités qu'elles parrainent ou soutiennent doivent être boycottés par les organisations culturelles et les travailleurs culturels à travers le monde. Comme dans le boycott culturel de l'apartheid sud-africain, les artistes et travailleurs culturels internationaux sont vivement encouragés à ne pas faire durer la reconnaissance, en aucune manière, des organisations culturelles israéliennes en exposant, présentant, et mettant en avant leurs œuvres (avec des films, installations, œuvres littéraires); en donnant des conférences ou des spectacles dans, ou en coopération avec, des institutions ou événements culturels israéliens complices, ou en accordant l'autorisation d'une publication, exposition ou diffusion d'un tel travail par de telles institutions. De même, les activités et projets impliquant des individus représentant explicitement ces institutions complices doivent être boycottés.

Il doit être souligné qu'un contenu ou un mérite artistiques d'un produit culturel n'entre pas en ligne de compte pour déterminer si celui-ci est boycottable ou non.

2) Un produit culturel est boycottable s'il a été commandé par un organisme israélien officiel ou une institution non israélienne mais qui sert à redorer l'image d'Israël ou à des fins similaires de propagande⁸.

Les produits culturels israéliens (par opposition aux événements publics) qui sont financés par des organismes israéliens officiels mais ne sont pas commandés ou n'ont aucune implication politique ne font pas en soi l'objet d'un boycott. Par « implication politique » ici, on entend spécifiquement les conditions qui obligent un bénéficiaire de financement à se mettre au service, directement ou indirectement, des tentatives de propagande d'une institution complice ou du gouvernement israélien, ou de création d'une nouvelle image. Les produits culturels israéliens qui perçoivent des fonds de l'État dans le cadre du droit d'un travailleur culturel individuel, en tant que contribuable, sans que celui-ci ne soit tenu de servir les intérêts politiques et propagandistes de l'État, ne sont pas boycottables. Accepter de telles implications politiques, d'un autre côté, transformerait clairement le produit culturel en une forme de complicité, par une contribution aux efforts d'Israël de blanchiment ou de camouflage de sa réalité coloniale et d'apartheid et, par conséquent, le rendrait boycottable. Dans cette logique, nous considérons tous les produits culturels non israéliens (internatio-

8. Telle la Fondation culturelle Amérique-Israël, dont la mission inclut de représenter l'État d'Israël « comme un environnement culturel florissant qui stimule la créativité et la vie artistique ». Voir : <http://www.aicf.org/about/mission>. L'organisation

s'attribue le mérite d'avoir soutenu et promu toutes les grandes institutions culturelles en Israël, comme l'Orchestre philharmonique d'Israël et le Musée israélien. Voir : <http://www.aicf.org/about/impact/institutions>

naux, palestiniens...) financés par des organismes israéliens, ou des organisations internationales visant à «redorer l'image d'Israël», pour être mis en service et avoir une motivation politique, comme étant, par conséquent, soumis au boycott.

L'exemple le plus flagrant est le fait bien documenté que de nombreux artistes, auteurs et autres travailleurs culturels israéliens, demandant un financement de l'État pour couvrir le coût de leur participation à des événements internationaux – ou de leur produit culturel – sont tenus de contribuer à l'effort officiel de propagande d'Israël. À cette fin, la personne, travailleur culturel, doit signer un contrat avec le ministère des Affaires étrangères israélien qui l'engage «à agir fidèlement, de façon responsable et sans relâche et à fournir au ministère des services professionnels de la meilleure qualité». Le contrat stipule aussi que «le fournisseur du service est conscient que le but de la commande de ses services est de promouvoir les intérêts politiques de l'État d'Israël au moyen de la culture et de l'art, notamment en contribuant à créer une image positive pour Israël⁹».

Tous les produits culturels, qu'ils soient israéliens ou internationaux, commandés par un organisme israélien officiel (par exemple un ministère du gouvernement, une municipalité, une ambassade, un consulat, l'État ou par tout autres fonds publics pour le cinéma), ou par un projet ou une organisation donnant une nouvelle image d'Israël, tous ces produits méritent d'être boycottés pour des raisons institutionnelles. De tels produits sont commandés

9. <http://www.haaretz.com/putting-out-a-contract-on-art-1.250388>

Un boycott légitime

par l'État israélien ou par des institutions qui collaborent spécifiquement pour aider les efforts de propagande de l'État ou de refonte de l'image.

3) Un événement/activité culturel est boycottable s'il est entièrement ou partiellement parrainé par un organisme officiel israélien ou une institution complice.

Comme dans la directive précédente, le principe général est que l'événement/activité public, réalisé en collaboration ou sous le parrainage/l'égide d'un organisme officiel israélien ou une institution complice est constitutif de complicité et par conséquent mérite le boycott. Même chose pour le soutien ou le parrainage par des institutions non israéliennes qui servent les objectifs de propagande et d'image de marque d'Israël.

4) Les projets visant à la normalisation sont boycottables

Les activités, projets, événements et produits culturels impliquant des Palestiniens et/ou d'autres Arabes d'une part, et des Israéliens de l'autre (que ce soit bi ou multilatéralement), qui sont basés sur la fausse prémisse de symétrie/parité entre les oppresseurs et les opprimés, ou qui présument que tant les colonisateurs que les colonisés sont responsables à part égale du « conflit », sont des formes intellectuellement malhonnêtes et moralement répréhensibles de normalisation, et elles doivent être boycottées¹⁰. Loin de contester le statu quo injuste, de tels projets contribuent à sa persistance. Ces exemples incluent

¹⁰. <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=1749>

les événements, projets, publications, films ou expositions, qui sont conçus pour rassembler les Palestiniens/Arabes et les Israéliens, et peuvent ainsi présenter leurs récits et points de vue respectifs, ou travailler à la réconciliation, «en surmontant les barrières», sans aborder les causes profondes de l'injustice et les exigences de justice. D'autres facteurs sont pris en considération par PACBI pour évaluer de tels produits et événements, tels les sources de financement, la conception du produit ou de l'événement, les objectifs de(s) l'organisation(s) qui parraine(ent), les participants, et d'autres facteurs pertinents similaires.

Étant donné que la seule relation normale – et effectivement bienvenue – entre ceux de la communauté oppressive et ceux de la communauté opprimée est celle qui reconnaît les droits fondamentaux des opprimés issus du droit international et qui implique une lutte commune contre l'oppression, les projets communs qui répondent aux deux conditions suivantes ne sont pas considérés comme des formes de normalisation et se trouvent par conséquent exempts de boycott :

a) la partie israélienne dans le projet reconnaît l'ensemble des droits palestiniens issus du droit international (correspondant aux trois droits de l'appel BDS)¹¹, et

b) le produit ou événement est une «co-résistance» plutôt qu'une co-existence¹².

Les débats publics entre Palestiniens/Arabes et Isra-

11. <http://www.bdsmovement.net/call>

12. <http://www.maannews.net/eng/ViewDetails.aspx?ID=405314>

Un boycott légitime

éliens sont également exclus du boycott s'ils sont organisés sans aucune coopération avec Israël, ses groupes de lobby, ou ses institutions complices.

5) Les missions d'enquête et les voyages d'étude qui perçoivent des fonds d'Israël, de ses institutions complices ou de ses groupes internationaux de lobby, sont soumis au boycott.

D'un autre côté, les missions d'enquêtes ou les groupes d'études objectifs, indépendants, même ceux qui incluent des réunions avec des institutions universitaires israéliennes complices, ne sont pas boycottables à la condition qu'aucun lien institutionnel (par exemple des séminaires, ateliers, expositions, etc.) d'aucune sorte ne soit établi avec des institutions israéliennes complices.

Le boycott culturel d'Israël doit se poursuivre jusqu'à ce qu'Israël se mette en conformité avec les trois exigences fondamentales énoncées dans l'appel BDS de 2005.

Pour mettre fin à leur connivence avec le régime d'Israël d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid, et devenir non boycottables, les institutions culturelles israéliennes doivent remplir deux conditions de base :

a) reconnaître publiquement les droits inaliénables du peuple palestinien tel que consacrés par le droit international (notamment les trois droits fondamentaux de l'appel BDS de 2005), et

b) mettre fin à toutes formes de complicité dans la violation des droits palestiniens tels

que stipulés dans le droit international, incluant les politiques et pratiques discriminatoires, ainsi que les divers rôles dans le blanchiment ou la justification des violations d'Israël du droit international et des droits humains palestiniens.

ANNEXE 4

Autres sources d'information sur la campagne BDS, et plus particulièrement sur l'appel au boycott des institutions universitaires et culturelles israéliennes.

En français

www.bdsfrance.org

www.bds-belgium.be

www.bds-info.ch

www.bdsquebec.ca

(Plateformes BDS en France, Belgique, Suisse et Québec)

www.aurdip.org

(Association des universitaires pour le respect du droit international en Palestine)

En anglais

www.bdsmovement.net

(*Palestinian BDS National Committee*, BNC)

www.pacbi.org

(*Palestinian Campaign for the Academic & Cultural Boycott of Israël*, PACBI)

www.boycottisrael.info

(Supporting the Palestinian Boycott, Call from Within)

www.artistsforpalestine.org.uk

(Artists for Palestine, UK)

www.usacbi.org

(US Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel)

Chez le même éditeur

Giorgio Agamben, Alain Badiou, Daniel Bensaïd, Wendy Brown, Jean-Luc Nancy, Jacques Rancière, Kristin Ross, Slavoj Žižek, *Démocratie, dans quel état ?*

Tariq Ali, *Bush à Babylone. La recolonisation de l'Irak.*

Tariq Ali, *Obama s'en va-t-en guerre.*

Zahra Ali (dir.), *Féminismes islamiques.*

Sophie Auillé, Pierre Bruno, Franck Chaumon, Guy Lérès, Michel Plon, Erik Porge, *Manifeste pour la psychanalyse.*

Bernard Aspe, *L'instant d'après. Projectiles pour une politique à l'état naissant.*

Éric Aunoble, *La Révolution russe, une histoire française. Lectures et représentations depuis 1917.*

Alain Badiou, *Petit panthéon portatif.*

Alain Badiou, *L'aventure de la philosophie française. Depuis les années 1960.*

Alain Badiou & Eric Hazan, *L'antisémitisme partout. Aujourd'hui en France.*

Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler, Georges Didi-Huberman, Sadri Khiari, Jacques Rancière, *Qu'est-ce qu'un peuple ?*

Jean-Christophe Bailly, Jean-Marie Gleize, Christophe Hanna, Hugues Jallon, Manuel Joseph, Jacques-Henri Michot, Yves Pagès, Véronique Pittolo, Nathalie Quintane, « *Toi aussi, tu as des armes* ». *Poésie & politique.*

Moustapha Barghouti, *Rester sur la montagne. Entretiens sur la Palestine avec Eric Hazan.*

Omar Barghouti, *Boycott, désinvestissement, sanctions. BDS contre l'apartheid et l'occupation de*

la Palestine.

Zygmunt Bauman, *Modernité et holocauste.*

Jean Baumgarten, *Un léger incident ferroviaire. Récit autobiographique.*

Mathieu Bellahsen, *La santé mentale. Vers un bonheur sous contrôle.*

Walter Benjamin, *Essais sur Brecht.*

Walter Benjamin, *Baudelaire.* Édition établie par Giorgio Agamben, Barbara Chitussi et Clemens-Carl Härle.

Daniel Bensaïd, *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres.*

Daniel Bensaïd, *Tout est encore possible. Entretiens avec Fred Hilgeman.*

Jacques Bidet, *Foucault avec Marx.*

Ian H. Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses.*

Auguste Blanqui, *Maintenant, il faut des armes. Textes présentés par Dominique Le Nuz.*

Matthieu Bonduelle, William Bourdon, Antoine Comte, Paul Machto, Stella Magliani-Belkacem & Félix Boggio Éwangé-Épée, Gilles Manceron, Karine Parrot, Géraud de la Pradelle, Gilles Sainati, Carlo Santulli, Evelyne Sire-Marin, *Contre l'arbitraire du pouvoir. 12 propositions.*

Félix Boggio Éwangé-Épée & Stella Magliani-Belkacem, *Les féministes blanches et l'empire.*

Bruno Bosteels, *Alain Badiou, une trajectoire polémique.*

Houria Bouteldja, *Les Blancs, les Juifs et nous. Vers une politique de l'amour révolutionnaire.*

Philippe Buonarroti, *Conspiration pour l'égalité, dite de Babeuf.* Présentation de Sabrina Berkane.

Pilar Calveiro, *Pouvoir et disparition. Les camps de concentration en Argentine.*

Grégoire Chamayou, *Théorie du drone.*

Grégoire Chamayou, *Les chasses à l'homme*.

Louis Chevalier, *Montmartre du plaisir et du crime*. Préface d'Eric Hazan.

Ismahane Chouder, Malika Latrèche, Pierre Tevanian, *Les filles voilées parlent*.

George Ciccariello-Maher, *La révolution au Venezuela. Une histoire populaire*.

Cimade, *Votre voisin n'a pas de papiers. Paroles d'étrangers*.

Comité invisible, *À nos amis*.

Comité invisible, *L'insurrection qui vient*.

Comité invisible, *Maintenant*.

Angela Davis, *Une lutte sans trêve*. Textes réunis par Frank Barat.

Joseph Déjacque, *À bas les chefs! Écrits libertaires*. Présenté par Thomas Bouchet.

Christine Delphy, *Classer, dominer. Qui sont les « autres » ?*

Alain Deneault, *Offshore. Paradis fiscaux et souveraineté criminelle*.

Raymond Depardon, *Images politiques*.

Raymond Depardon, *Le désert, allers et retours. Propos recueillis par Eric Hazan*.

Yann Diener, *On agite un enfant. L'État, les psychothérapeutes et les psychotropes*.

Cédric Durand (coord.), *En finir avec l'Europe*.

Éric Fassin, Carine Fouteau, Serge Guichard, Aurélie Windels, *Roms & riverains. Une politique municipale de la race*.

Jean-Pierre Faye, Michèle Cohen-Halimi, *L'histoire cachée du nihilisme. Jacobi, Dostoïevski, Heidegger, Nietzsche*.

Norman G. Finkelstein, *L'industrie de l'holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs*.

Charles Fourier,

Vers une enfance majeure. Textes présentés par René Schérer.

Joëlle Fontaine, *De la résistance à la guerre civile en Grèce. 1941-1946*.

Isabelle Garo, *L'idéologie ou la pensée embarquée*.

Antonio Gramsci, *Guerre de mouvement et guerre de position. Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan*.

Christophe Granger, *La destruction de l'université française*.

Daniel Guérin, *Autobiographie de jeunesse. D'une dissidence sexuelle au socialisme*.

Chris Harman, *La révolution allemande*.

Amira Hass, *Boire la mer à Gaza, chroniques 1993-1996*.

Eric Hazan, *Chronique de la guerre civile*.

Eric Hazan, *Notes sur l'occupation. Naplouse, Kalkilya, Hébron*.

Eric Hazan, *Paris sous tension*.

Eric Hazan, *Une histoire de la Révolution française*.

Eric Hazan & Kamo, *Premières mesures révolutionnaires*.

Eric Hazan, *La dynamique de la révolte. Sur des insurrections passées et d'autres à venir*.

Eric Hazan, *Pour aboutir à un livre. Entretiens avec Ernest Moret*.

Henri Heine, *Lutèce. Lettres sur la vie politique, artistique et sociale de la France*.

Victor Hugo, *Histoire d'un crime. Déposition d'un témoin*.

Hongsheng Jiang, *La Commune de Shanghai et la Commune de Paris*.

Sadri Khiari, *La contre-révolution coloniale en France. De de Gaulle à Sarkozy*.

Yitzhak Laor, *Le nouveau philo-sémitisme européen et le « camp de la paix » en Israël*.

Georges Labica, *Robespierre. Une politique de la philosophie.*

Gustave Lefrançais, *Souvenirs d'un révolutionnaire.* Préface de Daniel Bensaid.

Lénine, *L'État et la révolution.* Présentation de Laurent Lévy.

Mathieu Léonard, *L'émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première Internationale.*

Gideon Levy, *Gaza. Articles pour Haaretz (2006-2009).*

Laurent Lévy, *"La gauche", les Noirs et les Arabes.*

Frédéric Lordon, *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza.*

Frédéric Lordon, *Imperium. Structures et affects des corps politiques.*

Herbert Lottman, *La chute de Paris.*

Pierre Macherey, *De Canguilhem à Foucault, la force des normes.*

Pierre Macherey, *La parole universitaire.*

Gilles Magniont, Yann Fastier, *Avec la langue. Chroniques du « Matricule des anges ».*

Karl Marx, *Sur la question juive.* Présenté par Daniel Bensaid.

Karl Marx, Friedrich Engels, *Inventer l'inconnu. Textes et correspondance autour de la Commune. Précédé de « Politique de Marx »* par Daniel Bensaid.

Joseph A. Massad, *La persistance de la question palestinienne.*

Albert Mathiez, *La Réaction thermidorienne. Introduction de Yannick Bosc et Florence Gauthier.*

Louis Ménard, *Prologue d'une révolution (février-juin 1848).* Présenté par Maurizio Gribaudi.

Jean-Yves Mollier, *Une autre histoire de l'édition française.*

Elfriede Müller & Alexander Ruoff, *Le polar français. Crime et histoire.*

François Pardigon, *Épisodes*

des journées de juin 1848.

Nathalie Quintane, *Les années 10.*

Alexander Rabinowitch, *Les bolcheviks prennent le pouvoir. La révolution de 1917 à Petrograd.*

Jacques Rancière, *Le partage du sensible. Esthétique et politique.*

Jacques Rancière, *Le destin des images.*

Jacques Rancière, *La haine de la démocratie.*

Jacques Rancière, *Le spectateur émancipé.*

Jacques Rancière, *Moments politiques. Interventions, 1977-2009.*

Jacques Rancière, *Les écarts du cinéma.*

Jacques Rancière, *La leçon d'Althusser.*

Jacques Rancière, *Le fil perdu. Essais sur la fiction moderne.*

Textes rassemblés par J. Rancière & A. Faure, *La parole ouvrière 1830-1851.*

Amnon Raz-Krakotzkin, *Exil et souveraineté. Judaïsme, sionisme et pensée binationale.*

Tanya Reinhart, *L'héritage de Sharon. Détruire la Palestine, suite.*

Mathieu Rigouste, *La domination policière. Une violence industrielle.*

Robespierre, *Pour le bonheur et pour la liberté. Discours choisis.*

Kristin Ross, *L'imaginaire de la Commune*

Julie Roux, *Inévitablement (après l'école).*

Christian Ruby, *L'Interruption Jacques Rancière et la politique.*

Alain Rustenholz, *De la banlieue rouge au Grand Paris. D'ivry à Clichy et de Saint-Ouen à Charenton.*

Gilles Sainati & Ulrich Schalchli,

La décadence sécuritaire.

Saint-Just, *Rendre le peuple heureux.*
Textes établis et présentés par Pierre-Yves Glasser et Anne Quennedey.

Julien Salingue, *La Palestine des ONG.*
Entre résistance et collaboration.

Thierry Schaffauser, *Les luttes des putes.*

André Schiffrin, *L'édition sans éditeurs.*

André Schiffrin,
Le contrôle de la parole.
L'édition sans éditeurs, suite.

André Schiffrin, *L'argent et les mots.*

Ivan Segré, *Le manteau de Spinoza.*
Pour une éthique hors la Loi.

Ivan Segré, *Judaïsme et révolution.*

Ella Shohat, *Le sionisme du point de vue de ses victimes juives.*
Les juifs orientaux en Israël.

Eyal Sivan & Eric Hazan, *Un État commun.*
Entre le Jourdain et la mer.

Eyal Sivan & Armelle Laborie,
Un boycott légitime. Pour le BDS universitaire et culturel d'Israël.

Jean Stern, *Les patrons de la presse nationale.*
Tous mauvais.

Syndicat de la Magistrature, *Les Mauvais jours finiront. 40 ans de combats pour la justice et les libertés.*

Marcello Tarì, *Autonomie !*
Italie, les années 1970.

N'gugi wa Thiong'o,
Décoloniser l'esprit.

E.P. Thompson, *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel.*

Tiqqun, *Théorie du Bloom.*

Tiqqun, *Contributions à la guerre en cours.*

Tiqqun, *Tout a failli, vive le communisme!*

Alberto Toscano,
Le fanatisme. Modes d'emploi.

Enzo Traverso, *La violence nazie, une généalogie européenne.*

Enzo Traverso,

Le passé : modes d'emploi.
Histoire, mémoire, politique.

Louis-René Villermé, *La mortalité dans les divers quartiers de Paris.*

Sophie Wahnich, *La liberté ou la mort.*
Essai sur la Terreur et le terrorisme.

Michel Warschawski (dir.),
La révolution sioniste est morte.
Voix israéliennes contre l'occupation, 1967-2007.

Michel Warschawski,
Programmer le désastre.
La politique israélienne à l'œuvre.

Eyal Weizman,
À travers les murs. L'architecture de la nouvelle guerre urbaine.

Slavoj Žižek,
Mao. De la pratique et de la contradiction.

Collectif,
Le livre : que faire ?

Cet ouvrage a été reproduit et achevé
d'imprimer par l'Imprimerie Moderne de
Bayeux en octobre 2016.
Numéro d'impression : XXXXXXXX

Dépôt légal : octobre 2016.
Imprimé en France.